

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE

# L'INCAPACITÉ DE L'INTERDIT EN FRANCE

PAR

**Paul MARCOU**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 23 avril 1898 à 10 heures*

---

*Président : M. WEISS, professeur*

*Suffragants : { MM. LÉON MICHEL, professeur  
PIÉDELIÈVRE, agrégé*

---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS  
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

**L. LAROSE** DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1898







**THÈSE**

**POUR LE DOCTORAT**

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

---

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE

# L'INCAPACITÉ DE L'INTERDIT EN FRANCE

PAR

**Paul MARCOU**

---

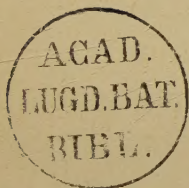
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 23 avril 1898 à 10 heures*

---

*Président : M. WEISS, professeur*

*Suffragants :* { MM. LÉON MICHEL, professeur  
PIÉDELIÈVRE, agrégé



---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS  
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

**L. LAROSE** DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1898



DE  
L'INCAPACITÉ DE L'INTERDIT  
EN FRANCE

---

INTRODUCTION

---

NOTIONS GÉNÉRALES ET HISTORIQUES  
SUR L'INCAPACITÉ DE L'INTERDIT

*L'interdiction ou la défense d'administrer son patrimoine est légale ou judiciaire. Elle est judiciaire lorsque la justice, après avoir constaté l'aliénation mentale d'une personne, la met en tutelle comme un mineur. Elle est légale lorsque la loi retire à un condamné à une peine criminelle la gestion de ses biens, et le met en tutelle comme un interdit judiciairement.*

*Quelles raisons justifient ces deux interdictions ?*

*I. L'interdiction judiciaire se justifie aisément :*

*C'est un devoir pour la société de protéger ceux dont les facultés mentales sont altérées et qui ne peuvent plus gouverner ni leur personne, ni leurs biens. Pour atteindre ce but, est-il bien nécessaire d'établir une protection spéciale des aliénés? Est-il à craindre que le fou puisse compromettre sa fortune par des actes de la vie civile, puisqu'ils ne sont valables qu'autant qu'ils émanent d'une volonté libre et éclairée. Il semble donc qu'on puisse s'en tenir au droit commun, en vertu duquel le fou est suffisamment protégé par son incapacité naturelle de donner un consentement valable.*

*Ce système, si on l'examine de près, ne protège le fou que très imparfaitement. Il le met dans la nécessité, quand il demande à la justice de prononcer la nullité d'un acte, d'établir qu'à un moment plus ou moins éloigné dans le passé, qu'à ce moment précis, son intelligence était troublée par la démence, et que sa volonté n'a pas pu donner un consentement dont on puisse tenir compte. En outre, dans bien des hypothèses, la folie agit sur l'âme du malade sans manifestations extérieures et la raison ne disparaît pas brusquement, sans passer par plusieurs degrés d'affaiblissement. Au milieu de ces difficultés, comment la justice au-*

*ra-t-elle conscience d'avoir découvert sûrement la vérité?*

*Il fallait donc trouver un système de protection plus efficace.*

*A cet effet, le Code civil eut recours à une célèbre présomption; l'interdit aura le droit d'être traité comme n'ayant jamais eu d'intervalle lucide pendant tout le temps qu'aura duré son interdiction. Cette présomption de folie sans solution de continuité va écarter de l'interdit les tiers qui, sous l'empire du système précédent, auraient pu avoir l'intention de traiter avec les fous et les obliger à passer l'acte avec le tuteur lui-même: de cette façon le but de la loi sera efficacement atteint.*

*Désormais plus de contestations extrêmement difficiles à résoudre sur l'état du fou au moment où il a passé l'acte; la vérité légale est qu'il l'a passé dans un intervalle de trouble intellectuel. Ce système l'emporte sans conteste sur le précédent. Il est vrai qu'il retire à l'interdit la capacité d'agir valablement, même quand il est en pleine possession de la raison et qu'il le rend irresponsable de ses actes, accomplis dans un intervalle lucide. Mais quel système juridique ne donne lieu à quelques critiques, à quelques imperfections dont il ne faut pas s'occuper quand le but principal est*

*atteint, quand la protection est efficacement assurée?*

*II. Quelles raisons justifient l'interdiction légale?*

*On en donne plusieurs d'une valeur inégale. Avec l'exposé des motifs de la loi, on dit que le législateur qui établit des peines doit prendre des mesures nécessaires pour qu'elles soient efficaces et inévitables. Dans cet ordre d'idées on ne veut pas que le condamné puisse utiliser ses biens à adoucir sa peine et surtout les faire servir à préparer son évasion. Entre le condamné pauvre et le condamné riche l'égalité doit régner dans l'expiation. Pour arriver à l'observation de ces principes, il suffit d'enlever au condamné la gestion de son patrimoine, de l'assimiler à l'interdit pour cause de démence et de le mettre en tutelle. Cette grave atteinte au droit, qu'a tout homme d'administrer ses biens, ne peut frapper que les grands coupables ; aussi dans le Code pénal n'atteint-elle que les condamnés à des peines criminelles. Mais ces motifs qui ont certainement déterminé le législateur n'ont pas paru à eux seuls suffisants pour légitimer la mesure de l'interdiction légale. On prétend qu'une certaine idée de protection a dû avoir quelque influence sur l'esprit du législateur. L'homme qui*

*subit sa peine criminelle étant dans l'impossibilité matérielle de gérer son patrimoine, le régime des peines s'y opposant, est comparable au fou à qui l'altération de ses facultés rend impossible la direction de ses biens. Ce second point de vue nous paraît très vraisemblable et parfaitement admissible. En résumé, à ne considérer que les motifs de l'interdiction légale, on peut dire qu'elle est à la fois une peine et une mesure de protection (GARRAUD, t. I, n° 333 ; E. NUSSE, *Etude sur les droits civils des condamnés aux peines du grand criminel* n° 128 ; DESPEIGES, *Etude sur les effets civils des condamnations pénales*, p. 35).-*

*III. L'interdiction judiciaire a eu des précédents, soit en Droit Romain, soit dans notre Ancien droit, soit enfin dans le droit intermédiaire. Quant à l'interdiction légale, elle ne paraît pas avoir existé même par équivalent dans le passé.*

*A Rome, l'aliénation mentale ne donnait pas lieu à une mesure analogue à notre interdiction. Aucune décision de justice n'intervenait pour interdire au fou l'administration de son patrimoine. Le prodigue seul était l'objet d'une interdiction proprement dite. Néanmoins l'aliénation mentale entraînait des conséquences juridiques que nous allons exposer.*

*La loi des XII Tables établissait en ces termes une puissance sur le furiosus. « Si furiosus escit, ast ei custos nec escit, adgnatum gentiliumque in eo pecuniaque ejus potestas esto » (CIC. De invent. II, 50), TUSCUL., quest. 3, 5 ; De. Republica, III. 23 ; ULP IEN, Regul, 12, § 2). Cette puissance n'était pas autre chose que la curatelle des plus proches agnats du fou et à leur défaut de ses gentiles. De plus, comme toute puissance ancienne, cette curatelle était organisée dans l'intérêt des curateurs et non dans celui du furiosus. Cette puissance ne portait que sur le furiosus, mais non pas sur tout aliéné, sur le mente captus, sur le demens. Mais à quels caractères se reconnaissait le furiosus ? Sur ce point, diverses opinions ont été émises. D'après l'opinion généralement suivie en France, le furiosus serait l'aliéné atteint d'une agitation anormale de l'esprit avec possibilité d'intervalles lucides. Le demens serait l'aliéné atteint d'un état de complète dépression mentale sans possibilité de retour à la raison. En Allemagne au contraire, on incline à penser que le furiosus est l'homme absolument privé de raison et que le demens a la faculté de comprendre mais à un degré infime (AUDIBERT, Etude sur l'histoire du Droit Romain, p. 10 ; Petit traité élémentaire de droit romain, n° 122).*

*Quoiqu'il en soit de cette controverse, tous les aliénés n'étaient pas placés en curatelle par la loi des XII Tables. C'est le préteur qui vint établir une curatelle dative sur les mente capti ou les dementes, différente de la curatelle du furiosus en ce qu'elle avait pour base l'intérêt de l'aliéné. Chez les deux sortes d'aliénés, l'incapacité n'existait que dans les moments où la raison était absente. Dès qu'un intervalle lucide se produisait, la capacité pleine et entière reprenait son empire pour disparaître dès que la raison disparaissait. (Inst. III, 19, § 8 ; D. XLIV, 7 ; D. LI, § 12).*

*Avec de tels principes, la curatelle prenait fin quand le furiosus recouvrait la raison et le curateur rendait ses comptes à chaque retour d'un intervalle lucide. Justinien décida que, pendant la durée des intervalles lucides, le curateur conservait son titre, mais que ses fonctions seraient momentanément suspendues.*

*Dans l'ancien droit français, les causes d'interdiction étaient plus nombreuses que celles établies plus tard par le Code civil ; ainsi l'interdiction pouvait être prononcée pour cause de prodigalité. « Les motifs de l'interdiction les plus ordinaires, dit Denisard, (Verbo Interdictio, n° 6) sont : la démence, l'imbécillité, la dissipation, la prodigalité,*

*l'incapacité à gouverner ses affaires, la faiblesse qui fait succomber aux premiers efforts de la séduction : en un mot une disposition prochaine à une ruine certaine. L'interdiction frappait aussi les sourds-muets, lorsqu'ils ne savaient pas écrire et l'ordonnance de Blois (art. 123) en déclarait également passibles les veuves ayant enfants d'un autre mariage et qui se remariaient follement à personne indigne de leurs qualités, les aucunes à leurs valets » (Arr. 19 août 1748, déc. 1614, 11 août 1575). Ce dernier arrêt a frappé d'interdiction une veuve qui avait fait des avantages pécuniaires considérables à son nouvel époux, par la seule raison qu'il existait une grande disproportion d'âge entre les deux nouveaux époux. L'interdiction n'était pas toujours prononcée d'une manière générale, et quelquefois elle ne comprenait qu'un certain genre d'actions ; ainsi l'interdiction pouvait être restreinte à l'aliénation des immeubles ou bien au mariage lorsqu'il y avait lieu de craindre quelque alliance déshonorante.*

*Le droit intermédiaire n'offre rien de bien précis relativement aux causes de l'interdiction ; à cette époque on s'est beaucoup préoccupé de la simple prodigalité ; mais c'est une question qui est restée pendante jusqu'au Code civil (Cass. 6 juin 1810).*

*II. L'interdiction légale ne paraît pas avoir existé même par équivalent non seulement dans le droit Romain, mais aussi dans notre ancien droit. En droit Romain, le condamné à une peine perpétuelle devenait esclave, l'esclave de la peine perdait ainsi son patrimoine. Une pareille conséquence n'avait rien de commun avec l'interdiction légale, qui suppose essentiellement que des droits privés sont restés aux condamnés, puisque l'exercice en est confié à un tuteur. Cette remarque est également vraie dans notre ancien droit; on y distinguait des condamnations à des peines afflictives perpétuelles, qui emportaient confiscation générale des biens, mort civile; et ne lui laissaient plus aucun droit à exercer par lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers; et les condamnations à des peines afflictives temporaires qui emportaient seulement l'infamie, or l'infamie laissait subsister la plupart des droits privés (M. Humbert. Des conséquences des condamnations pénales, n° 984); elles n'atteignaient guère que les droits qui se rattachent plus particulièrement au droit public, tel que celui de témoigner en justice (Ordonn. de 1667. Titre 23, art. 2). (POTHIER : des personnes, 1<sup>re</sup> Partie. T. 3. Sect. 3, n° 116).*

*C'est dans la loi des 25 sept. 6 octobre 1791,*

*T. IV, art. 2, que l'on rencontre pour la première fois l'interdiction légale formulée en ces termes : « Le condamné à une des peines des fers, de la réclusion, de la gêne et de la détention ne pourra, pendant la durée de la peine, exercer aucun droit civil ; il sera pendant ce temps en état d'interdiction légale, et il lui sera nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens. Le Code du 3 brumaire an IV, art. 610, reproduisit les mêmes dispositions ; enfin le Code pénal de 1810 s'exprime ainsi dans son article 29 : « Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, sera de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale ; il lui sera nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens dans les formes prescrites pour la nomination des tuteurs aux interdits. » La loi de révision de 1832 a substituée, comme étant plus exacts au mot curateur, les mots tuteur et subrogé-tuteur. A cette époque les condamnations à des peines afflictives et infamantes perpétuelles (déportation.... ou peine de mort non exécutée par suite de commutation ou de remise de peine), encouraient la mort civile, privative de tous les droits. Il y avait donc incompatibilité absolue entre cette mort civile et une tutelle quelconque. Mais la loi*

du 31 mai 1854 a abrogé la mort civile, et dans son article 2 a déclaré que les condamnations à des peines afflictives perpétuelles emportent la dégradation civique et l'interdiction légale établies par les art. 28, 29 et 31 du Code pénal.

Pour donner une idée complète de la législation actuelle sur l'interdiction judiciaire et sur l'interdiction légale, nous diviserons notre sujet en cinq titres :

*Titre I : Conditions de l'incapacité de l'interdit.*

*Titre II : Effets de cette incapacité.*

*Titre III : Cessation de cette incapacité.*

*Titre IV : Incapacité de l'interdit dans les législations étrangères.*

*Titre V : Incapacité de l'interdit en droit international privé.*



## TITRE I

### **Des conditions de l'incapacité de l'interdit.**

Les conditions exigées par la loi pour que l'incapacité de l'interdit existe régulièrement, pour que l'interdiction soit légalement prononcée, se divisent en conditions de fond que nous traiterons dans le premier chapitre et en conditions de forme qui feront l'objet du second chapitre.

---

## CHAPITRE PREMIER

### DES CONDITIONS DE FOND

Les conditions de fond pour l'interdit judiciairement se réfèrent aux causes de l'interdiction, aux personnes qui peuvent être interdites, et aux personnes qui peuvent demander l'interdiction. Sur l'interdit légalement nous rechercherons les causes de son interdiction.

#### SECTION I

##### Des causes d'interdiction judiciaire.

Selon l'article 489 C. c., les causes d'interdiction seraient un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur. D'après Tarrible, l'orateur du Tribunat au Corps législatif, l'imbécillité est une faiblesse d'esprit causée par l'absence ou l'oblitération

des idées ; la démence est une aliénation qui ôte, à celui qui en est atteint, l'usage de sa raison ; la fureur n'est qu'une démence portée à un plus haut degré, qui pousse le furieux à des actes dangereux pour lui-même et pour les autres (Fenet, t. X, p. 740). Les aliénistes modernes ne voient dans ces trois états que trois formes d'aliénation mentale, mais il en existe d'autres, et de cette constatation est née une question controversée. Faut-il admettre comme causes d'interdiction toutes les formes d'aliénation mentale, ou s'en tenir strictement à celles qui figurent dans l'article 489 C. c. Dans une première opinion, on pense que l'énumération est limitative ; ses partisans rappellent qu'en cette matière tout est de droit étroit puisqu'il s'agit de priver une personne de la capacité ordinaire (Marcadé, t. II, sur l'art. 489, n° 1 ; Massé et Vergé, sur Zachariæ, t. I, § 233, note 1 ; Toullier, t. II, n° 1313.) Nous préférons cependant l'opinion contraire. Nous admettons que toutes les variétés de maladie mentale, par exemple la frénésie, la monomanie, la mélancolie, etc., peuvent être admises comme causes d'interdiction. En effet, le principe rationnel est qu'il faut interdire toute personne qui, eu égard à ses facultés mentales est dans l'impossibilité de se gouverner elle-même et d'administrer ses biens. Au lieu de faire une énumération incomplète, le législateur eut sans doute mieux fait d'indiquer comme cause unique l'aliénation

mentale, en laissant aux tribunaux, aidés des médecins aliénistes, le soin d'en déterminer les formes (Demolombe, t. VIII, n° 420 ; Aubry et Rau, t. I, § 124, p. 510 ; Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 262 *bis*). C'est donc à bon droit qu'il a été jugé qu'une personne atteinte de démence partielle et qui se trouvait exposée sans défense aux influences et aux suggestions de quiconque flattait ou surexcitait sa maladie et promettait de la délivrer de ses maux et de ses ennemis imaginaires, pouvait être régulièrement interdite (Cass., 13 mars 1876, *de Sommariva*, [S. 76. 1. 421, P. 76. 1.072. — D. 76. 1. 343]). Ainsi encore l'hystérie peut être considérée comme une cause d'interdiction, lorsqu'elle a pour résultat d'affaiblir les facultés intellectuelles (Riom, 12 janvier 1875).

Pour que l'aliénation mentale soit une cause d'interdiction, l'article 489 C. c. exige qu'elle soit habituelle, un dérangement passager d'esprit ne suffirait pas, mais il n'est pas nécessaire que l'état d'aliénation soit continu ; le texte ajoute que la personne peut être mise en état d'interdiction même lorsqu'elle a des intervalles lucides (Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1157 ; Duranton, t. III, n° 715).

Peut-on admettre d'autres causes d'interdiction en dehors de l'aliénation mentale ? Comme tout en notre matière est de droit strict, puisqu'il s'agit de priver une personne de sa capacité d'agir, nous n'hésitons

pas à adopter la négative. Ainsi la prodigalité ou la faiblesse d'esprit peuvent bien motiver la dation d'un conseil judiciaire, mais non une interdiction, la vieillesse même la plus avancée ne pourrait constituer une cause d'interdiction (Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1159. — Demolombe, t. VIII, n° 433).

Suivant Demolombe (t. VIII, n° 437) l'état de surdité et de mutisme réunis n'entraînent pas l'interdiction. « Tout dépend de l'état particulier de la personne atteinte de cette infirmité, de l'éducation qu'elle a reçue, du développement plus ou moins avancé de son intelligence, de ses moyens plus ou moins faciles de communication sociale, et nous dirons même aussi de ses relations de famille et de l'état de sa fortune. »

C'est avec raison, suivant nous, que la Cour de Caen, dans un arrêt du 1<sup>er</sup> mai 1879 (S. 79. 2. 336) (Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1159), a repoussé la demande d'interdiction dirigée contre une personne atteinte d'une maladie physique, d'une paralysie de la langue.

Autrefois le dérèglement des mœurs pouvait emporter interdiction, aujourd'hui cette cause n'existe plus (Demolombe, t. VIII, n° 432).

Il est bien certain que l'interdiction ne saurait être prononcée contre une personne, sous le prétexte qu'elle voudrait contracter un mariage inconvenant.

Enfin les habitudes d'ivresse, quelque invétérées

qu'elles soient, ne peuvent être admises comme cause d'interdiction, tant qu'elles n'altèrent pas les facultés intellectuelles (Laurent, t. V. — Aubry et Rau, t. I, § 124. — Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1159).

## SECTION II

### Des personnes qui peuvent être interdites

Cette question semble avoir été résolue dans la section précédente, où il a été dit que toute personne indistinctement pourra être interdite si on rencontre en elle les causes que nous avons ci-dessus analysées. Et c'est bien la réponse que nous faisons, d'accord en cela avec une grande partie de la doctrine et avec la Jurisprudence. Toutefois la rédaction imparfaite de l'art. 489 C. c. a soulevé une controverse, qui doit être traitée spécialement sous la rubrique de notre section. Il s'agit de décider si le mineur en état habituel de démence, de fureur, ou d'imbécillité peut être placé sous la tutelle des interdits. En sens contraire, on peut trouver des arguments d'une certaine valeur.

Le législateur, peut-on soutenir, a eu soin de placer son article dans le Titre onzième, de suite après le Chapitre qui fixe l'âge de la majorité : et de plus dans l'article même il ne parle que du ma-

jeur. Sa pensée devient bien claire, bien transparente : il n'a pas voulu permettre d'interdire le mineur. Et pourquoi en aurait-il décidé autrement ? Est-ce que le mineur n'est pas à l'abri de tout danger, n'est-il pas suffisamment protégé par la tutelle des mineurs ? Voudrait-on adjoindre à son premier tuteur, tuteur de mineur, un second tuteur, tuteur d'interdit ? On n'en voit pas bien l'utilité, et on aurait même beaucoup à craindre de cette dualité d'administrateurs ? Voudrait-on faire rendre les comptes du premier tuteur à un second ? Mais ce n'est pas là une fin de tutelle admise par le Code civil. Voudrait-on admettre l'existence d'un tuteur en puissance qui n'entrerait en fonctions qu'à la fin de la minorité ? Ce n'est guère plus admissible.

Cette opinion était trop défavorable au mineur pour être généralement admise, d'autant plus qu'elle ne repose sur aucun texte précis. Le législateur n'a voulu ici faire qu'une antithèse entre ces deux sortes d'incapables : le mineur et l'interdit ; mais on ne comprendrait plus qu'après avoir entouré de soins le mineur sain d'esprit, il ait au contraire sacrifié le mineur fou, en ne lui accordant pas les mêmes garanties qu'au majeur interdit ; d'ailleurs les deux tutelles ne sont pas identiques, la capacité des mineurs et des interdits différant en plus d'un point. Enfin la tutelle du mineur prend fin quand celui-ci atteint l'âge de majorité sans que, pour cela, il recouvre

l'usage de sa raison. Il importe donc beaucoup que l'interdiction soit prononcée contre lui avec toutes ses conséquences, qui sont autant de garanties pour celui qui en est frappé. (Bourges, 22 déc. 1862.) Il y a au reste une disposition du projet du Code civil qui prohibait l'interdiction des mineurs non émancipés, mais qui a été justement écartée. (Loché, *Esprit du Code civil*, t. 5, sur l'article 489.) Il a été également jugé (Bruxelles, 17 déc. 1850) qu'on peut interdire un mineur en démence dont les parents sont encore vivants, et qu'il y a lieu dans ce cas de nommer un tuteur spécial. (Voyez art. 174, 175 C. c.) dans lesquels le législateur suppose lui-même l'interdiction du mineur.)

### SECTION III

#### **Des personnes qui peuvent provoquer l'interdiction.**

Les articles 490 et 491 du Code civil répondent à cette question, en indiquant trois catégories de personnes qui peuvent provoquer l'interdiction : 1° tous parents ; 2° le conjoint et 3° le Procureur de la République.

L'expression « tous parents » par trop compréhensive demande à être limitée suivant les idées probables du législateur. La loi semble, dans son énumé-

ration, avoir recherché les personnes, qui peuvent le mieux connaître le défendeur à l'interdiction, que l'affection seule peut pousser à agir et qui ont aussi par là à sauvegarder leurs intérêts, car tel qui n'est pas aujourd'hui successible peut le devenir demain. Il semble donc sage de dire, que, à partir du douzième degré, la loi ne semble plus reconnaître le lien de parenté ; et à un degré plus éloigné, nous refuserons à un parent le droit de provoquer l'interdiction.

Le conjoint devait avoir nécessairement ce droit. Qui mieux que lui peut apprécier l'état d'une personne, qu'il ne quitte pas ? qui peut avoir une affection présumée plus grande ? De plus, on ne comprendrait pas que le mari chef de famille n'ait pas le droit de demander l'interdiction de sa femme ; pas plus que celle-ci de demander l'interdiction de son mari, chef de communauté. Son intérêt à agir peut même être pressant.

Enfin le Procureur de la République pourra aussi poursuivre la demande en interdiction d'une personne qui n'a plus ni parent, ni conjoint, ou de celle dont les parents ou le conjoint négligent de le faire ; mais, au cas de fureur, l'ordre public étant intéressé, le Procureur aura le devoir d'agir contre le furieux pour le faire internér ; cette disposition est devenue inutile depuis la promulgation de la loi de 1838, puisqu'il ne lui est plus nécessaire de provoquer l'interdiction pour faire interner le furieux.

Poursuivre l'interdiction n'est pour les personnes que nous avons indiquées, qu'une obligation purement morale, dépourvue de toute sanction (Cass. 26 juin 1806).

En cette matière de droit étroit, nous devons interpréter restrictivement les termes des articles du Code civil et en conséquence nier tout pouvoir de poursuivre l'interdiction à un ami, à un allié même. (Demolombe, t. 8. n° 468 et suiv. — Duranton, t. 3. n° 718. — Laurent, t. 5, n° 256. — Aubry et Rau, t. I, § 125, p. 512 note. 2.) Il n'est naturellement défendu, à un allié ou à un non parent, d'agir qu'au cas où il ferait valoir un droit à lui personnel ; mais nous reconnaissons qu'un père administrateur légal des biens de son fils mineur, qu'un tuteur administrateur des biens de son pupille mineur pourront provoquer une demande en interdiction au nom du mineur contre un parent de ce mineur. (Douai, 29 nov. 1848).— (Demolombe, t. 8, n° 452. — Laurent, t. 5, n° 254). Ces restrictions faites, tous les parents auront le droit de provoquer l'interdiction de leur parent ; qu'ils soient ascendants ou descendants ou collatéraux. Nous ne distinguerons pas non plus entre la parenté légitime et la parenté naturelle, lorsque celle-ci est également constatée, comme par exemple celle qui existe entre le père et la mère et l'enfant naturel qu'ils ont reconnu.

Comme conséquence de ces dispositions, nous dé-

ciderons que si une demande en interdiction était formée par une personne qui n'aurait pas qualité, elle devrait être rejetée par une fin de non recevoir. La cour de Besançon (24 juin 1859) a jugé que, si la demande avait été intentée par une personne qui n'avait pas qualité, l'intervention dans la procédure ainsi frappée d'une nullité radicale formée par des parents qui n'ont d'autre but que de la valider, n'est point admissible.

## SECTION IV

### Causes de l'interdiction légale.

Depuis la suppression de la mort civile, la règle générale est que les peines afflictives et infamantes seules emportent interdiction légale, enlèvent au condamné l'exercice des droits que la loi lui laisse et le mettent en tutelle.

A quelles conditions l'application de ce principe est-elle possible?

D'abord il n'y a nullement à s'attacher à la durée de la peine, qu'elle soit temporaire ou perpétuelle, peu importe. Les motifs ci-dessus exposés visent aussi bien les uns que les autres. Ensuite les mêmes motifs exigent que le condamné soit réellement, corporellement entre les mains de l'autorité, qu'il ne soit pas condamné par contumace. C'est bien ce qu'ex-

prime la loi, en disant que l'interdiction légale n'a lieu que pendant la durée de la peine. Donc si la grâce du condamné intervient, la tutelle de l'interdit se dissout aussitôt.

Cette doctrine soulève toutefois une objection : Favoriser le contumax, c'est l'encourager dans sa résistance à loi. Nous répondons qu'il existe assez d'autres moyens de réprimer la contumace ; qu'en tous cas rien ne permet de penser que le législateur ait voulu faire de l'interdiction légale une sanction de cette rébellion à la loi. D'ailleurs si le contumax condamné n'est point interdit, il ne faut pas conclure qu'il puisse sans inconvénient pour lui-même persister dans sa résistance. Le séquestre de ses biens remplace l'interdiction légale ; l'Administration des Domaines s'en empare et les gère comme biens d'absent (Art. 471 c. instr. crimin.) et même le séquestre commence avant l'arrêt de condamnation. (Sic : Molligny et Vidal, t. I, p. 380, 381 ; Despeiges, p. 50 et 51.)

Enfin, la règle s'applique, quelle que soit la nature de la peine, politique ou de droit commun. Ainsi les condamnés à la déportation sont mis en tutelle comme les condamnés aux travaux forcés ou à la réclusion.

De ces développements il résulte que les peines correctionnelles laissent au condamné l'exercice de ses droits ; en conséquence le mineur de seize ans n'encourant jamais de peines criminelles ne peut

jamais être frappé d'interdiction légale. Ces peines correctionnelles emportent bien dans certains cas interdiction totale et partielle des droits civiques, civils et de famille, mais cette interdiction se sépare absolument de l'interdiction légale. Celle-ci prive le condamné de l'exercice de ses droits et investit le tuteur du pouvoir de les exercer au nom du condamné ; tandis que l'interdiction totale ou partielle des droits, qui résulte des condamnations correctionnelles, suspend dans la personne du condamné l'exercice de certains droits pendant un temps, sans conférer à personne la faculté de les exercer en son lieu et place.

## CHAPITRE II

### DES CONDITIONS DE FORME.

Il n'y a pas lieu de s'occuper ici de l'interdiction légale qui n'a pas de formes, puisqu'elle, a lieu de plein droit, comme conséquence de l'arrêt qui prononce une peine criminelle.

Seules restent à étudier les formes de l'interdiction judiciaire : formes qui sont décrites et dans le Code civil et dans le Code de procédure civile et qui constituent une procédure minutieuse dont nous allons parcourir les différentes phases, sous les cinq sections suivantes :

- I. — De l'introduction de l'instance.
- II. — De l'instruction de la demande.
- III. — Du jugement.
- IV. — De la publicité du jugement.
- V. — Des voies de recours.

## SECTION I

### De l'introduction de l'instance.

L'instance s'introduit par une requête présentée au président du Tribunal du domicile du défendeur.

Cette instance est ouverte par cela seul que la requête prescrite par l'article 890 C. pr. c. a été présentée au président du Tribunal. Certains auteurs ont prétendu au contraire que tant que le défendeur à l'interdiction n'a pas été interrogé, il n'y a pas à proprement parler d'instance contre lui, parce que rien ne l'a averti de l'intention du demandeur, qui peut ne pas donner suite à sa requête. Nous ne pouvons partager cette opinion ; car la requête étant un acte nécessaire de l'instance, doit en être le point de départ. Il en résulte que la requête doit être présentée au tribunal du domicile du dément et qu'en cas de changement de domicile après la disposition de la requête, le premier tribunal reste compétent.

Cette requête non grossoyée doit être présentée au président du Tribunal après avoir été signée d'un avoué, sous peine de nullité. Elle doit articuler les faits servant de base à la demande d'interdiction, ainsi que les noms des témoins et être accompagnée des diverses pièces justificatives de cette demande. Sans l'indication de ces faits et des noms de témoins,

conditions substantielles de la requête, celle-ci serait frappée de nullité, mais de simples omissions dans les détails ne suffiraient pas pour entraîner cette nullité, qui est abandonnée à l'appréciation souveraine du tribunal, contre laquelle il ne peut même pas y avoir de recours en cassation (Rennes, 16 août 1838.) (Demolombe, t. VIII, n° 486).

Reste à rechercher à quel Tribunal la requête doit être adressée. L'article 492 du Code civil répond en ces termes : Toute demande en interdiction sera portée devant le Tribunal de première instance. C'est une conséquence du principe que tout ce qui concerne la famille et le patrimoine rentre en principe dans la compétence *ratione materiæ*, de cette juridiction. Mais quel sera le Tribunal de première instance compétent ? Sera-ce le tribunal du domicile ou celui de la résidence du défendeur ? Deux opinions se sont produites sur ce point. Une première enseigne que le Tribunal du lieu où réside le prétendu fou est plus à même que tout autre de se rendre un compte exact de l'état mental de la personne. On invoque à l'appui un arrêt de la Cour de Bordeaux (20 Gernimal an XIII P. Chr.) qui a décidé que la demande en interdiction contre une femme ayant quitté le domicile conjugal était valablement portée devant le Tribunal du lieu où elle résidait. Toutefois, nous pensons que le système opposé doit être préféré. Le principe en cette matière est qu'une demande, sauf dérogation ex-

presse, doit être portée devant le tribunal du domicile. C'est l'avis d'un grand nombre d'auteurs (Carré et Chauveau, t. VI, n° 3013. Marcadé sur l'art. 493. — Valette, p. 348. — Aubry et Rau, t. I, § 125, p. 513. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 264.) De plus, la jurisprudence est fixée dans ce sens (Cass., 23 juillet 1840. S. 40. 1. 939). (Paris, 28 nov. 1835. S. 35. 2. 556).

Il a été jugé cependant que le Tribunal compétent était celui du lieu où le fou furieux avait causé du désordre, la demande ayant été formée par le ministère public (Cass., 24 déc. 1838. S. 39. 1. 49). Sic. (Carré et Chauveau, t. VI, n° 3013). On en donne pour raison qu'il s'agissait dans l'espèce d'une véritable mesure de police. A l'époque où la demande fut portée devant le Tribunal de première instance, c'est-à-dire avant la loi de 1838 sur les Aliénés, le ministère public n'avait pas le droit de faire interner un aliéné non interdit. On sait qu'il en est tout autrement aujourd'hui. En conséquence, la demande du ministère public ne pourrait plus être considérée aujourd'hui comme un mesure de police et rentre en conséquence dans le droit commun (Laurent t. V, n° 262. — Demolombe, t. VIII, n° 483).

Il est nécessaire d'ajouter que l'exception d'incompétence que la loi met à la disposition du défendeur à l'interdiction peut-être couverte par une renonciation expresse ou tacite, conformément à l'article 169

du Code de procédure (Douai, 22 juin 1854. S. 54. 2. 491. — Sic. Laurent, t. V, n° 261).

## SECTION II

### De l'instruction de la demande.

Les éléments constitutifs de cette instruction sont d'abord un avis de la famille que doit prendre le Tribunal une fois saisi par la requête au Président, ensuite un interrogatoire du défendeur, enfin une enquête.

#### § I. — *Avis de la famille.*

L'avis de la famille doit être donné par un Conseil de famille composé d'après les règles qui organisent le Conseil de famille des mineurs (art. 509, C. c.). Nous nous contenterons de signaler les légères différences qui peuvent exister.

Le juge de paix doit surveiller la composition du Conseil de famille et n'y appeler des amis qu'à défaut de parents domiciliés dans la distance désignée par la loi, puis faire délibérer le Conseil sous sa présidence. L'aliéné peut critiquer la composition du Conseil de famille même avant toute délibération. Légalement composé, ce Conseil ne pourra donner

son avis que sur l'état de la personne, mais sa délibération ne serait pas nulle par cela seul que le demandeur en interdiction aurait assisté à ce Conseil. La jurisprudence décide que si les intérêts de l'interdit ont été sauvegardés, il n'y aura pas lieu de prononcer la nullité. De même, s'il avait été commis d'autres irrégularités dans les formes, comme la loi n'indique pas ces dernières, le tribunal devrait avant tout rechercher si les intérêts de l'interdit n'en souffrent point ; de plus, l'avis des parents exigés par l'article 494 C. c. est indispensable à toute poursuite en interdiction et l'annulation de cet avis devra faire tomber *ipso facto* toute la procédure qui l'a suivi. Il est de toute importance de bien connaître les causes de nullité de l'avis donné par le Conseil de famille, puisque, d'après l'article 893 C. pr. c., le défendeur doit, avant d'être interrogé, connaître l'avis du Conseil de famille, et qu'en conséquence la nullité de la délibération du Conseil entraînerait la nullité de tout l'interrogatoire et de tous les actes qui l'ont suivi. La délibération du Conseil de famille ne doit pas être considérée comme un simple acte de procédure ordinaire, mais bien comme une formalité substantielle se rattachant à des intérêts d'ordre public. Il est toutefois à remarquer que si les juges veulent écarter la mise en interdiction, il ne leur est pas nécessaire d'avoir l'avis préalable du Conseil de famille.

Sur la composition du Conseil de famille quelques difficultés se sont élevées ; difficultés soulevées par la rédaction un peu vague de l'article 495 du Code civil. Les personnes qui ont provoqué l'interdiction pourraient être soupçonnées dans leur impartialité, si elles étaient appelées à délibérer en Conseil de famille sur l'état du futur interdit ; de là l'article 495 C. c. qui déclare que ceux qui ont provoqué l'interdiction ne pourront pas faire partie du Conseil de famille. Ce principe d'organisation comporte une exception au profit du conjoint et des enfants de la personne, dont l'interdiction est demandée. Ils pourront y être admis mais sans avoir voix délibérative. On s'est aussi demandé si cette faveur ne leur était accordée qu'au cas où ils auraient provoqué l'interdiction ; et si, dans le cas contraire, il ne convenait pas de les exclure. Mieux que personne, ils me semblent à même de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur l'état d'esprit de leur mari, de leur femme, de leur père, de leur mère ; et c'est pour cette raison que le législateur a créé pour eux une exception toute en leur faveur, qui leur permettra au moins d'émettre un avis, alors même qu'ils auraient provoqué l'interdiction. (Cass., 19 mai 1885).

Les auteurs ont été encore partagés sur la sanction que comportaient toutes ces règles. On peut décider qu'elles ne sont pas prescrites à peine de nullité

(*Pandectes françaises*, 1894, I, p. 381, note 1). Cette opinion est confirmée en ces termes par un arrêt de la Cour de cassation du 7 février 1893.

... « En ce qui concerne la première branche du moyen, prise de l'irrégularité de la composition du Conseil de famille et de la violation des droits de la défense; — Attendu que les règles tracées par les articles 407 et 409 du Code civil auxquels renvoient les articles 494, 495 et 514 du même Code pour la formation du Conseil de famille prescrit par la loi afin de donner son avis sur la demande tendant à la dation d'un Conseil judiciaire ne sont pas prescrites à peine de nullité; qu'à cet égard, les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation; — Attendu qu'en fait il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que les irrégularités commises dans la constitution du Conseil de famille qui a exprimé l'avis qu'il y avait lieu de nommer un conseil judiciaire au sieur R..., n'ont pas été inspirées par une pensée de fraude et qu'en réalité elle n'ont eu pour effet ni de nuire aux intérêts du demandeur en Cassation, ni de paralyser sa défense; qu'en conséquence, la Cour de Paris n'a violé aucun des articles de loi invoqués par cette branche du pourvoi. »

Tout commentaire est inutile, il aurait fallu pour casser le jugement que la Cour découvrit la fraude provocatrice de l'irrégularité commise.

§ II. — *Interrogatoire du défendeur.*

Avant de passer à l'interrogatoire, le juge doit faire signifier la requête et l'avis du Conseil de famille à celui dont on poursuit l'interdiction ; sinon sur sa demande, le Tribunal devrait surseoir à l'interrogatoire ; mais de ce que les qualités d'un arrêt rendu en matière d'interdiction ne relatent pas cette signification, on ne saurait en conclure que cette formalité n'a pas été remplie, alors surtout que cette prétendue irrégularité n'a été l'objet d'aucune réclamation, ni au moment de l'interrogatoire, ni dans aucune des phases de la procédure en première instance et en appel. (Cass. 3 fév. 1868). Quant aux tiers, ils ne sauraient jamais s'en prévaloir, puisque cette mesure n'a été ordonnée que dans l'intérêt de l'interdit.

L'avis du Conseil reçu et la requête signifiée au défendeur, le Tribunal est obligé de l'interroger. On conçoit en effet que c'est là le meilleur moyen pour éclairer les juges sur l'état mental de la personne. Ce mode d'investigation doit avoir lieu devant le Tribunal tout entier et non pas devant un seul juge, mais bien entendu en dehors du public, dans la chambre du Conseil. Si le défendeur ne peut, en raison de son état, se rendre au Tribunal, il doit être interrogé par un juge à ce assisté par le greffier et toujours en présence du Procureur de la République.

La loi n'a pas prévu le cas où le défendeur refuserait de se laisser interroger. Le cours de la justice ne peut être arrêté par son mauvais vouloir, et ce refus étant constaté, la sentence sera valablement prononcée.

Quelle est la sanction de l'obligation d'interroger le défendeur ?

Aujourd'hui il est généralement reconnu que l'interrogatoire du défendeur est, en première instance du moins, une formalité substantielle et d'ordre public, dont l'omission emporte la nullité de la procédure. (Cass. 29 avr. 1868). (Laurent, t. 5, n° 268). (De molombe, t. 8, n° 511-702 et 706). Un interdit serait cependant déclaré non recevable à se plaindre de l'inaccomplissement de cette formalité dans le cas où c'est par son fait volontaire qu'elle n'a pas été accomplie. C'est du moins ce qui résulte, par analogie, de l'arrêt du 7 février 1893 précité (in fine), rendu contre un individu pourvu d'un Conseil judiciaire... Attendu que si, aux termes de la loi, la personne que l'on veut pourvoir d'un Conseil judiciaire doit subir un interrogatoire devant le Tribunal civil en chambre du Conseil, la Cour a constaté dans sa décision que R. a effectivement comparu devant le Tribunal et qu'après avoir décliné ses nom, prénoms et qualités, il a déclaré qu'il refusait de répondre aux questions qui lui étaient posées et ne pouvoir actuellement fournir aucune explication, parce qu'il voulait préa-

lablement former une demande en nullité de la délibération du Conseil de famille ; qu'elle a décidé dans ces circonstances avec raison que, au point de vue de la formalité, il avait été satisfait à la loi...

§ III. — *De l'enquête.*

Si le mode d'information précédent, c'est-à-dire l'interrogatoire du défendeur, n'était pas jugé suffisant, rien n'empêche le Tribunal d'avoir recours à la preuve testimoniale (art. 893 C. pr. c.).

Les juges peuvent ordonner l'enquête en chambre du Conseil et non en audience publique. Mais c'est là une mesure purement facultative de leur part et ils seraient libres de passer outre ; de même que si l'enquête ordonnée est entachée de nullité, ils peuvent statuer au fond sans ordonner une enquête nouvelle ; toutefois l'arrêt qui statuerait au fond sans s'expliquer sur les conclusions tendant à une enquête devrait être annulé pour défaut de motifs. (Cass. 21 fév. 1888). (D. 88, 1, 299. — Sic., Huc. t. 3, n° 512).

Si la présence et les conclusions du Procureur de la République sont nécessaires pour rendre valable le jugement qu'ordonne une enquête, sa présence ne l'est plus, quand il s'agit d'assister à l'enquête ; mais, bien que facultative, sa présence sera souvent utile. (Desmazes, t. 2, n° 1050).

De ce que l'enquête a lieu dans les formes ordi-

naires, il suit que le demandeur est tenu de faire signifier au défendeur le nom des témoins ; que pourront être reprochés comme témoins les parents et alliés des parties, les serviteurs et domestiques.

On s'est demandé si les membres du Conseil de famille pouvaient être reprochés. Un arrêt de la Cour de Nancy du 17 déc. 1885 a décidé qu'ils devaient être reprochés, puisque ayant donné leur avis sur l'état mental de la personne à interdire, l'expression de leur avis les fait considérer comme s'ils avaient donné un certificat sur les faits de la cause. L'avis contraire résulte d'un arrêt de la Cour de Bruxelles du 15 mai 1807, et c'est avec raison qu'on en décide ainsi, car récuser le témoignage de personnes qui connaissent le plus intimement le défendeur, c'est se priver des témoignages les plus importants et les plus dignes de confiance. (Demolombe, t. 8, n° 497).

### SECTION III

#### Jugement

Quelles sont les conditions spéciales de validité du jugement qui prononce l'interdiction ?

C'est le Tribunal entier qui prononce l'interdiction dans les formes ordinaires, parties entendues ou ap-

pelées et en audience publique (art. 498, C. c.). Autrefois les sentences d'interdiction rendues au Châtelet étaient valablement prononcées par un seul juge.

Aucun jugement, en matière d'interdiction, ne peut être rendu en première instance que sur les conclusions du ministère public. L'article 83 du Code de procédure civile exige que toutes les causes concernant l'état des personnes et les tutelles soient communiquées au ministère public. L'inobservation de cette règle entraînerait une voie extraordinaire de recours : la requête civile, d'après l'article 480 C. pr. c., ainsi conçu : « Les jugements..... pourront être rétractés sur la requête de ceux qui auront été parties ou dûment appelés pour les causes ci-après..... et 8° si dans les cas où la loi exige la communication au ministère public, cette communication n'a pas eu lieu, et que le jugement ait été rendu contre celui pour qui elle était ordonnée. » Dans l'ancien droit on pouvait, au contraire, statuer sur une demande d'interdiction, sans avoir entendu les conclusions du ministère public.

Une question se pose sur l'organisation du Tribunal qui a prononcé l'interdiction. Le juge qui, conformément à l'article 496 C. c., a interrogé le défendeur dans sa demeure, peut-il prendre part au jugement ? Nous n'hésitons pas à adopter l'affirmative. Mieux que tout le monde, il a pu se rendre compte de l'état mental du défendeur, et son appré-

ciation doit être tenue ici comme très importante. Cependant nous n'allons pas jusqu'à dire que sa participation au jugement soit indispensable (Bruxelles, 10 décembre 1828, N... (P. chr.)

Le jugement peut prononcer l'interdiction ou la rejeter, mais en outre le Tribunal a reçu de l'article 499 C. c. le droit d'ordonner, s'il le juge convenable, de nommer un conseil judiciaire au défendeur, sans qu'il soit nécessaire de prendre des conclusions subsidiaires tendant à cette solution particulière du procès, non prévue dans les conclusions primitives.

On s'en réfère au droit commun en ce qui concerne la formation du jugement, son prononcé et sa rédaction.

#### SECTION IV

##### Publicité du jugement.

L'interdiction produit ses effets du jour du jugement, art. 502. C. c. Comme ces effets atteignent non seulement les plaideurs, mais agissent *erga omnes*, créant l'incapacité de l'interdit, à l'égard de tous, il faut que le public ait un moyen de connaître l'existence du jugement : ce moyen est la publicité organisée par la loi.

Dans l'ancien droit, l'usage du Châtelet de Paris (rapporté par Denisart, V° *Interdiction*, n° 49) était de faire crier et publier dans Paris les sentences d'interdiction et deux arrêts de règlement (18 mars 1614, 4 août 1718) prescrivaient la publication à l'audience et à cri public, dans les carrefours et les marchés. Mais il paraît que les dispositions de ces arrêts ne s'exécutaient plus.

D'après l'usage généralement suivi, les sentences d'interdiction étaient signifiées au doyen des notaires de Paris, puis à la diligence du syndic des notaires du Châtelet, il était fait un tableau contenant les noms et surnoms de toutes les personnes interdites, qui devait être apposé en la chapelle du Châtelet, puis chacun des notaires était tenu d'en prendre copie, et de la tenir publique dans son étude, le tout à peine de répondre tant par le syndic qu'entre notaires de tous dépens, dommages et intérêts que les parties contractantes pourraient souffrir faute de l'écutation des arrêts (Arrêts de règlement des 13 nov. 1621 et 11 fév. 1633).

Dans le Code civil, aux termes de l'art. 501, tout arrêt ou jugement portant interdiction doit être levé, signifié à partie et inscrit dans les dix jours sur les tableaux, qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement.

Le jugement doit être publié, même quand il est

encore susceptible d'appel. Cette règle, d'après les travaux préparatoires, est bien la pensée du législateur, encore qu'elle soit rigoureuse contre l'homme que la Cour d'appel peut décharger du jugement d'interdiction. Puisque l'incapacité de l'interdit en cas de confirmation de jugement doit produire ses effets du jour même où il a été prononcé et comme aussi il établit une forte présomption de démente contre le défendeur, on admet généralement la nécessité de le publier de suite (Colmet de Santerre, t. II, n° 273 *bis*, Laurent, t. V, n° 285, Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1170).

Il peut arriver que la demande d'interdiction, rejetée par les premiers juges, soit admise par la Cour d'appel. Dans ce cas l'arrêt doit être publié conformément à l'art. 501 C. c. Mais il est inutile de rendre public l'arrêt qui confirme le jugement ayant prononcé l'interdiction (Bioche, V° *Interdiction*, n° 106).

Si l'arrêt de la Cour d'appel infirmait un jugement prononçant une interdiction, il faudrait, par une nouvelle publicité, détruire la publicité du premier jugement. Aucun texte ne le prescrit mais le bon sens ne permet pas de laisser le défendeur en interdiction sous le coup de la première publicité qui entraverait la gestion de son patrimoine (Bioche, V° *Interdiction*, n° 107). Le délai de dix jours de l'art. 501 part du jour de la prononciation du jugement et non du jour de sa signification. Il est urgent

pour les tiers de connaître au plus vite ce jugement qui produit des effets si importants à leur égard (Bioche, *V<sup>o</sup> Interdiction*, n<sup>o</sup> 105).

Pour assurer la publicité du jugement, l'avoué du demandeur en remet un extrait au secrétaire de la Chambre des notaires qui en donne un récépissé. Celui-ci le communique à ses confrères qui doivent l'afficher immédiatement dans leurs études (Loi du 25 ventôse an XI, art. 18). Lorsque la liste des individus interdits est trop longue on place dans l'auditoire du tribunal et dans les études des notaires un tableau avertissant le public que cette liste se trouve sur un registre qui est à la disposition de tout réclamant (Marcadet, sur l'article 501).

Il nous reste à étudier la sanction de la publicité de l'art. 501.

Pour les demandeurs en interdiction, ils sont déchargés de toute responsabilité, si dans les dix jours de la prononciation du jugement, ils ont remis un extrait du jugement au secrétaire de la Chambre des notaires qui en a délivré récépissé (Toulouse, 3 janv. 1820, Balzac, S. et P. Chr.)

Supposons qu'un notaire régulièrement requis ait refusé l'affichage du jugement d'interdiction. Si ce refus avait causé un préjudice à un tiers, il serait certainement tenu à payer des dommages et intérêts conformément à l'article 4322. Mais on est allé plus loin ; on s'est demandé si l'absence de cette formalité

n'empêcherait pas l'interdit ou son représentant d'opposer la nullité de droit qui s'applique aux actes passés postérieurement à l'interdiction. Pour l'affirmative, on a soutenu que le jugement n'existe à l'égard des tiers qu'autant que toutes les formalités ont été accomplies et plusieurs arrêts sont dans ce sens (Cass., 16 juillet 1810), (Berthier-Warnier, S. et P. Chr). On rappelle également que dans notre ancien droit quelques parlements avaient ordonné la publicité à peine de nullité. L'opinion contraire nous semble préférable et repose sur des arguments sérieux. On fait d'abord remarquer qu'il est impossible de faire commencer l'incapacité de l'interdit au moment précis où il plaira au tiers de publier le jugement. Ensuite il est à noter que l'art. 501 déclare que les effets de l'interdiction auront lieu du jour du jugement et non pas du jour de sa publicité. Enfin l'esprit de la loi, tout en s'inspirant de l'intérêt des tiers, a préféré probablement l'intérêt de l'interdit. Donc, les tiers lésés par le défaut de publicité ou par une publicité tardive auront un recours en dommages et intérêts contre le demandeur en interdiction ou les notaires responsables. Cass., 6 juin 1896... Attendu qu'aux termes de l'article 501. C. civ. tout jugement portant interdiction doit être inscrit dans les dix jours sur les tableaux affichés dans la salle de l'audience, et dans les études de notaires de l'arrondissement, que le défaut d'accomplissement de cette

formalité ouvre aux tiers de bonne foi, qui s'en trouveraient lésés, le droit de réclamer des dommages-intérêts (Demolombe, t. VIII, n° 550. Aubry et Rau, t. I, § 125, p. 516, Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 274 *bis*, III, Villey, *Les actes de l'interdit postérieur au jugement d'interdiction*, p. 66). Il a été jugé en ce sens que la publicité du jugement n'est pas une des conditions exigées par la loi pour que l'interdit puisse opposer aux tiers son incapacité (Montpellier, 1<sup>er</sup> juillet 1840, Medal, S. 40. 2. 314).

Un second élément de la publicité du jugement consiste dans l'insertion d'un extrait du jugement dans un journal judiciaire (Tarif. art. 92, Bioche, V° *Interdiction*, n° 59). Il a été jugé toutefois que cette insertion n'est que facultative, la disposition du tarif civil signifiant seulement que si l'insertion a été faite, les frais qu'elle occasionnera entreront en taxe (Nancy, 17 fév. 1829).

Ici se termine l'étude de la publicité telle que le Code civil l'a organisée ; mais elle a été développée par la loi du 16 mars 1793 et un décret portant règlement d'administration publique en date du 9 mai 1893. Bien que l'intitulé de la loi se réfère à la publicité à donner à la décision, qui pourvoit un individu d'un conseil judiciaire, il faut néanmoins l'étendre à l'interdiction. Les travaux préparatoires l'indiquent suffisamment et l'insertion de la dite loi à la suite de l'article 501 en est une preuve certaine.

Passons maintenant à l'examen de la loi et du décret de 1893.

*Loi du 16 mars 1893, complétant le Code civil relativement à la publicité à donner aux décisions, prononçant interdiction et décret du 9 mai 1893.*

Quand la loi a retiré à une personne la capacité de contracter, il est nécessaire que le public ait à sa disposition un moyen de connaître l'état de l'incapable, sinon le public serait victime de nullités évidemment contraires à l'équité. C'est pour donner satisfaction à ce principe que le Code civil, dans son article 501, exige que tout arrêt ou jugement portant interdiction soit inscrit dans les dix jours sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle d'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement. Cette disposition constitue une publicité absolument insuffisante, elle suppose que le tiers qui se propose de contracter avec l'interdit, dont il ignore l'interdiction, doit s'informer soit au tribunal soit dans les études de notaires de l'état et de la capacité des personnes avec qui il se dispose de traiter. Si ceux qui se proposent de contracter se trouvent dans l'arrondissement du tribunal qui a prononcé l'interdiction, la publicité de l'article 501 C. c. produira un effet réel, et dans l'hypothèse contraire cette publicité de

l'article 501 est tout à fait inefficace ; il fallait donc trouver un moyen de publicité qui permit aux tiers de connaître l'état d'une personne alors même que l'on ignore le tribunal qui a prononcé l'interdiction. Le législateur de 1893 a trouvé le procédé, en ordonnant qu'une publicité du jugement qui ordonne l'interdiction serait faite au lieu de naissance de tout individu frappé d'interdiction. Donc, celui qui veut être renseigné sur l'existence d'une interdiction n'a plus besoin de connaître le tribunal qui l'a prononcée, il lui suffit de s'informer du lieu de naissance. Voici en quels termes la loi du 16 mars 1893 a organisé cette publicité. « Un extrait sommaire du jugement ou arrêt sera en outre transmis par l'avoué qui l'aura obtenu, au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur dans le mois du jour où la décision aura acquis l'autorité de la chose jugée. Cet extrait sera mentionné par le greffier, dans un délai de quinze jours, sur un registre spécial dont toute personne pourra prendre communication et se faire délivrer copie. Le greffier dans un nouveau délai de quinze jours adressera à l'avoué un certificat constatant l'accomplissement de la formalité. » Mais pour faciliter l'exécution de cette loi un décret portant réglementation d'administration publique du 9 mai 1893 est venu préciser tous les détails d'application dans les articles 1 et 3. « Le registre spécial sur lequel les greffiers inscrivent, après vérification aux

registres de l'état civil de l'état des individus qu'ils concernent, les extraits sommaires des jugements ou arrêt, portant soit interdiction ou nomination de conseil judiciaire, soit main-levée d'interdiction ou de conseil judiciaire est divisé en neuf colonnes comprenant : — 1° Le nom de famille de l'interdit ou de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, ses prénoms, et surnoms, les prénoms et noms de son père et de sa mère la date et le lieu de sa naissance, son domicile et sa profession ; 2° la désignation du tribunal ou de la Cour d'appel qui a prononcé l'interdiction ou nommé un conseil judiciaire, la date et la nature de la décision devenue définitive ; 3° la date de la transmission par l'avoué de l'extrait sommaire du jugement ou de l'arrêt ; 4° la date de la mention par le greffier sur le registre spécial ; 5° La date de l'envoi par le greffier à l'avoué du certificat constatant l'accomplissement de la formalité ; 6° la désignation de la juridiction qui a donné main-levée de l'interdiction ou du conseil judiciaire, la date et la nature de la décision devenue définitive ; 7° la date de la transmission par l'avoué de l'extrait sommaire du jugement ou de l'arrêt portant main-levée ; 8° la date de la mention par le greffier sur le registre spécial ; 9° la date de l'envoi par le greffier à l'avoué du certificat constatant l'accomplissement de la formalité. » Article 3. « Les registres sont tenus sous la surveillance du procureur

de la République qui vérifiera l'exactitude des mentions qui y seront portées. »

Le législateur a poussé la prévoyance très loin en cette matière, il s'est même préoccupé des tiers qui veulent traiter avec des étrangers et a pour ce cas spécial créé une publicité dont l'article C. civ. 501, § III, et l'article 2 du décret du 9 mai 1896 nous donnent les règles.

« A l'égard des individus nés à l'étranger, les décisions seront mentionnées dans les mêmes formes et délais, sur un registre tenu au Greffe du Tribunal de la Seine : ce registre mentionnera également les décisions relatives aux individus nés dans les colonies françaises, indépendamment du registre qui sera tenu au Greffe du lieu de leur origine. » L'article 2 du Décret ajoute que le registre établi au Greffe du Tribunal civil de la Seine à l'égard des individus nés à l'étranger ou dans les colonies françaises est tenu conformément aux dispositions de l'article précédent.

## SECTION V

### Voies de recours.

Le jugement qui admet ou rejette l'interdiction est susceptible des voies de recours ordinaires (opposi-

tion, appel) et des voies extraordinaires (tierce opposition, requête civile, cassation).

Comme aucun jugement ne prononce l'interdiction légale, laquelle n'est qu'une peine ajoutée de plein droit aux peines criminelles, nous n'aurons pas à examiner en cette matière la même question.

### § I. — *De l'opposition.*

On s'est demandé si le jugement qui prononce sur la demande en interdiction est susceptible d'opposition ? La raison de douter vient de la rédaction de l'art. 894 du Code de proc. civ., qui ne parle que de l'appel. Quelques auteurs en ont conclu que le jugement par défaut en cette matière n'est pas susceptible d'opposition (Carré, quest. 3030). Mais cette opinion n'est pas suivie. En principe, tout jugement par défaut est susceptible d'opposition. Les exceptions sont limitativement déterminées. Aucun texte n'indique cette exception. En outre, on peut tirer argument de l'article 498 du Code civil qui ordonne aux juges de ne rendre leur jugement qu'à l'audience publique, les parties entendues ou appelées (Rousseau et Luig, v<sup>o</sup> *Interdiction*, n<sup>o</sup> 63).

Jusqu'à quel moment l'opposition peut elle être formée ? Le droit commun dispose que si le jugement est rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, l'op-

position sera recevable jusqu'à l'exécution (art. 458 C. proc. civ.).

A quel moment donc peut-on dire que le jugement qui prononce l'interdiction est exécuté ? Ce n'est pas quand il a été inscrit sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement, art. 504 C. c. (Nancy, 26 juin 1844, S. 44. 2. 652). Mais si la nomination du tuteur a eu lieu, ou bien s'il y a déjà eu des biens aliénés (art. 452, C. c.) l'opposition n'est plus recevable, l'appel seul peut être interjeté.

## § II. — *De l'appel.*

L'appel est évidemment admissible (art. 894, C. de pr. civile. Il est interjeté suivant que la demande a été admise, rejetée ou réduite à la nomination d'un conseil judiciaire.

Le droit d'appeler appartient d'abord à celui dont l'interdiction aura été prononcée, ensuite au provoquant et même à un membre du Conseil de famille (art. 894, C. proc. civ.), alors même que ce dernier n'a pas été partie en cause. Cette dérogation du droit commun a soulevé une controverse. Si un membre du Conseil de famille a voté contre l'interdiction, qu'ensuite, elle ait été rejetée, a-t-il le droit de former appel contre cette décision ? Non, disent quel-

ques auteurs (Carré. quest. 3032). Mais l'affirmative est généralement adoptée. Le parent qui avait pensé d'abord qu'il n'y avait pas lieu à interdiction a pu changer d'avis très consciencieusement. L'appel n'est pas permis au ministère public qui aurait figuré en première instance comme partie jointe (Demolombe, t. VIII, n° 542). (Laurent, t. V, n° 279).

Les délais de cet appel sont les délais de droit commun, art. 443 C. c.

Conformément au droit commun il est défendu en matière d'interdiction de former une demande nouvelle, car, présentée pour la première fois en appel, elle priverait l'adversaire du premier degré de juridiction. Rien n'empêche de soutenir en appel par des moyens nouveaux les prétentions déjà formulées en première instance. (Cass. 5 fév. 1895. — S. 95, 1, 116).

En cas d'appel du jugement de première instance, la Cour pourra, si elle le juge nécessaire, interroger de nouveau, ou faire interroger par un commissaire, la personne dont l'interdiction est demandée. (Art. 500 C. c.). Comme on le voit, l'interrogatoire de la personne est facultatif pour le juge d'Appel (Cass. 3 fév. 68). (S. 68. I. 255). (Cass. 11 mai 1872). (Cass. 5 fév. 95. — S. 95. I. 116). (Aubry et Rau, t. I, § 125 p. 116. — Laurent t. V, n° 881). Cette règle s'observerait même si le défendeur avait refusé en première instance de répondre à l'interrogatoire (Cass. 3 fév.

1868 précité). C'est ce que confirme l'arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1891 ainsi conçu :

« Attendu qu'il avait été procédé en première instance sur la demande en interdiction à la formalité de l'interrogatoire ; qu'en vérité, en appel, la dame G. avait demandé à être interrogée de nouveau, mais que ce complément d'instruction étant aux termes de l'art. 500 C. c. de faculté discrétionnaire pour le juge, la Cour de Rennes n'était tenue ni de l'ordonner, ni, après qu'elle se déclarait suffisamment instruite de motiver autrement son refus d'y avoir recours ; — Attendu enfin que si l'arrêt a reconnu qu'au jour de son interrogatoire la dame G. se trouvait, comme de temps à autre dans un intervalle lucide qui lui laissait l'usage de ses facultés, il déclare ensuite qu'il a été affirmé par le Conseil de famille, par tous les témoins de l'enquête, qu'il est, en outre, attesté par la notoriété publique et par tous les médecins qui ont donné des soins à la dite dame pendant son internement dans une maison de santé, comme depuis qu'elle en est sortie, qu'elle est démente et absolument incapable d'administrer sa personne et ses biens, que de telles constatations, recueillies par voie d'enquêtes en conformité du § 2 de l'art. 893, C. proc. civ. suffisent à justifier l'interdiction qui a été prononcée par l'arrêt attaqué ; qu'il suit de tout ce qui précède qu'aucun des articles de loi visés par le pourvoi n'a été violé ;... Rejette. »

Il a même été jugé que l'interrogatoire de la personne à interdire étant discrétionnaire, la Cour n'est pas tenue de l'ordonner, ni, après qu'elle s'est déclarée suffisamment instruite, de motiver autrement son refus d'y avoir recours (Cass. 22 avril 1891, *Pandectes françaises : Revue Jurisprudence*).

Il est généralement reconnu qu'il n'est pas nécessaire que le ministère public soit présent à l'interrogatoire : c'est une conséquence du caractère facultatif de l'interrogatoire en appel. (Demolombe, t. VIII, n° 544 — Laurent t. V. N° 281). Plusieurs auteurs, cependant, sont d'avis contraire, suivant eux la loi en permettant à la Cour d'avoir recours aux moyens d'instruction prescrits au tribunal de première instance, a entendu implicitement les soumettre aux mêmes formes. (Favart de Langlade, Rép., v° interdiction, § 2, n° 6, Chauveau, sur Carré, Quest. 3.034).

Le conseiller nommé rapporteur dans une instance d'interdiction peut être commis pour procéder à l'interrogatoire du défendeur à l'interdiction (Cass. 7 mai 1873 S. 73. I. 297.)

L'art. 500 C. c. parle bien de l'interrogatoire du défendeur à l'interdiction, mais ne dit rien de l'enquête, on ne pourrait en conclure qu'elle est défendue à la Cour, si elle la juge nécessaire : c'est ce qu'a pensé avec raison la cour de Rouen (18 janvier 1865) ainsi que Demolombe, t. VIII, n° 546.

En cas d'appel, la demande en interdiction, soule-

vant une question d'état civil doit être portée en audience solennelle (Cass. 17 janvier 1876). (S. 76. 1. 302 ) Sic : (Bioche, v<sup>o</sup> Interdictio, n<sup>o</sup> 96).

### § III. — *Tierce-opposition.*

Le droit de former tierce-opposition n'appartient pas aux créanciers du défendeur à l'interdiction, bien que le jugement produise effet contre eux. (Demolombe, t. VIII, n<sup>o</sup> 654. — Laurent t. V, n<sup>o</sup> 278). Toutefois, les créanciers seraient recevables à former tierce-opposition dans une instance en interdiction frauduleuse, quand la collusion frauduleuse est nettement établie (Proc. civ. art. 474). (C. c. 1351). (Bordeaux 29 mars 1887. — Pandectes françaises, II. 342). De même il ne suffirait pas que les donataires aient intérêt à user de cette voie de recours pour attaquer le jugement par la voie de tierce-opposition, il faudrait une fraude nettement établie (Riom, 9 janvier 1808) Sic : (Demolombe t. VIII, n<sup>o</sup> 475).

### § IV. — *Requête civile et pourvoi en Cassation.*

Le jugement qui prononce l'interdiction peut être l'objet d'une requête civile comme d'un pourvoi en Cassation, suivant les règles du droit commun.

## TITRE II

### **Des effets de l'incapacité de l'interdit.**

L'interdiction enlève à l'incapable l'exercice de ses droits, et l'assimile au mineur pour sa personne et pour ses biens (art. 509, C. civ.) et par conséquent le place en tutelle.

C'est cette tutelle que nous aurons à étudier dans un premier chapitre.

En outre, l'interdit est incapable comme le mineur, sur la condition duquel sa propre condition est modelée (art. 1124, C. civ.). Nous aurons donc dans un deuxième chapitre à rechercher les actes qui sont défendus à l'interdit, ou ce qui revient au même, la nullité dont sont frappés ces actes.

## CHAPITRE PREMIER

### DE LA TUTELLE DE L'INTERDIT

Les principes qui dominent cette matière sont formulés dans l'article 509 du Code civil et dans l'article 29 du Code pénal. Le premier dispose que les lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits; le second ordonne qu'il sera nommé au condamné un tuteur et un subrogé-tuteur pour gérer et administrer ses biens dans les formes prescrites pour la nomination des tuteurs et des subrogés-tuteurs aux interdits. Donc la tutelle de l'interdit légalement est assimilée à la tutelle de l'interdit judiciairement, et celle-ci à la tutelle des mineurs.

On peut donner une idée complète de la tutelle des interdits, en traitant successivement : 1° de l'organisation de cette tutelle, 2° des pouvoirs du tuteur, 3° de la cessation de cette tutelle, et 4° de la responsabilité du tuteur.

## SECTION I

### Organisation de la tutelle de l'interdit.

Conformément au principe général, les rouages de l'administration de la tutelle de l'interdit sont les mêmes que ceux de la tutelle d'un mineur. Conseil de famille, tuteur, subrogé-tuteur. Nous aurons à signaler seulement les particularités spéciales à la tutelle de l'interdit.

Et d'abord, quel sera le domicile de la tutelle, et par conséquent le lieu de réunion du Conseil de famille? La tutelle s'ouvre évidemment au lieu où l'interdit est domicilié, lorsqu'arrive l'événement qui a fait naître l'interdiction. C'est là le domicile primitif, originaire, mais est-il fixe, définitif? peut-il être déplacé pendant le cours de la tutelle par la mort, la destitution ou l'exclusion du tuteur, ce qui donne ouverture à une autre tutelle? Plusieurs systèmes ont été proposés sur ce point, en l'absence de textes spéciaux. Mais l'opinion, que nous croyons devoir adopter, est celle de MM. Valette (sur Proudh. t. II, p. 313 et Demolombe, n° 241 et suiv. t. VII). D'après ces auteurs, le domicile de la tutelle une fois fixé par le domicile qu'avait l'interdit au moment où la tutelle s'est ouverte, est désormais indépendant de

nouveaux domiciles que l'interdit pourra acquérir dans le cours de son interdiction, en d'autres termes, le domicile originaire de la tutelle ne change pas, lorsque le tuteur et par conséquent l'interdit changent de domicile.

Quant au moment précis où la nomination du tuteur doit avoir lieu, nous répondons qu'il faut laisser expirer le délai des huit jours qui suivent le prononcé du jugement conformément aux articles 449 et 450 du Code de procédure civile.

Dès l'expiration de cette huitaine, le Conseil de famille peut procéder à la nomination du tuteur, alors même qu'aucun appel n'est interjeté, car, en matière civile, ce n'est pas le délai d'appel qui a un effet suspensif, mais l'appel lui-même.

Si l'appel survient après cette nomination du tuteur, ses pouvoirs sont suspendus, et c'est l'administrateur provisoire, nommé par le Tribunal de première instance, qui reprend et continue ses fonctions jusqu'à l'arrêt définitif. Enfin, si l'appel a été formé avant la nomination du tuteur, le Conseil de famille est tenu d'attendre l'issue de cette voie de recours ; il y aurait toutefois exception à cette règle si conformément à l'article 135, 6° du Code de procédure, le jugement avait été déclaré exécutoire par provision.

Dire que le tuteur sera nommé par le Conseil de famille, c'est poser en principe que la tutelle de l'interdit judiciairement est dative et que nous ne ren-

contrerons pas ici la tutelle légale du père ou de la mère, la tutelle déferée par le père ou la mère, ni la tutelle des ascendants. Cela ne veut pas dire que ces personnes devront être exclues de la tutelle, mais bien que si elles y sont appelées ; elles devront être nommées par une délibération du Conseil de famille présidé par le juge de paix du domicile de l'interdit, il en est de même pour les enfants de l'interdit qui pourront exercer sa tutelle.

On rencontre également les mêmes causes d'excuse : l'âge, infirmité, certaines fonctions publiques ; d'exclusion, qui ont pour fondement des faits personnels imputables à leur auteur ; ou de destitution c'est-à-dire la privation de cette fonction appliquée à une personne qui l'exerce. Il y a lieu d'ajouter une excuse spéciale : Le tuteur de l'interdit, à moins d'être le père ou la mère, ne peut être forcé de conserver cette tutelle au delà de 10 ans ; ce qui se comprend fort bien étant donnée l'hypothèque légale qu'entraîne toute tutelle, et dont on ne pourrait connaître l'étendue, vu l'impossibilité où l'on se trouverait de prévoir le terme de cette charge.

Le tuteur est nommé en pleine connaissance de cause par le Conseil de famille, qui peut choisir ou le père ou la mère, ou tout parent de l'interdit, ou même une personne qui lui est étrangère. Il n'y a d'exception qu'à l'égard du mari qui est de plein droit tuteur de sa femme interdite. Cette disposition

ne pourrait avoir de fondement rationnel que l'affection présumée du mari pour sa femme, on admet généralement qu'elle cesserait de recevoir son application dans le cas où il y aurait séparation de corps entre époux. (Dijon 18 mars 1857, P. 57, 256. — Poitiers, 22 avril 1869, P. 58, 862) (Valette *Explic. somm.* p. 374, Demolombe, t. VIII n° 568. Laurent, t. V, n° 288). Quant à la femme, elle n'est pas de plein droit tutrice de son mari, mais le conseil de famille peut la nommer tutrice. Une disposition expresse était nécessaire pour investir la femme d'une telle tutelle, car en principe sauf les exceptions comprises en l'article 442, C. civ., les femmes sont incapables d'être tutrices. L'article 507 doit du reste être entendu en ce sens que la femme peut être élue ou écartée suivant l'appréciation du Conseil de famille, tenant compte de l'aptitude plus ou moins grande de la femme, de son âge, de ses habitudes, etc., mais sans qu'il soit nécessaire pour la priver de la tutelle des causes prévues d'exclusion, comme s'il s'agissait d'une tutelle de droit (Orléans, 3 août 1817), Laurent, t. V. n° 291). L'article 507, C. civ. qui confère à la femme cette fonction suppose qu'il pourrait arriver qu'elle fût lésée par le choix du conseil de famille auquel cas elle aurait un recours devant les Tribunaux. Elle pourrait encore être lésée par la réglementation des conditions de son administration faite par le conseil de famille ; c'est du moins ce qui

semble résulter de l'article 507, *in fine*. Mais comment supposer que la femme put être lésée dans les restrictions que le conseil de famille pourrait apporter à sa gestion ? Puisqu'il pourrait lui refuser la tutelle sans léser aucun de ses droits, à plus forte raison devrait-il pouvoir restreindre les pouvoirs de cette tutelle sans léser les droits de la femme. On a répondu que pour faire de sages restrictions le conseil est obligé de consulter les conventions matrimoniales des époux, de déterminer les droits du mari, les droits de la femme, afin de ne restreindre que les droits du mari ; or, dans son appréciation, le conseil pourrait bien dans des cas délicats porter atteinte aux droits de la femme. Ainsi, en fixant pour les dépenses de la maison une somme trop faible alors que les revenus des biens propres de la femme permettraient de dépasser cette limite, le conseil apporterait une restriction contre laquelle la femme aurait un légitime recours. C'est là un point que nous retrouverons traité dans la section suivante. (Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1174, Demolombe, t. V, n° 291).

Ici se trouvent terminées les particularités sur l'organisation, de la tutelle de l'interdit, qui pour le reste se trouve soumise aux règles de la tutelle des mineurs.

## SECTION II

### Des pouvoirs du tuteur.

Aux termes de l'art. 509, C. c., l'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens. Il en résulte que les pouvoirs du tuteur d'un interdit sont en principe les pouvoirs du tuteur du mineur. Nous verrons que cette règle générale comporte des exceptions et que l'état de mariage dans lequel peut se trouver l'interdit soulève des questions spéciales naturellement inconnues dans la tutelle des mineurs.

Une première différence apparaît dans l'art. 510 du Code civil. Il prescrit au tuteur de veiller aux soins à apporter à l'état de l'interdit, et dans ce but il ne prescrit pas, comme en cas de minorité, de faire des économies sur les revenus, mais de les employer avant tout à adoucir le sort ou à accélérer la guérison de l'interdit. Quelques auteurs prétendent même que le conseil de famille pourrait appliquer les capitaux de l'interdit à la guérison du malade, si les revenus étaient insuffisants (Demolombe, t. VIII, n° 581, Taulier, t. II, p. 122).

La deuxième partie de l'article 510 dispose que le conseil de famille décide si l'interdit sera placé dans

un établissement d'aliénés, ou traité à son domicile. Une difficulté s'est élevée pour concilier l'article 510 et la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. Au nombre des personnes admises par l'article 8 de cette loi à réquerir le placement volontaire dans un établissement d'aliénés, figure le tuteur de l'interdit qui pour obtenir l'internement du fou, a besoin seulement de présenter un extrait du jugement qui prononce l'interdiction, sans être astreint à justifier en même temps, de l'autorisation du conseil de famille, qui semblerait cependant nécessaire aux termes de l'article 510 précité. Mais en agissant ainsi, le tuteur s'expose à ce que la dépense occasionnée par le placement, ne lui soit point allouée dans son compte. D'un autre côté, la loi du 30 juin 1838 n'a pas dépouillé la famille de son droit, de décider du placement ou du traitement à domicile de l'interdit; les parents pourront toujours à notre avis enjoindre au tuteur de réquerir la sortie d'un interdit à peine de dommages-intérêts et même de destitution. (Demolombe, t. VIII, n° 581, Taulier, t. II, p. 122, Besançon, 28 février 1840 (S. et P. chr.).

A propos de l'article 510, du Code civil, nous devons signaler les difficultés et conflits qui peuvent naître de l'état de mariage de l'un des deux époux relativement à la cohabitation. Si une femme mariée est interdite, le mari tuteur n'a pas à se conformer aux dispositions de l'article 510, les droits qu'il tient

du mariage l'emportent sur ceux que la loi donne au conseil de famille sur les revenus de l'incapable. (Laurent, t. V, n° 300. Massé et Vergé, t. I, p. 470). Si le mari n'était pas tuteur de sa femme interdite, nous pensons avec Aubry et Rau, (t. I, p. 520, n° 13), que l'article 510 devra recevoir son application. Si nous supposons la situation contraire, c'est-à-dire la femme tutrice de son mari, nous donnerons tout pouvoir au conseil de famille, sur les revenus de l'interdit car, en cette occasion, la femme ne peut pas invoquer sa qualité d'épouse, mais simplement sa qualité de tutrice.

Avant l'interdiction, la femme de l'interdit était soumise à la puissance maritale, mais en acquérant la tutelle de son mari interdit, elle acquiert en même temps une autorité sur celui-ci.

Lorsque c'est la femme qui est interdite et qu'un étranger est nommé tuteur, un conflit peut s'élever sur l'application de l'article 510 entre l'autorité du tuteur et celle du mari. Nous pensons que dans ce cas, le Conseil de famille aurait le droit d'intervenir et de prendre une délibération à cet égard (Démolombe, t. VIII, n° 619). Le même conflit ne se conçoit pas si nous supposons que l'interdit est le mari, la femme, dans ce cas, n'a aucun droit de décider que l'aliéné sera traité à domicile, ou qu'il sera placé dans une maison d'aliénés : Rennes, 27 déc. 1830, (P. chr.)

Quant à la personne interdite légalement, l'art. 510 du Code civil ne saurait s'appliquer en face de l'article 31 du Code pénal qui exige que pendant la durée de la peine on ne remette au condamné aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus.

Passons maintenant aux pouvoirs du tuteur sur les biens de l'interdit.

Partant du principe que les pouvoirs du tuteur de l'interdit doivent être ordinairement les pouvoirs du tuteur du mineur, nous déciderons que les règles qui régissent la gestion des immeubles des mineurs sont également applicables à la gestion des immeubles appartenant aux interdits soit judiciairement, soit légalement. (Chambre du Conseil de la Cour de Paris, 30 août 1845. — Lyon, 18 août 1865 : S. 66, 2, 356. — Angers, 19 juin 1851 : P. 51, 2, 659).

Appliquons ce principe aux transactions sur des immeubles, appartenant aux interdits.

Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction. — Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 467 au titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation ; et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle que conformément à l'article 472 au même titre. — (Art. 2, 045. C. c.).

La transaction est un véritable contrat qui doit

comprendre tous les éléments nécessaires à sa formation : la cause licite, l'objet certain, le consentement des parties, la capacité de disposer de l'objet de la transaction, d'une façon générale de contracter. L'interdit judiciairement ne peut pas contracter puisque la loi n'a pas voulu reconnaître qu'il puisse avoir des intervalles lucides, il ne peut donc pas transiger. Du reste, la transaction est en elle-même un acte beaucoup plus délicat qu'un contrat quelconque, il est fort difficile de discerner le véritable profit de la transaction : on peut par crainte demander beaucoup moins qu'on aurait pu obtenir. C'est pourquoi le législateur a voulu que le tuteur du mineur ou de l'interdit s'entourât de garanties sérieuses et spéciales avant de transiger. « Il devra, dit l'article 467 C. civ., prendre l'autorisation du Conseil de famille, et l'avis de trois jurisconsultes désignés par le Procureur de la République. Enfin, la transaction devra, pour être valable, être homologuée par le Tribunal de première instance, le Procureur de la République entendu. (Turin, 4 août 1840 : Mellina, P. chr).

Il semblerait que le tuteur de l'Interdit légalement ne fût pas obligé d'accomplir toutes ces formalités, ici, en effet, l'incapacité n'a plus été établie dans l'intérêt du condamné, il ne faudrait donc pas lui appliquer, une disposition toute de faveur. Mais le Code pénal a spécifié que la tutelle de l'Interdit légalement devait être calquée sur elle de l'interdit judi-

ciairement. Comme étant donné les motifs de l'interdiction légale, ou devra refuser au condamné la capacité de transiger, on doit admettre que son tuteur transigeant en son lieu et place devra se conformer aux termes de l'article 467.

Il résulte également du principe qui nous régit que le tuteur d'un interdit ne pourra vendre un immeuble appartenant à l'incapable qu'avec l'autorisation du Conseil de famille et l'homologation du Tribunal (art. 457. C. c.). Enfin, il résulte du même principe que le tuteur peut seul louer les immeubles de l'interdit et que toute location faite en dehors de lui doit être annulée. C'est ce qui a été jugé par la Cour de cassation dans un arrêt du 5 avril 1882 qui était conçu en ces termes :

« Attendu que le tuteur du mineur est chargé par l'art. 450, C. c. du soin de sa personne et de l'administration de ses biens, et qu'il est seul investi du droit de représenter le mineur dans les actes relatifs à cette administration ; que les lois sur la tutelle des mineurs s'appliquent à celle des interdits ; attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué, que le tuteur des filles de M<sup>me</sup> X... a procédé à la location par voie d'enchères, de divers immeubles appartenant en propre à M<sup>me</sup> X... ou indivis entre elle et ses filles, et ce en l'absence du tuteur de la dame — qu'en outre, ce dernier a fait notifier au notaire désigné pour l'adjudication une protestation contre les

locations, le jour où elles devaient avoir lieu ; — que le tuteur des filles ayant passé outre, celui de la mère interdite a demandé en justice la nullité des baux ainsi consentis sans son assistance et malgré son opposition ; — attendu que dans ces circonstances, l'arrêt attaqué n'a pu valider les baux litigieux sans violer les textes de lois sus-visés... Casse. »

Le défendeur au pourvoi essayait de justifier la décision attaquée à l'aide des principes admis en matière de gestion d'affaires, valable si elle offrait le caractère de bonne administration (Aubry et Rau, t. IV, § 444-2<sup>o</sup>). Mais il est généralement admis que le maître ne peut être tenu par suite des actes que le gérant a pu faire malgré son opposition.

Quant aux valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, la loi du 27 février 1880 en a modifié le Code civil relativement à leur aliénation.

Avant cette loi, on se demandait si le tuteur qui voulait vendre des meubles incorporels devait se faire autoriser à cet effet par le conseil de famille. Pouvait-il les vendre à l'amiable ou remplir les formalités prescrites pour la vente des meubles corporels ? Le Code civil était absolument muet sur ce point, mais comme il est de principe que le tuteur, représentant légal de l'interdit a tout pouvoir pour faire les actes qui ne sont pas défendus par la loi ou qui ne sont pas soumis à des formalités, on en concluait qu'il pouvait vendre les meubles incorporels sans

avoir besoin de demander l'autorisation du conseil, puisque les formalités, affiches, publications, enchères prescrites pour la vente des meubles corporels, ne s'appliquaient pas à la vente des meubles incorporels. Deux exceptions avaient été apportées à ce principe, l'une, par la loi du 14 mars 1806 qui exigeait l'autorisation du conseil de famille pour le transfert des inscriptions de rente 3 % au-dessus de 50 francs, l'autre par le décret du 25 septembre 1813, qui prescrivait la même formalité pour le transfert d'une ou plusieurs actions de la Banque de France, ou de portions d'action excédant une action entière. Dans tous ces cas, la vente de ces titres devait avoir lieu à la Bourse et au cours du jour. Sauf ces deux exceptions, la liberté du tuteur était entière. Sous sa seule responsabilité et dans les formes qu'il lui plaisait d'adopter, il pouvait aliéner toutes les valeurs mobilières appartenant à l'interdit. Inutile de dire que bien des abus se produisirent, et la loi du 27 février 1880 vint réglementer l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux personnes en tutelle. Cette loi a une importance pratique considérable, puisqu'elle régit les meubles incorporels quelconques ce qui comprend les rentes, actions, parts d'intérêt, obligations, les créances sur particuliers, les offices, les fonds de commerce, les propriétés littéraires, les brevets d'invention, etc., etc.

La loi a abrogé les dispositions spéciales qui ré-

gissaient l'aliénation des rentes sur l'état et des actions de la Banque de France ; l'art. 12 porte, en effet, que la loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813 sont abrogés.

L'aliénation des meubles incorporels, appartenant à des interdits, ne peut avoir lieu sans autorisation, le principe ne souffre aucune exception, il s'applique quelque minime que soit le droit à aliéner. Il y a peut-être là une exagération de protection qui certainement rendra plus difficiles les petites négociations de titres et qui occasionnera des frais considérables pour de petites affaires ; mais le législateur paraît s'être occupé d'accorder une protection égale aux petites et aux grandes fortunes. Cette autorisation du conseil de famille est la seule imposée par la loi quand la valeur du titre qu'on se propose d'aliéner ne dépasse pas 1.500 francs de capital. Si ce chiffre est dépassé, le tuteur devra obtenir l'homologation du tribunal, mais si ce capital est une valeur qui varie au jour le jour, qui aura qualité pour faire l'évaluation ? L'article 2 fournit la réponse : « Lorsque la valeur des meubles incorporels à aliéner dépassera, d'après l'appréciation du conseil de famille, 1.500 francs en capital, la délibération sera soumise à l'homologation du tribunal qui statuera en la Chambre du conseil, le ministère public entendu, le tout sans dérogation à l'article 883 du Code de procédure civile. Dans tous les cas, le jugement rendu

sera en dernier ressort (art. 2, § 3, loi 27 fév. 1880. Cass., 15 juillet 1890, *Gaz. du P.*, 90, 2, 166.) Trib. civil, Seine, 13 nov. 1885 (*Droit*, 19 nov. 1885).

On peut s'étonner de voir le conseil de famille trancher cette difficulté, il semble que la loi lui laisse le pouvoir d'écarter, quand il le voudra, l'intervention du tribunal et, si bon lui semble, de statuer en dernier ressort. Toutefois, cette évaluation frauduleuse n'est pas bien à craindre. Pour qu'elle pût se produire et que la décision du Conseil fut irrévocable, il faudrait la volonté de tous les membres du conseil de famille, l'unanimité des voix, car un seul dissident invoquant l'article 883 du Code civil pourrait demander au tribunal la nullité de la délibération, donc si l'entente de toute la famille peut être supposée, il sera bien rare que le juge de paix y donne son assentiment et n'ait pas dans ce cas recours au tribunal; si on suppose que le juge de paix lui-même a été trompé, et que le conseil soit unanime, la fraude apparaîtra en comparant le prix de vente du titre avec le chiffre de 1.500 et cette comparaison pourra nuire à l'acheteur; ayant acheté dans ces conditions, il s'est associé à la fraude de la famille, il devient un acquéreur irrégulier d'un bien d'incapable et se soumet ainsi à l'action en nullité pour incapacité. En admettant cette responsabilité du tiers, nous faisons disparaître le danger que présente la loi en faisant

pour ainsi dire le conseil de famille juge de sa propre compétence en dernier ressort.

Il ne suffisait pas d'obliger le tuteur à obtenir l'autorisation du conseil de famille pour pouvoir aliéner les valeurs mobilières de l'interdit, il fallait encore donner au conseil de famille le droit de régler lui-même les conditions de la vente. Se fera-t-elle à l'amiable, ou aura-t-elle lieu par devant notaire, ou s'il s'agit d'un office public, la vente se fera-t-elle par la Chambre de discipline de la Compagnie ? Ce n'est pas au tuteur à trancher ces questions, le conseil de famille a seul qualité pour décider. (art. 6 de la loi de 1880. Baudry-Lacantinerie, Pr. de droit civ. t. I, n° 660.

Le conseil de famille peut aussi prescrire des mesures relatives à l'emploi des capitaux produits par l'aliénation, il peut décider que cet argent subviendra aux besoins matériels de l'interdit judiciairement, par exemple, ou bien il pourra commettre en personne, un membre du Conseil ou un officier ministériel pour surveiller l'emploi des capitaux, son pouvoir va même jusqu'à indiquer en quelles valeurs doit se faire cet emploi. Il puise ce droit dans l'article qui lui permet d'accorder ou de refuser son autorisation à l'aliénation.

Mais quel que soit le pouvoir du Conseil en matière d'emploi de capitaux, il ne lui est pas permis de rendre les tiers responsables de cet emploi, il ne pourrait décider que les acquéreurs du droit, que les

agents de change qui auraient vendu les titres de l'interdit, que les administrations financières qui auraient opéré le transfert de ces titres pourraient être déclarés responsables du défaut de emploi, le texte de l'article 6 déclare que les tiers ne seront en aucun cas garants de l'emploi, s'il en était autrement, les tiers ne remettraient jamais les capitaux dûs, entre les mains du tuteur mais le déposeraient inévitablement à la Caisse des dépôts et consignations, ce qui amènerait des frais et des lenteurs dont l'interdit lui-même souffrirait.

La loi nouvelle ne s'est pas contentée de protéger l'interdit contre l'aliénation des valeurs mobilières, elle a assimilé à l'aliénation la conversion des titres nominatifs en titres au porteur. Si on avait laissé au tuteur le pouvoir de convertir les titres nominatifs en titres au porteur sous sa propre responsabilité et comme il l'aurait entendu, le but de la loi aurait été manqué. En effet, pour aliéner les titres nominatifs sans autorisation il n'aurait eu qu'à les convertir en titres au porteur et ensuite les aliéner comme des billets de banque ou de l'argent. C'est pour éviter cet abus que l'article 5 décide que « Le tuteur devra, dans les trois mois qui suivront l'ouverture de la tutelle, convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant à l'interdit et dont le conseil de famille n'aurait pas jugé l'aliénation nécessaire ou utile. Il devra également convertir en titres nomina-

tifs les titres au porteur qui adviendraient à l'interdit de quelque manière que ce fût, et ce dans le même délai de trois mois à partir de l'attribution définitive ou de la mise en possession de ces valeurs. Le conseil de famille pourra fixer pour la conversion un terme plus long. Lorsque, soit par leur nature, soit à raison de conventions, les valeurs au porteur ne seront pas susceptibles d'être converties en titres nominatifs, le tuteur, devra, dans les trois mois, obtenir du conseil de famille l'autorisation soit de les aliéner avec emploi, soit de les conserver; dans ce dernier cas, comme dans celui prévu dans le paragraphe précédent, le Conseil pourra prescrire le dépôt des titres au porteur à la Caisse des dépôts et consignations, soit entre les mains d'une personne ou d'une Société spécialement désignée. Les délais ci-dessus ne seront applicables que sous la réserve des droits des tiers et des conventions préexistantes. »

Il peut paraître étrange que la loi permette au tuteur la conversion des titres nominatifs en titres au porteur quand, plus loin, elle exige la conversion des titres au porteur en titres nominatifs; la conciliation de ces idées se conçoit si la conversion des titres au porteur en titres nominatifs n'est pas possible dans tous les cas, et il en existe plusieurs indiqués à la fin de l'article que nous venons de citer.

La loi eut été imprudente, si elle n'avait pas prévu l'existence des titres au porteur qui peuvent se trou-

ver dans le patrimoine de l'interdit ; or, de pareils titres peuvent lui appartenir soit au moment où commence la tutelle, soit dans le cours de cette tutelle. Les règles sur l'aliénation de ces valeurs mobilières eussent été une lettre morte si le législateur n'avait pris des mesures pour empêcher le tuteur d'en disposer à son gré. L'article 6 impose au tuteur l'obligation de convertir en titres nominatifs les titres au porteur dont le conseil de famille n'aurait pas autorisé ou prescrit l'aliénation ; la conversion doit s'opérer dans les trois mois sauf le cas où le conseil fixe un délai plus long.

Il est quelquefois impossible de convertir les titres au porteur en titres nominatifs, cette impossibilité peut résulter de la nature du titre, si les statuts d'une société défendaient cette conversion, ajoutons que depuis la loi des Finances du 23 juin 1856, article 8, les valeurs françaises comportent cette conversion malgré les défenses des statuts, elle ne pourrait donc plus se rencontrer que dans les titres étrangers.

La loi suppose en outre que l'impossibilité de la conversion résulte de conventions particulières, elle vise sans doute l'hypothèse où le titre a été grevé d'un gage ou d'un usufruit auquel cas la conversion ne pourrait s'en faire qu'au détriment du créancier gagiste ou de l'usufruitier. Que pourra faire le conseil de famille dans ces hypothèses exceptionnelles ? Si la chose est possible il en ordonnera l'aliénation.

avec ou sans homologation du tribunal si le titre dépasse ou non quinze cents francs, si le conseil n'en autorise pas l'aliénation il peut prescrire le dépôt de ces titres à la Caisse des Dépôts et Consignations ou entre les mains d'un particulier, d'une société désignée, ce sera le meilleur moyen de soustraire ainsi aux dilapidations possibles du tuteur, les titres au porteur de l'interdit.

Remarquons toutefois que ces diverses mesures ne sont permises que dans les cas où la conversion des titres serait impossible, il faut donc en conclure que le conseil ne peut autoriser la conservation en nature des valeurs au porteur qu'il ne serait pas possible de convertir en titres nominatifs.

Terminons par l'étude de la sanction qui s'applique, lorsqu'il y a des infractions à la loi de 1880 : D'abord le tuteur est responsable de tout le dommage que l'infraction a pu causer à l'interdit, la loi veut également que le subrogé tuteur répare le préjudice causé à l'incapable, s'il n'a pas veillé à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi ; ajoutons enfin que tous les tiers qui auront acquis irrégulièrement les valeurs mobilières de l'interdit n'ont réalisé que des acquisitions annulables.

Ces dispositions, qui sont certainement applicables à l'interdit judiciairement, le sont-elles aussi à l'interdit légalement ? Pour les auteurs qui admettent l'assimilation des deux interdictions la question ne

peut faire doute. Quant aux auteurs qui se préoccupent des motifs de l'interdiction légale, ils doivent apporter ici la même décision ; en effet, toutes les dispositions de cette loi constituent des mesures de protection en faveur des personnes en tutelle pour empêcher les dilapidations possibles de leur tuteur, ce qui s'applique parfaitement à l'interdit légalement, d'ailleurs les textes de la loi ne distinguent pas et n'ont pas limité expressément ces règles à l'interdit judiciairement.

Nous venons d'étudier les aliénations par le tuteur des meubles et des immeubles appartenant à l'interdit; on s'est demandé quelle influence pourront exercer les actes de disposition du tuteur sur le testament de l'incapable fait avant son interdiction.

Il existe sur ce point un arrêt de la Cour de Paris du 22 décembre 1831 (P. 52. 2. 410). On y pose en principe que le légataire à titre universel de l'incapable n'a pas le droit de contester les actes du tuteur de ce dernier, faits par lui dans l'ignorance du testament et justifiés par les nécessités d'une bonne et loyale administration, alors même que ces actes auraient diminué l'importance du legs. Mais que si une intention de nuire au légataire a guidé le tuteur, il doit être donné satisfaction au légataire, que s'il résulte des circonstances que le tuteur, héritier lui-même et connaissant les dispositions testamentaires n'a eu pour but, en disposant soit des valeurs mobi-

lières, soit des immeubles, que de frustrer le légataire à son profit personnel, une réparation est due au légataire. En somme, il paraît résulter de cet arrêt que la révocation du legs fait par un individu peut être la conséquence non pas seulement de l'aliénation que fait le testateur lui-même conformément à l'article 1038 du Code civil, mais même de celles que feraient en son nom ses représentants légaux. (Duranton, t. IX, n° 460. — Coin de Lisle Donn. et Test., sur l'art. 1038, n° 3).

Dans une autre opinion contraire à cet arrêt de Paris on décide que le testament est irrévocable à partir de la démence et que si des actes du tuteur ont diminué l'importance du legs, il est juste d'indemniser le légataire à l'époque du décès. Les partisans de cette opinion se fondent sur l'argument suivant : Quand c'est le testateur lui-même qui aliène, il manifeste son intention de révoquer le legs, mais comment comprendre que cette intention puisse résulter de l'aliénation faite par un tiers. D'ailleurs le texte, de l'article 1038 est formel, il ne parle que d'aliénations que fera le testateur.

Nous préférons toutefois la première solution donnée par la jurisprudence ; car on peut répondre au dernier argument que, du moment que l'acte de disposition du tuteur a été fait dans les conditions exigées par la loi, avec les autorisations voulues, il y a présomption légale que si l'interdit avait eu

sa raison il eut, dans les mêmes circonstances, agi de la même manière (Coïn de Lisle, *loc. cit.*).

Jusqu'à présent nous n'avons considéré que l'aliénation à titre onéreux des biens de l'interdit. Il nous reste à parler de l'aliénation à titre gratuit.

En général, il n'est pas permis au représentant d'un incapable de faire des libéralités sur les biens de ce dernier, cependant il est des libéralités qu'une obligation morale impose aux père et mère qui établissent leurs enfants. Que fallait-il décider relativement à l'interdit? Le Code civil, en prenant de nombreuses précautions dans son article 511, a permis une constitution de dot, au profit des enfants, à la condition expresse qu'elles soient réglées, ainsi que les autres conventions matrimoniales, par un avis du conseil de famille homologué par le tribunal sur les conclusions du Procureur de la République.

Il s'agit, bien entendu, ici d'un simple avancement d'hoirie, que l'enfant devra rapporter à ses frères et sœurs s'il accepte la succession, ou qui sera réduite en cas d'excès à la quotité disponible.

La délibération du conseil de famille ne doit pas se borner à fixer le montant de la dot, elle doit également régler les autres conventions matrimoniales, car la nature de ces conventions sera souvent la cause de la constitution de dot. C'est donc au nom de l'interdit, partie au contrat comme donateur, que

le conseil de famille procédera, refusant ou accordant la constitution de dot suivant que les conventions matrimoniales choisies par les futurs époux lui agréeront ou non. Le rôle du conseil de famille ne peut aller plus loin, par exemple si l'enfant est mineur ce n'est pas le conseil de famille de l'interdit qui doit assister le mineur dans ses conventions matrimoniales, cette assistance doit lui être donnée par l'autre parent seul à défaut de l'interdit, à défaut de ce parent par les aïeuls, et à défaut de ceux-ci par le conseil de famille du mineur lui-même.

Notre Code a prévu spécialement certains événements qui peuvent se présenter au cours de la tutelle. C'est ainsi que la donation faite à un interdit doit être acceptée par son tuteur avec l'autorisation du conseil de famille; c'est aussi le tuteur qui a qualité pour accepter sous bénéfice d'inventaire les successions échues aux interdits mais avec l'autorisation du conseil de famille. Qu'en est-il du partage de la succession et de l'exercice de l'action en partage?

L'article 817 du Code civil répond en ces termes.

« L'action en partage, à l'égard des cohéritiers mineurs ou interdits, peut être exercée par leurs tuteurs spécialement autorisés par un conseil de famille. »

Cet article consacre l'incapacité de l'interdit de faire un partage de succession, ceci est conforme

aux principes de l'interdiction ; tout partage qu'il ferait par lui-même serait nul de droit et pourrait être annulé au cas de notoriété de la démence, s'il avait été consenti antérieurement à l'interdiction ; son tuteur a donc seul qualité pour former la demande en partage, en se conformant aux règles de la tutelle qui lui ordonnent de prendre l'autorisation du conseil de famille ; en l'absence de cette autorisation, il ne pourrait que faire un partage provisionnel, qui ne diviserait que les revenus mais non pas les choses indivises.

Ces règles sont-elles applicables à l'interdit légalement ? Il n'y a pas de doute sur ce point. Ceux qui admettent l'assimilation des deux interdits, le soumettent à l'article 817. Dans l'autre système, ceux qui ne s'attachent qu'aux motifs déterminant, du législateur lui appliquent également la disposition, c'est donc son tuteur qui le représentera à la demande en partage, en suivant les formalités voulues. Dans les développements antérieurs, nous avons étudié l'interdit, sans nous préoccuper de l'état de mariage dans lequel il peut se trouver, or, il est certain que cet état exige une étude spéciale par suite des complications et des conflits qu'il entraîne.

Si c'est la femme qui est interdite et que son mari soit son tuteur, il n'y a qu'à se préoccuper des biens dont la femme se serait réservée l'administration et

la jouissance. Le mari sera obligé de faire inventaire de ces meubles contradictoirement avec le subrogé-tuteur (Demolombe, t. VIII, n° 597). Si le mari mettait la dot de la femme en péril, celle-ci pourrait demander la séparation de biens, et son action serait ensuite intentée par son subrogé-tuteur (Laurent, t. V, n° 300). Lorsque le mari est excusé ou exclu de la tutelle de sa femme, c'est alors un tuteur étranger qui exercera l'administration des biens dont la femme s'était réservée la jouissance. Il s'en suit que dans le cas, où un mari, tuteur légal de sa femme interdite, a été destitué de la tutelle, il suffit que le nouveau tuteur se fasse autoriser par le conseil de famille à exercer les actions appartenant en propre à la femme interdite, il n'est pas nécessaire que ce tuteur obtienne l'autorisation du mari ou de la justice (Amiens 29 déc. 1825). Prenons maintenant l'hypothèse de l'interdiction du mari; disons d'abord qu'elle n'empêche pas la continuation de la communauté, elle ne figure pas en effet dans l'article 1441 du Code civil qui énumère les modes d'extinction de la communauté légale (Nîmes, 3 avril 1832, S. 32. 2. 128. Lyon 20 juin 1845. S. 46. 2. 353). (Demolombe, t. VIII, n° 814. — Rodière et Pont. *Contrat de mariage*, t. III, n° 2. 105). Dans l'ancien droit, la démence du mari autorisait la femme à demander sa séparation de biens (Pothier. *Tr. de la Communauté*, n° 509). En cas de démence du mari, la femme pourra être nom-

mée tutrice, alors le conseil de famille règlera les formes et les conditions de l'administration de la femme (art. 507. C. c.). En vertu de ce texte, le conseil de famille a certainement le droit de restreindre les pouvoirs de la femme tutrice et de lui accorder, eu égard à la communauté d'intérêts, une administration plus libre que celle d'un tuteur ordinaire, par exemple en la dispensant de formes pour vendre le mobilier de la communauté. Il va sans dire, au reste, que les divers points à régler par le conseil de famille en vertu des articles 454-455 et 470 du Code civil, devront entrer dans le règlement spécial prescrit par l'article 507. Sur tous ces points, la femme pourra se prétendre lésée, soit qu'elle se plaigne de la restriction apportée à ses pouvoirs ou du refus de les augmenter. Un recours est ouvert à la femme tutrice qui se croit lésée par la délibération du conseil de famille (Demolombe, t. VIII, n° 6).

La femme tutrice de son mari n'est pas relevée de l'incapacité qui s'attache à sa qualité de femme mariée ; mais évidemment cette incapacité ne s'appliquera pas aux obligations dont elle est tenue comme tutrice envers l'interdit, car elles découlent, non de la volonté de la femme, mais de l'autorité de la loi, (art. 1370, C. civ.). Elles se formeront donc indépendamment de toute autorisation de justice et seront d'ailleurs, comme celles de tout autre tuteur, garan-

ties par l'hypothèque légale qu'un interdit a sur les biens de son tuteur.

Quant aux pouvoirs de la femme tutrice pour la gestion des affaires de l'interdit, ils ne doivent pas excéder ceux qu'elle aurait pour ses propres affaires; ainsi les actes qu'elle ne pourrait faire pour son propre compte sans autorisation de justice, elle ne pourra sans cette autorisation les faire pour le compte de l'interdit : la femme d'un interdit ne peut partager qu'en justice et non amiablement une succession à elle échue et dont les dettes doivent tomber dans la communauté. Cette règle ne fait pas obstacle au pouvoir de la femme de faire les actes d'administration. Sans doute le pouvoir d'administrer peut lui être enlevé par la convention matrimoniale expresse ou tacite pour se concentrer dans la personne du mari, mais ce pouvoir, elle le retrouve ici, précisément en sa qualité de tutrice, pour l'exercer au nom de son mari. En un mot, la femme aura les pouvoirs généraux d'un tuteur, en se conformant, bien entendu, suivant la nature des actes aux formes et conditions prescrites au tuteur.

Si la tutelle n'est pas déférée à la femme, ou si elle la refuse, l'administration de la communauté passe-t-elle au tuteur en même temps que celle des biens personnels de l'interdit? Deux opinions se sont produites. Pour l'affirmative que nous adoptons, on a dit que le droit commun exigeait cette nécessité

(Orléans, 9 août 1817). (Toullier t. II, n. 1344. Demolombe, t. VIII, n. 613). Dans une autre opinion c'est la femme qui est chargée d'administrer les biens de la communauté, autrement des difficultés pratiques inextricables se présenteraient au détriment de celle-ci.

La direction de l'intérieur du ménage continue à appartenir à la femme même non tutrice, et le conseil de famille, sauf recours au tribunal, serait compétent pour trancher les contestations qui pourraient s'élever à cet égard entre elle et le tuteur de son mari (Demolombe, t. VIII, n° 617).

La loi ne confie au tuteur que l'administration de la personne et des biens de l'interdit, et non l'exercice de la puissance paternelle; en conséquence, l'administration de la personne des enfants et la surveillance de leur éducation appartient exclusivement à la mère, quoiqu'elle ne soit pas nommée tutrice (Laurent, t. V, n° 303).

Le tuteur de l'interdit n'exerce pas la puissance maritale sur la femme, l'exercice de cette puissance étant intransmissible. Enfin pour terminer l'étude des pouvoirs du tuteur, il nous reste à nous demander d'une façon générale si les tuteurs des interdits ont l'exercice des actions qui compètent à l'incapable. Sur ce point il y a eu divergence d'idées qui a entraîné certains auteurs à distinguer les actions relatives à des intérêts pécuniaires et les actions re-

présentant un intérêt moral. D'après une opinion vers laquelle inclinent la jurisprudence et la doctrine, le tuteur en vertu de l'article 509 du Code civil, qui lui donne le soin de la personne, avait aussi la garde des intérêts moraux des interdits. L'application de cette dernière doctrine confirmée par un arrêt de la Cour de Bastia (1) se retrouve notamment dans l'exercice de l'action en divorce, en séparation de corps et en désaveu de paternité.

*Action en désaveu de paternité.*

La doctrine et la jurisprudence reconnaissent en général au tuteur de l'interdit le droit d'intenter l'action en désaveu de paternité (Grenoble, 5 déc. 1883. S. 84. 2. 73). (Demolombe, t. V, n° 116. Laurent, t. III, n° 436. Aubry et Rau, t. VI, § : 545 *bis*, p. 52 et 53). Dans l'étude des délais de l'action en désaveu nous nous demanderons si l'interdiction doit être

(1) Bastia 8 février 1888.

« Attendu qu'à défaut de dispositions spéciales dans le titre du mariage il y a nécessité pour la Cour de recourir aux règles tracées aux titres de la tutelle et de l'interdiction dont l'application à l'espèce peut seule résoudre la question qu'elle soulève ; — attendu qu'il en résulte que le tuteur de l'interdit, constitué le gardien de la personne et des biens de celui-ci et son mandataire légal pour le représenter dans tous les actes de la vie civile, notamment en justice, est recevable à intenter pour lui et en son nom aussi bien l'action en nullité de son mariage que toutes les autres actions que la loi lui confère. »

considérée comme une cause de suspension de ces délais : nous pouvons dire dès maintenant que l'article 58 du projet de loi sur les aliénés voté par le Sénat, décide que les délais de l'action en désaveu de paternité fixés par les articles 316 et suivants du Code civil ne courent pas, en cas d'interdiction judiciaire, jusqu'au jugement de mainlevée.

*Actions en Divorce et en séparation de corps.*

Les interdits eux-mêmes peuvent-ils former une demande en divorce ou en séparation de corps? La loi du 18 avril 1886 dispose qu'en cas d'interdiction légale résultant d'une condamnation, la requête à fin de divorce ne peut être présentée par le tuteur que sur la réquisition ou avec l'autorisation de l'interdit : article 234, C. civ. L'article 234 introduit dans notre législation une disposition toute nouvelle et qui peut servir d'argument considérable dans la théorie de l'incapacité de l'interdit légalement ; on sait qu'aux termes de l'article 29 du Code pénal, l'individu frappé d'interdiction légale est placé au point de vue de l'administration de ses biens dans la même situation que l'interdit pour cause de démence, comme ce dernier il est représenté par un tuteur qui agit en son nom, mais on hésite sur le point de savoir si ce tuteur qui a qualité pour représenter l'interdit dans les actes pécuniaires a également qua-

lité pour agir en son lieu et place lorsqu'il s'agit de ces actes moraux qui ne peuvent pas être faits par l'intermédiaire d'autrui. Nous avons vu qu'un fort parti dans la doctrine enseigne que de pareils actes ne peuvent être accomplis que par l'intéressé lui-même ; quelques auteurs, au contraire, lui refusent le pouvoir de faire ces actes en poussant le principe de l'assimilation des deux interdictions jusqu'à ses conséquences extrêmes et en soutenant que la loi n'a pas imaginé deux sortes d'interdiction, et que l'interdiction légale doit entraîner les mêmes incapacités que l'interdiction judiciaire.

Jusqu'à l'inscription dans notre Code de la loi du 18 avril 1886 aucun texte, à vrai dire, ne pouvait fournir un argument sérieux à l'une et à l'autre opinion, mais on peut, croyons-nous, trouver dans la disposition qui nous occupe une raison puissante en faveur de l'opinion qui permet à l'interdit légalement d'accomplir tous les actes qui ne peuvent pas être faits par l'intermédiaire d'un tuteur. Puisque l'article 234 C. civ. défend au tuteur d'exercer seul l'action en divorce, laquelle ne peut être exercée sans la permission de l'incapable, comment pourrait-on soutenir que l'interdit n'a pas la capacité de faire son testament, d'adopter, de reconnaître un enfant naturel. Il est vrai qu'il résulte de l'article que nous étudions que l'interdit ne pourrait lui-même sans son tuteur introduire sa demande en divorce, cependant il faut bien recon-

naître qu'il joue un rôle prépondérant dans l'affaire, sans sa volonté, l'action en divorce ne peut être mise en mouvement, tout ce qu'on peut dire au point de vue où nous nous plaçons c'est que le droit dont s'agit a un caractère mixte.

L'application de cet article 234 présente une difficulté dans sa réalisation pratique. Deux hypothèses, en effet, peuvent se présenter ; ou le tuteur est d'avis d'intenter l'action, ou il est d'un avis contraire ; dans le premier cas le tuteur fera passer la requête à fin de divorce entre les mains de l'interdit qui la countersignera, ou bien y annexera l'autorisation distincte et séparée qu'il lui aura fait parvenir sous n'importe quelle forme ; mais la seconde hypothèse présente une véritable difficulté, si le tuteur refuse d'intenter l'action, comment sortir d'embarras ? L'interdit va-t-il actionner son tuteur devant le tribunal ou lui faire ordonner par jugement d'intenter l'action ? Mais alors, on contreviendrait en principe que toute personne en tutelle ne peut agir seule en justice et cette considération arrêterait certainement l'avoué qui se refuserait à avancer les frais d'une poursuite manifestement irrégulière. Cependant ces difficultés pratiques ne peuvent paralyser le droit qu'a l'interdit légalement d'obtenir le divorce. Dans l'impossibilité où l'on se trouve d'appliquer littéralement les termes de la loi, certains auteurs proposent la solution suivante : le condamné s'adressera

au Procureur de la République, qui, en sa qualité de représentant légal des incapables, fera la demande en son nom, agissant ici comme partie principale. Nous pensons en effet que c'est le seul moyen d'échapper à la difficulté.

Nous appliquerons les mêmes règles à la demande en séparation de corps.

Passons à l'interdit judiciairement en matière de divorce et de séparation de corps : Ici les solutions légales sont bien moins nettes, et le doute provient du défaut d'harmonie entre les travaux préparatoires de la loi du 18 avril 1886 et le texte définitif.

Avant cette loi il existait différents systèmes sur l'introduction de la demande en divorce ; dans une première opinion, on réservait à l'interdit judiciairement et à lui seul le droit de mettre en mouvement l'action en divorce dans ses intervalles lucides ; dans une deuxième opinion on soutenait que cette action comme toutes les autres pouvaient être intentées par le tuteur sans aucune condition ; un troisième système soutenait que ni l'incapable, ni son tuteur ne pouvait former cette demande ; enfin un quatrième système donnait au tuteur le droit d'agir au nom de l'incapable, mais à la condition qu'il fût autorisé par un conseil de famille ; c'est ce système qui avait prévalu dans les travaux préparatoires, en effet, le projet voté en première délibération au Sénat portait un article ainsi conçu : « Le tuteur de la personne

judiciairement interdite peut, avec l'autorisation du conseil de famille, présenter la requête à fin de divorce. » Et le rapporteur du projet justifiait cette disposition par les considérations suivantes. « Les paragraphes 2 et 4 de l'article I, lisait-on dans l'exposé des motifs, prévoient le cas où, soit un interdit judiciairement, soit un interdit légalement seraient en droit de demander le divorce. Devait-on les laisser hors la loi à raison de leur incapacité ? La doctrine et la jurisprudence admettent déjà qu'une action en séparation de corps soit exercée au nom d'un interdit. Des raisons puissantes exigent l'extension de cette solution aux instances en divorce. Il faut laisser à la famille un moyen de sauvegarder l'honneur de l'interdit. Au cas d'interdiction judiciaire, le conseil de famille devra préalablement donner son avis. C'est après cet avis seulement et s'il est favorable que le tuteur peut présenter la requête. Comme dans toutes les causes de divorce, le ministère public sera nécessairement entendu : il exercera une surveillance d'autant plus attentive que l'action se présentera dans des conditions exceptionnelles.

« Lorsqu'un individu est en état d'interdiction légale, il ne peut être admis à ester personnellement en divorce. C'est aussi son tuteur qui agira pour lui : mais le tuteur n'agit plus ici de sa propre initiative sur l'avis de la famille. Il agit sur la réquisition ou au moins avec l'autorisation formelle de l'interdit. »

Et le rapport de la commission portait de son côté: « En lisant le § 3 vous verrez qu'on n'a pas cru pouvoir laisser l'interdit en dehors de la loi du divorce. Le soin de son honneur et celui de sa famille exigeaient qu'il en fût ainsi. La jurisprudence admet d'ailleurs déjà qu'on peut demander pour l'interdit la séparation de corps :il nous a paru que le contrôle du conseil de famille et du ministère public garantirait qu'il ne serait pas fait mauvais usage du droit de demander le divorce. Il n'est pas indispensable que le juge entende l'interdit en personne. Mais si cela lui semble nécessaire il le fera comparaître ; jusqu'à ce que le juge réclame cette comparution, l'interdit est représenté légalement par son tuteur. »

« Le projet fait une juste distinction entre celui qui  
« est interdit judiciairement et celui dont l'interdic-  
« tion résulte d'une condamnation. Il était difficile  
« d'admettre que ce dernier n'eut point à intervenir,  
« soit pour prendre l'initiative de la requête, soit pour  
« autoriser cette requête dans le projet présenté. »

D'après cet exposé on doit reconnaître à l'interdit judiciairement le droit de demander le divorce et que ce droit devait être exercé par le tuteur autorisé du conseil de famille; mais sans que personne en ait parlé la disposition a disparu dans la matière du divorce et on ne la retrouve plus que pour la séparation de corps (article 307, C. c.). Cet incident a fait naître

plusieurs opinions : dans la première on dit qu'il faut étendre au divorce la règle posée pour la séparation de corps, et par conséquent permettre au tuteur de former la demande avec l'autorisation du conseil de famille : dans la seconde, à laquelle nous nous rangeons, on refuse à l'interdit judiciairement ainsi qu'à son tuteur le droit de demander le divorce ; nous pensons en effet que c'est la seule manière d'expliquer la suppression dans l'article 234 du paragraphe concernant l'interdit judiciairement ; dans une troisième opinion, qui nous paraît difficile à soutenir, on décide que le tuteur de l'interdit pourra agir seul sans le consentement de ce dernier comme aussi sans l'autorisation du conseil de famille : mais alors comment expliquer qu'en matière de divorce on puisse ainsi priver l'incapable d'une garantie qu'on considère comme essentielle dans la séparation de corps ; enfin dans une dernière opinion on reconnaît à l'interdit le droit d'agir dans ses intervalles lucides : il serait alors surprenant qu'on refusât ce droit absolu à l'interdit légalement qui jouit de toutes ses facultés et qui cependant ne peut agir seul sans son tuteur.

Jusqu'à présent nous avons examiné le droit des interdits de demander le divorce, il faut s'occuper maintenant du droit qu'ont ces incapables de défendre à l'action intentée contre eux. Nous pensons qu'il faut décider que les tribunaux doivent rejeter *a priori* toute demande en divorce formée contre un

interdit judiciairement, on peut invoquer deux raisons à l'appui de cette opinion : d'abord dans l'énumération des causes de divorce ne figure nullement l'aliénation mentale, le législateur a sans doute pensé qu'il serait inhumain de faire du malheur de l'un des deux époux une cause légale d'abandon pour son conjoint, ensuite dans le cas où un acte, de nature à faire prononcer le divorce, aurait été commis, le plus souvent le tribunal n'aurait pas retenu la responsabilité de la personne en état habituel de démence, de folie, de fureur ou d'imbécillité ; quant à l'époux outragé ou blessé, il nous semble suffisamment protégé par le pouvoir de faire enfermer la personne dans une maison de santé conformément à la loi de 1838 sur les Aliénés.

Quant à l'interdit légalement, rien ne fait obstacle à la demande en divorce formée contre lui, attendu qu'une condamnation à une peine afflictive et infamante est pour le conjoint une cause légale de divorce.

A l'occasion de l'exercice des actions intentées par le tuteur ou contre lui, il était important de savoir quel domicile devait être considéré. L'article 108 du Code civil trancha la difficulté en décidant que :

Le majeur interdit a son domicile chez son tuteur : Le motif de cette règle est facile à déduire ; tous les intérêts de l'interdit sont entre les mains de celui à qui est confiée sa tutelle. Cette disposition est appli-

cable aussi bien à l'interdit légalement, qu'à l'interdit judiciairement. Les motifs sont les mêmes et d'ailleurs les textes ne distinguent pas.

Nous devons cependant signaler deux exceptions à l'égard de l'interdit légalement. Le domicile des déportés, dit l'article 17 de la loi du 25 Mars 1873, pour tous les droits civils dont ils ont l'exercice aux colonies, est au lieu où ils subissent la peine. « Le domicile de tous les transportés concessionnaires de terres est dans la colonie pénitentiaire pour l'exercice des droits et actions résultant du présent décret (Décret du 30 août 1878. — Article 15). C'est évidemment dans un intérêt de commodité qu'en ces matières le législateur a dérogé au droit commun.

Ce domicile des condamnés est un domicile restreint aux seuls droits dont l'exercice est accordé aux condamnés dans le lieu où ils subissent leur peine, mais pour tous les autres droits, le domicile général reste toujours celui du tuteur.

### SECTION III

#### De la dissolution de la tutelle.

La tutelle peut prendre fin à la suite de la mort de l'interdit ou de la main levée du jugement prononçant son interdiction, s'il est interdit judiciairement

ou parce que l'interdit a purgé sa condamnation, a été réhabilité, s'il s'agit de l'interdit légalement. Mais ce n'est pas là à proprement parler un mode d'extinction de la tutelle, c'est plutôt la fin de l'interdiction, ce qui fera l'objet d'un titre spécial.

Nous ne nous occuperons ici de la dissolution de la tutelle, que par suite du décès du tuteur, de sa destitution ou de son exclusion. On sait que les causes de destitution ou d'exclusion de la tutelle de l'interdit sont les mêmes que celles de la tutelle du mineur. D'ailleurs en cette matière nous appliquerons purement et simplement les règles de la tutelle du mineur, ne trouvant aucune particularité à signaler. Il se révèle pourtant ici un cas spécial que nous ne rencontrons pas dans la tutelle du mineur. Le tuteur de l'interdit judiciairement ne peut en effet pas être tenu de conserver cette fonction plus de dix ans, c'est là un tempérament apporté à la charge énorme de l'hypothèque légale qui grève tous ses biens immeubles, et dont nul ne pourrait entrevoir l'extinction, sans le délai de dix ans.

En ce qui concerne l'interdit légalement, tout le monde consent à accorder ce même droit à son tuteur, s'il est condamné à une peine perpétuelle; mais la question ne se résout plus aussi facilement, s'il n'a été condamné qu'à une peine temporaire.

Nous sommes d'avis d'assimiler en ce cas le tuteur de l'interdit légalement à celui du mineur, et de dé-

cider qu'il ne lui est pas permis de résilier ses fonctions après dix années d'exercice.

#### SECTION IV

##### De la responsabilité du tuteur.

La responsabilité du tuteur consiste dans l'obligation de rendre ses comptes, conformément aux articles 469 à 475 C. c. en matière de tuteur de mineurs.

Cette obligation est sanctionnée par l'hypothèque légale sur tous les immeubles du tuteur, conformément à l'article 2121 C. c. ainsi conçu :

Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée sont : — Ceux des femmes mariées sur les biens de leur mari. — Ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leur tuteur. — Le créancier qui a une hypothèque légale peut exercer son droit sur tous les immeubles appartenant à son débiteur et sur ceux qui pourront lui appartenir dans la suite sous les modifications qui seront ci-après exprimées.

Après avoir confié à un tuteur la gestion et la direction du patrimoine de l'interdit pour en empêcher la dilapidation, le législateur devait nécessairement rendre ce tuteur responsable de sa mauvaise gestion ;

et faire que cette responsabilité fût sanctionnée par un recours efficace. C'est pour ce motif que l'article 2121 du Code civil attribue à l'interdit une hypothèque légale.

Nous examinerons dans trois parties différentes :  
1<sup>o</sup> les biens frappés par cette hypothèque légale ;  
2<sup>o</sup> les garanties qu'elle assure à l'interdit ; 3<sup>o</sup> enfin nous donnerons les quelques mesures édictées par notre Code dans l'intérêt des tiers.

1<sup>o</sup> Dans le patrimoine du tuteur, comme dans tout patrimoine, on distingue les valeurs mobilières des valeurs immobilières, mais tous les biens ne sont pas susceptibles d'hypothèque ; en conséquence de l'article 2118 C. civ. cette hypothèque légale ne grèvera que les biens immobiliers du tuteur, et leurs accessoires réputés immeubles ; enfin l'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée.

Mais ce qui est spécial à notre cas, c'est que tous ces biens du tuteur présents et à venir seront frappés de cette hypothèque légale.

2<sup>o</sup> Les créances de l'intérêt garanties par cette hypothèque seront toutes celles qu'il aura contre son tuteur en raison des faits de la gestion, elle garantirait même une créance que cet interdit aurait eue contre son tuteur avant l'interdiction, mais dont l'exigibilité ne serait advenue que postérieurement à la mise en tutelle. Comme tous les créanciers hy-

pothécaires, l'interdit acquiert ainsi un droit de suite et un droit de préférence. En vertu de son droit de suite il peut poursuivre le bien entre les mains d'un tiers détenteur ; en vertu de son droit de préférence il prime les créanciers chirographaires et même les créanciers hypothécaires d'un rang postérieur au sien, sur le prix de l'immeuble vendu.

Ordinairement ces deux droits sont conservés par l'inscription de l'hypothèque sur un registre spécial ; cette inscription mentionne l'immeuble hypothéqué, c'est-à-dire spécialise l'hypothèque et lui assigne une date et par conséquent un rang. l'hypothèque légale de l'interdit existe indépendamment de toute inscription.

La loi de Brumaire, an VII, avait exigé l'inscription pour toute hypothèque sans la moindre exception, et à l'époque de la rédaction du Code civil, les avis étaient très partagés, mais le premier Consul imposa son opinion en prétendant que pour rendre efficace l'hypothèque légale de l'interdit, il fallait la dispenser de toute inscription. En principe, les tiers détenteurs des immeubles grevés d'hypothèque étaient suffisamment protégés, puisque « nul n'étant censé ignorer la loi » ils doivent avant tout s'enquérir s'ils ne traitent pas avec un tuteur dont tous les biens sont frappés de l'hypothèque légale, et de même les créanciers d'une personne tutrice d'interdit doivent savoir que l'hypothèque prend rang du jour de l'en-

trée en gestion du tuteur, ou, comme dit un autre article du Code civil, du jour de l'acceptation de la tutelle, ce qui revient au même puisque la loi a voulu prendre comme point de départ le jour où le tuteur a l'obligation de gérer le patrimoine de l'interdit.

3° Si en principe l'hypothèque légale de l'interdit est générale et produit ses effets indépendamment de toute inscription, le Code n'a pas voulu laisser subsister ces graves inconvénients sans tempérament; aussi sous les articles 2136 — 2137 — 2138, a-t-il obligé certaines personnes à faire inscrire cette hypothèque légale, sous leur propre responsabilité. C'est d'abord le tuteur qui sera tenu de la rendre publique en requérant lui-même, sans aucun délai, inscription aux bureaux à ce établis, sur les immeubles à lui appartenant et sur ceux qui pourront leur appartenir dans la suite, sous peine pour lui d'être déclaré stellionataire, si, sans déclarer expressément l'hypothèque légale, il conférerait d'autres hypothèques sur ces mêmes immeubles; à défaut des tuteurs, les subrogés tuteurs doivent requérir l'inscription sous peine de dommages-intérêts, ainsi que le Procureur de la République, au cas où l'inscription n'aurait pas eu lieu, mais comme ici il n'y a aucune sanction à l'égard du Procureur à cette obligation, cet article devient lettre morte. L'article 2139 donne le droit aux parents et même aux amis du mineur (auquel nous devons assimiler l'interdit)

de prendre cette inscription : l'hypothèque légale a ainsi grande chance de n'être pas occulte.

Les tiers se trouvent protégés par ces nouvelles dispositions, mais le crédit des tuteurs en est sensiblement diminué, surtout étant donné qu'on ne peut prévoir le montant des créances de l'interdit garanties par son hypothèque, et que d'un autre côté le tuteur peut avoir une grosse fortune et ne gérer qu'un petit patrimoine. Aussi l'article 2141 C. civ. permet qu'après avis des parents en conseil de famille, il ne soit pris d'inscription que sur certains immeubles du tuteur : c'est la restriction de l'hypothèque légale ; et l'article 2143 ajoute qu'au cas où cette restriction n'aurait pas été décidée par l'acte de nomination du tuteur, celui-ci pourra, dans le cas où l'hypothèque générale sur ses immeubles excéderait notoirement les sûretés suffisantes pour sa gestion, demander que cette hypothèque soit réduite aux immeubles suffisants pour opérer une pleine garantie en faveur de l'interdit. Naturellement, dans ces deux cas les personnes chargées de requérir l'inscription de cette hypothèque légale ne devront la requérir que sur les immeubles désignés.

Enfin il a été décidé par les articles 2193 et suivants qu'au cas de purge des hypothèques non inscrites, il suffira qu'après certaines formalités accomplies et le contrat translatif de propriété exposé, le délai de deux mois s'écoule sans prise d'inscription

du chef de l'interdit, pour que l'acquéreur possède ce bien sans aucune charge à raison de la tutelle.

Ce système de garanties n'est pas parfait, il se peut en effet qu'un tuteur riche ait une fortune exclusivement mobilière et ne soit par conséquent pas atteint par l'hypothèque légale de l'interdit.

Les mêmes motifs qui ont déterminé le législateur à protéger l'interdit judiciairement contre l'insolvabilité de son tuteur, se rencontrent dans la protection de l'interdit légalement. En conséquence, toutes les règles qui régissent l'hypothèque légale des interdits pour démence s'appliqueront à l'hypothèque légale de l'interdit pour condamnation, c'est une ressemblance de plus à constater entre les deux interdictions.

Nous en avons presque terminé avec la responsabilité du tuteur. Une dernière observation se présente à l'esprit.

Il ne faudrait cependant pas croire que le tuteur ne soit responsable des faits de sa gestion qu'envers l'interdit et que sa responsabilité n'ait de sanction qu'au jour de la reddition de son compte de tutelle.

Que ce soit à l'occasion de l'exercice de sa tutelle qu'il commette un délit ou un quasi délit, il en sera seul tenu vis-à-vis des tiers. Vainement ceux-ci invoqueraient que ce délit commis par un représentant de l'interdit, purement dans l'intérêt de ce dernier, doit être imputé à l'incapable ; on comprendrait dif-

ficilement qu'après avoir spécialement protégé l'interdit contre les faits de gestion de son tuteur, en lui conférant une hypothèque légale sur les biens de ce dernier, le législateur ait entendu le rendre responsable des délits de son tuteur : C'est en ce sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour de cassation du 21 mars 1893, ainsi conçu :

« Attendu que M<sup>lle</sup> X... demandait la nullité d'une adjudication prononcée au profit de l'interdit V... et qu'à l'appui de sa prétention elle avait articulé, dans des conclusions subsidiaires, divers faits tendant à établir que le tuteur de l'interdit avait, par ses menaces et ses manœuvres, entravé la liberté des enchères ; — Attendu qu'en déclarant dans ses motifs « que l'interdit et en général tout incapable n'est responsable ni des délits, ni des quasi-délits, ni du dol ou de la fraude que le tuteur peut commettre dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de la tutelle », le jugement du tribunal, dont l'arrêt attaqué s'est approprié les motifs, a suffisamment motivé le rejet des conclusions subsidiaires de la demanderesse en cassation, et, par suite, satisfait au prescrit de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; rejette... »

## CHAPITRE II

### DE LA NULLITÉ DES ACTES DE L'INTERDIT

Nous étudierons d'abord la nullité des actes passés postérieurement au jugement d'interdiction, puis nous examinerons si ce jugement a pu avoir des effets sur les actes passés avant qu'il ait été prononcé. Nous examinerons, en même temps, les actes de l'interdit légalement.

#### SECTION I

##### De la nullité des actes postérieurs à l'interdiction

La nullité des actes postérieurs à l'interdiction comprend la théorie générale des actes passés par l'interdit judiciairement, puis celle des actes de l'interdit légalement et l'application de cette théorie aux diverses matières spéciales.

§ I. — *Actes de l'interdit judiciairement.*

Le principe est que les actes passés postérieurement au jugement d'interdiction sont nuls de droit (art. 502, C. c.)

La cause de cette nullité de droit est connue. Vou-  
lant protéger énergiquement l'incapable, le législa-  
teur a rompu avec le passé, qui recommandait à la  
justice de rechercher, si en fait le fou avait agi dans  
un intervalle lucide ou dans un moment de trouble  
intellectuel. La législation nouvelle a posé, en cette  
matière, une fiction célèbre : la présomption est que  
pour apprécier la valeur des actes de l'interdit, il faut  
le regarder comme n'ayant jamais d'intervalles lu-  
cides depuis le jour où son interdiction a été prononcée  
jusqu'au jour où le tribunal a ordonné la main-levée  
de cette interdiction.

Cette présomption apporte au droit commun une  
remarquable dérogation. En droit commun, il aurait  
fallu rechercher si le fou avait pu donner ou non un  
consentement, dont il pouvait être tenu compte.  
C'est du reste, encore aujourd'hui, une doctrine sou-  
tenue par quelques auteurs (Laurent t. V, n<sup>os</sup> 305  
et 307. — Marcadé sur l'art 502, n<sup>o</sup> 2) que s'il  
est prouvé que le fou n'a pu donner aucun consen-  
tement au moment de la passation de l'acte,

l'acte doit être déclaré inexistant pour absence de consentement, et on en donne pour raison que le législateur loin d'enlever à l'interdit le bénéfice du droit commun a voulu favoriser l'incapable en créant en sa faveur une présomption légale. Mais cette opinion est vivement attaquée. (Demolombe, t. VIII, n° 529. — Villey, p. 80 et suiv. *Actes de l'interdit*). Les auteurs pensent que la loi en créant cette présomption a eu principalement en vue d'écarter toutes ces questions d'existence ou d'inexistence du consentement au moment de la passation de l'acte, et d'écarter par l'article 502 l'application du droit commun. On aperçoit l'intérêt de la controverse. Si cette nullité était fondée sur l'absence de consentement la nullité serait absolue, perpétuelle, et non susceptible de ratification expresse ou tacite ; c'est avec des caractères tout opposés que nous concevons la nullité de l'article 502. (Laurent, t. V, n° 304. — Vigié, t. I, n° 906. — Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1179. — Aubry et Rau, t. I, § 127, p. 522. C'est une nullité relative (article 1125, C. c.) temporaire (art. 1304, C. c.) et susceptible de ratification (art. 1338, C. c.).

Du caractère relatif de cette nullité, il résulte que l'incapable, représenté par son tuteur, pendant l'interdiction, et après l'interdiction, l'ex-interdit ou ses héritiers ont seuls qualité pour invoquer cette nullité (Demolombe, t. VIII, n° 626 et 628. — Colmet de Santerre, t. II, n° 74). Et encore ne pourront-

ils intenter cette action, passé un certain délai.

La durée de l'action en nullité est de dix ans, qui courent du jour de la demande en main-levée de l'interdiction ou du jour de la mort de l'interdit : cette règle présente des inconvénients qu'on a évités dans la loi de 1838 sur les aliénés (art. 39) les dix ans de l'action en nullité courent à l'égard de la personne internée qui aura souscrit les actes, à dater de la signification qui leur en aura été faite, ou de la connaissance qu'ils en auraient eue depuis la mort de leur auteur.

Avec cette règle de la loi de 1838, il n'y a pas lieu de craindre que l'aliéné ou ses héritiers laissent écouler les dix années par oubli ou ignorance de l'acte accompli : ce qui peut parfaitement arriver à l'égard de l'interdit et de ses héritiers. (Demolombe, t. VIII, n° 860. — Duranton et Colmet de Santerre, t. II, n° 307 *bis*, 2. — Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, 538. — Villey, p. 108 et suiv.)

A quels actes s'applique la nullité de droit de l'article 502, C. c. ? La question paraît tranchée par la généralité de l'expression de l'article même, qui dispose que tous les actes passés par l'interdit sont nuls de droit. Néanmoins, de grosses difficultés se sont élevées sur cette question : La principale porte sur le point de savoir, si l'interdit peut valablement faire dans un intervalle lucide les actes que ne pourrait pas accomplir son tuteur à sa place ? Trois systèmes sont en présence :

*Premier Système* : Tous les actes de l'interdit sont nuls de droit. La loi est formelle et ne distingue pas. D'ailleurs, notre Code a rejeté le système romain précisément pour éviter les difficultés, parfois insurmontables, qui se seraient dressées devant le juge ; cherchant à découvrir si l'acte a été ou non passé dans un intervalle lucide. Ce système, certainement le plus juridique, presque unanimement admis après la promulgation du Code civil, n'a plus aujourd'hui que bien peu de partisans et la doctrine d'accord avec la jurisprudence inclinent à une interprétation moins littérale. (Delvincourt, t. I, p. 55, note 1. Toullier, n° 1, n° 502 et t. V, n° 57, t. II. — Duranton, t. II, n° 27, 34, et t. III, n° 759).

*Deuxième Système* : Partant de l'article 509 du Code civil qui assimile l'interdit au mineur, il faut appliquer, à l'interdiction, le principe de l'article 450, C. civ. qui repose sur une distinction entre les actes qui peuvent être faits par l'intermédiaire d'un représentant et les autres actes.

D'ailleurs, l'interprétation littérale offre un caractère inhumain, puisqu'elle enlèverait à l'interdit non pas seulement l'exercice des droits, mais encore la jouissance même de ses droits les plus précieux : droit de se marier, droit de tester, droit de reconnaître un enfant naturel, etc. — La loi a formellement dit que l'interdit ne perdait que l'exercice de ses droits et pour en suivre l'esprit aussi bien que la

lettre, il faudra admettre que ces actes qualifiés purement personnels pourront être valablement faits par l'interdit dans un intervalle lucide. Cette opinion réfute, du reste, aisément le texte littéral de l'article 502. En effet, le mot Tous de cet article 502, dit Marcadé, s'applique nécessairement à l'interdit et à l'individu pourvu d'un conseil judiciaire et signifie pour l'un tous les actes absolument et pour l'autre tous les actes qu'il ne peut pas faire sans son conseil. Pourquoi ne pas dire, avec beaucoup plus de logique que le même mot « tous » est employé de façon relative aussi bien dans un cas que dans l'autre.

Ce deuxième système comporte néanmoins des critiques sérieuses. D'abord l'analogie établie par l'article 509 entre l'interdit et le mineur, est loin d'être parfaite. Du reste, s'il fallait accepter cette analogie, il faudrait décider que le mineur lui-même peut faire tous les actes qui ne comportent pas de représentation, cependant le mineur même, avec une autorisation, ne peut faire une donation et dans les cas où la donation lui est permise, par exemple dans ses conventions matrimoniales, il lui est défendu de la faire sans autorisation. (Demolombe, t. VIII, n° 644. — Valette, p. 363. — Vigié, t. I, n° 905, 906).

*Troisième système* : — L'opinion la plus en faveur distingue entre les actes moraux et les actes pécuniaires ; et, d'après elle, l'article 502 du Code civil se-r-rait étranger aux actes moraux. Ce système s'inspire

du but du législateur qui n'a voulu que protéger les intérêts pécuniaires de l'interdit. La loi ne veut pas que l'aliéné, quand il a des intervalles lucides, puisse se ruiner lui et ruiner sa famille par les actes qu'il passerait; et dont il serait très difficile d'obtenir l'annulation (Laurent, t. V, n° 308. — Huc, t. III, n° 519. — Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1180 *bis* et *ter*).

Ajoutons que ce système n'est pas admis par la jurisprudence qui affirme que la loi a confié au tuteur aussi bien la défense des intérêts moraux de l'interdit et qui regarde l'interdiction comme une mesure de protection générale.

Ces systèmes auront une grande importance dans l'étude des matières spéciales, comme nous allons le voir en étudiant successivement les divers actes qui ont donné naissance à des controverses, notamment en matière de mariage, de reconnaissance d'enfant naturel, de donation et de testament.

Avant d'arriver à ces points de droit spéciaux, il faut rechercher les caractères généraux de la nullité des actes passés par le condamné, interdit légalement.

## § II. — *Des actes de l'interdit légalement.*

Quelle est la valeur des actes accomplis par un condamné depuis qu'il a encouru l'interdiction légale?

La loi des 25 septembre et 6 octobre 1791 s'était exprimée nettement sur l'incapacité de l'interdit et sur la valeur de ses actes. Elle décrétait que quiconque aurait été condamné à l'une des peines des fers, de la réclusion dans la maison de force, de la gêne ou de la détention ne pourrait, pendant la durée de sa peine, par lui-même exercer aucun droit civil, qu'il serait en état d'interdiction légale, et qu'il lui serait nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens. La situation était claire : Par lui-même l'interdit ne pouvait exercer aucun droit civil.

Cette disposition n'a pas été reproduite par notre Code pénal, qui s'est contenté de déclarer que le condamné serait, pendant la durée de sa peine, mis en état d'interdiction légale (article 29, C. pén.). Le vague de cette formule devait soulever des difficultés sur l'étendue de l'incapacité de l'interdit légalement.

Un premier système enseigne qu'il lui est défendu, d'après le texte même de l'article 29 du Code pénal, d'exercer par lui-même l'administration de ses biens, mais qu'en dehors des actes d'administration, l'interdit conserve la jouissance et l'exercice de tous les autres droits civils. On invoque à l'appui de cet avis plusieurs arguments. Et d'abord, puisque le Code pénal a repoussé la formule du droit intermédiaire qui défendait au condamné d'exercer aucun droit civil, c'est donc qu'il est certains droits civils dont l'exercice a dû lui être restitué. Ensuite l'article 29 ne

donne au tuteur que le droit d'administrer et de gérer les biens de l'interdit et ne peut pas, en conséquence, retirer à l'incapable le droit de disposer de ces biens ; enfin le but du législateur est de priver le condamné de la gestion de ces biens pour rendre sa peine efficace : but qui peut être atteint par la seule privation du droit d'administrer sa fortune (Chauveau-Paustin, Hélie et Villey, t. I, n° 205. — Toullier, t. VI, n° 111. — Mourlon, t. I, n° 96).

Un deuxième système est d'avis qu'au point de vue de l'incapacité et des actes interdits, il faut assimiler les deux interdictions. Confier au tuteur l'administration des biens et en laisser la disposition à l'interdit, ne serait-ce pas laisser à l'incapable le pouvoir d'enlever au tuteur l'administration que la loi lui a conférée. Au reste, les travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1873, qui règlent les conditions des déportés à la Nouvelle-Calédonie, ont consacré pour ainsi dire cette opinion (Ortolan, t. II, n° 1156. — Trebutien, 1<sup>re</sup> édit., t. I, p. 244. — Garraud, t. I, n° 335). C'est poser le principe de l'assimilation, mais d'une assimilation tempérée, ce qui nous fait adopter cette opinion.

Un troisième système part aussi de ce même principe, mais pour le pousser jusque dans ses plus extrêmes limites. Il veut défendre à l'interdit légalement tous les actes de la vie civile, l'exercice de tous les droits civils, même de ceux qui ne peuvent être exer-

cés par mandataire. Système radical et qui paraît pousser l'assimilation trop loin, en établissant dans ce cas une règle pire que la présomption admise dans le cas de folie. Au surplus, ceci dépasserait le but poursuivi et tout ce qui dépasserait ce but serait inutilement cruel (Cass. 25 janvier 1825, Duchène, S. et P. chr.).

Après avoir déterminé les actes défendus à l'interdit, légalement il est nécessaire de rechercher la sanction de la prohibition : L'acte passé par l'interdit en dehors de sa capacité est nul. Mais quel est le caractère de cette nullité ? Est-elle absolue ou relative ? Sur ce point, encore, diverses opinions ont été émises.

Une première enseigne que la nullité des actes de l'interdit pour démence et celle des interdits légalement ne diffère en rien. C'est encore une des conséquences tirées du principe de l'assimilation des deux interdictions (Larombière, Oblig. t. I, sur l'art. 1124. — Toullier, t. VI, n° 111, Colmet de Santerre, t. I, n. 72 *bis*).

Tandis que ceux qui s'inspirent des motifs qui ont déterminé le législateur à créer les deux interdictions, sont d'avis que l'interdiction légale, étant une mesure d'ordre public, doit donner lieu à une nullité absolue, qu'elle peut être invoquée par tout intéressé, aussi bien par les tiers qui ont traité avec l'incapable que par l'incapable lui-même. Par nullité absolue,

il ne faut pas entendre une nullité de plein droit qui aurait lieu sans jugement, comme au cas où le consentement aurait fait défaut dans un contrat ; mais une nullité qui doit être demandée en justice, demande que tout intéressé pourra faire, et ensuite de laquelle le tribunal devra prononcer la nullité de l'act. attaqué par le seul fait que l'acte a été passé par un individu en état d'interdiction légale. Valette, sur Proudhon, t. II, p. 556 et 557. — Aubry et Rau, t. I, § 85, p. 354. — Demolombe, t. I, n. 193, Garraud, t. I, n. 335.

Enfin comme conséquence de ce système on peut admettre que la nullité pourrait même être déclarée d'office par les tribunaux et que le ministère public est recevable à poursuivre la nullité de la vente faite par le condamné en état d'interdiction légale. Rouen, 7 mai 1806. (S. et P. chr.) Depeiges, p. 49.

Tels sont les traits généraux des deux nullités dérivant des deux interdictions. Il nous reste maintenant à parcourir diverses applications des règles générales qui viennent d'être posées.

### § III. — *Applications des théories générales.*

Le mariage de l'interdit est-il soumis à la nullité de droit de l'article 502 ? Occupons-nous d'abord de l'interdit judiciairement dans un intervalle lucide. La doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui

d'accord pour admettre la capacité de l'interdit pour se marier durant un intervalle lucide. Les raisons de douter sont cependant très graves. L'article 502 déclare nuls de droit tous les actes passés par l'interdit postérieurement à son interdiction. Qui dit tous, n'excepte rien, et si on veut suivre la loi au pied de la lettre, ne devrait-on pas en décider ainsi du mariage ? Marcadé, sur l'article 146, n° 1, Lacaze, *De la folie*, p. 39. — Conf. Pont, *Rev. de législ.* 1845, p. 239. Vaugeois, *Rev. pr. de dr. pr.* 1866, t. XXI, p. 473. Cet argument n'a qu'une valeur apparente ; en effet, le but de l'interdiction est ici d'un grand secours pour préciser la portée de cette formule générale. Il est bien certain que l'interdiction a été créée pour préserver le patrimoine de l'interdit, pour qu'il n'aille pas le dissiper par des actes de folie. Cela est si vrai, que les aliénés qui n'ont pas de biens sont rarement l'objet d'une demande en interdiction. On se contente de les placer dans un hospice, ou dans un établissement privé, mais on ne demande pas leur interdiction. Aussi de fait, il y a très peu d'interdictions, bien que le nombre des aliénés soit très considérable. Régulièrement donc, l'aliéné ne sera pas interdit et en ce cas il pourra se marier dans un intervalle lucide ; et personne, pas même lui, ne pourra attaquer son mariage qu'à la condition de démontrer l'absence de consentement. Cela étant, s'il avait des biens, ce qui aurait motivé son interdiction, il se verrait donc

privé d'un droit naturel, l'un des plus précieux de l'homme, alors qu'on le reconnaît sans difficulté à l'aliéné non interdit.

On a invoqué aussi contre le mariage de l'interdit l'article 174 C. c. qui n'admet la démence comme cause d'opposition qu'à la condition pour l'opposant de provoquer l'interdiction du futur époux. Que signifie cette disposition, sinon que l'opposant est obligé de faire mettre le futur époux dans l'impossibilité de se marier? Cet argument n'est pas péremptoire. La disposition de la loi se prête à une autre interprétation. L'article ne dit pas en effet que le tribunal, lorsque l'interdiction a été prononcée, doit nécessairement et par cela seul maintenir l'opposition; la seule conséquence qu'on puisse tirer de ce texte, c'est que la démence n'est point par elle-même une cause d'opposition, si l'interdiction n'est pas provoquée par l'opposant. D'où il résulte que l'on doit donner mainlevée de l'opposition, si la demande en interdiction n'est pas formée, ou si elle est rejetée; mais non pas que l'on doive nécessairement rejeter l'opposition si l'interdiction est prononcée. L'article 175 C. civ. vient à l'appui de cette interprétation, en décidant que le tuteur d'un interdit qui manifeste la volonté de se marier ne peut former opposition qu'autant qu'il y a été autorisé par le conseil de famille.

A ces arguments de texte on ajoute certaines con-

sidérations très graves : il est très difficile de reconnaître les intervalles lucides, la limite entre la folie et la raison. C'est cette difficulté qui a fait admettre l'impossibilité pour l'interdit de contracter, de consentir une vente, un bail, et l'on ne peut pas lui permettre un autre acte, qui est le plus important de la vie, le mariage. Enfin l'intérêt social exige que la race des fous ne se perpétue pas. Quelle que soit la gravité de ces motifs, on peut leur opposer que la privation du droit de se marier est une sévérité, qui se justifie peu, quand le droit commun permet d'attaquer ce mariage s'il n'y a pas eu de consentement. Quant à la pensée d'empêcher un mariage entre deux personnes qui y consentent, l'une d'elles étant atteinte d'aliénation mentale, sous prétexte de ne pas perpétuer la race des fous, l'argument porterait trop loin, car alors il faudrait empêcher le mariage de tous ceux qui sont atteints d'affections graves transmissibles par voie d'hérédité. En conséquence, notre conclusion est qu'un interdit n'est pas absolument incapable de contracter mariage dans un intervalle lucide et que l'article 502 du Code civil qui déclare nuls de droits tous les actes passés par l'interdit n'est pas applicable au mariage. C'est dans ce sens que s'est prononcé un récent jugement du tribunal de Saintes en date du 13 août 1890 et qui nous paraît résumer en excellents termes la doctrine que nous suivons.

« Attendu, d'une part, que le sourd-muet même illettré peut contracter mariage lorsqu'il est capable de manifester son consentement ; — Attendu, d'autre part, que l'interdit judiciaire peut également se marier dans un intervalle lucide, alors qu'il est certain qu'il a tout à la fois l'intelligence et la volonté ; qu'en effet ni la surdi mutité, ni l'interdiction judiciaire n'ont été classés par le législateur parmi les causes d'empêchement au mariage ; — Attendu que M... sourde-muette illettrée, possédant une fortune relativement importante et difficile à gérer, s'est trouvée dans l'impossibilité de l'administrer ; que sa surdi-mutité la rend incapable des négociations variées, multiples et de chaque jour que comporte l'administration de son patrimoine ; que dans le but de pourvoir à cette incapacité son interdiction a été prononcée ; que si elle a été reconnue incapable de gérer sa fortune à raison des faits ci-dessus spécifiés, il ne résulte pas de son interdiction qu'elle ne soit pas en état de manifester sa volonté sur un acte isolé et de donner en toute liberté et en parfaite connaissance de cause son consentement à mariage..... »

« Attendu qu'aux termes de l'art. 174 C. c. les cousins germains peuvent former opposition au mariage lorsqu'elle est fondée sur l'état de démence du futur époux, à la charge par eux de provoquer l'interdiction et d'y faire statuer dans le délai imparti par le tribunal ; qu'ils ont le même droit lorsque l'interdic-

tion a été prononcée préalablement à leur opposition ; qu'en conséquence, l'opposition des consorts O... est recevable en la forme ; — Mais attendu au fond que cette opposition est mal fondée ainsi que cela résulte des motifs ci-dessus déduits.... les déboute... »

Cette opinion du tribunal est consacrée par de nombreux documents de jurisprudence et de doctrine. (Cass. 12 novembre 1844 : S. 45, I. 246 — Zacharim, t. III, p. 283. — Colmet de Santerr, t. II, n° 274 *bis*, H. J. — Demolombe, t. III, n° 129. — Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1180 *ter*).

Presque tous les auteurs reconnaissent que l'interdit légalement peut se marier (Contra : Humbert, n° 322). En effet, certains arguments qu'on pouvait invoquer pour l'interdit judiciairement, se trouvent forcément écartés ; on peut de plus invoquer dans ce sens la loi du 21 mai 1854, abolitive de la mort civile. Les travaux préparatoires admettent fréquemment l'idée du mariage du condamné (E. Nusse, n° 186. — Molignier et Vidal, t. I, p. 378). Enfin on peut encore invoquer en ce sens, le décret du 24 mars 1866, qui règle les conditions du mariage des transportés, comme la loi du 25 mars 1873, règle celle du mariage des déportés (Valett sur Proudhon, t. II, p. 554 et suiv. — Mourlon, t. I, n° 196. — Demolombe, t. I, n° 192. — Hannin : *Des conséq. des condamnations pénales*, n° 380. — Depeiges, p. 45).

L'interdit judiciairement et l'interdit légalement

doivent-ils être considérés comme étant dans l'impossibilité de manifester leur volonté sur le mariage de leurs enfants, de donner un consentement valable? — La question est controversée pour l'un et l'autre interdit : L'interdit judiciairement doit subir en notre matière la présomption, la supposition légale que dans tout le cours de son incapacité il n'a pas eu d'intervalles lucides ; mais l'opinion qui lui permet de contracter mariage dans un intervalle lucide, n'hésite pas à lui reconnaître en pareille circonstance la capacité de donner un consentement valable au mariage de ses enfants. La validité du consentement de l'interdit légalement est aussi discutée sur ce point ; généralement, on admet qu'il doit être tenu comme étant dans l'impossibilité juridique de manifester sa volonté ; et cependant on ne trouve cette incapacité reconnue, constatée par aucun texte ; ce qui fait dire à quelques auteurs qu'il faut en conséquence reconnaître sa capacité. Cela résulte par *a contrario* de la loi du 24 juillet 1889 qui décide dans son article 2 que les père et mère, condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, ou à la réclusion peuvent être déchus des droits de l'article 148, Code civil. Si donc cette déchéance n'a pas été prononcée, ils restent capables de consentir au mariage de leurs enfants (Laurent, t. V, n° 303, *bis*).

Ces mêmes solutions sont admises quand il s'agit

du droit des ascendants interdits de former opposition au mariage de leurs enfants.

L'interdit ne pourra pas davantage accepter valablement une tutelle ; et ici nous n'aurons pas à établir de distinction entre l'interdit judiciairement et l'interdit légalement. L'article 442 du Code civil est formel :

Les interdits ne peuvent être tuteurs ni membres de conseil de famille ; de même la condamnation à une peine afflictive et infamante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte de même la destitution dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement déférée. Les effets légaux de l'interdiction judiciaire et les causes qui la produisent suffisent évidemment pour justifier cette incapacité, et suivant le principe général il n'y aura pas à distinguer s'il est ou non dans un intervalle lucide.

L'interdit légalement est incapable d'être tuteur d'abord en vertu de l'article 34, C. pén. qui lui inflige la dégradation civique, laquelle consiste dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille et d'être tuteur, subrogé-tuteur, curateur au conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille. Il est également incapable d'être tuteur en vertu de l'article 443, C. Civ. disposition qui s'applique à toute tutelle même à celle de ses enfants pendant toute la durée de sa peine. Le Code civil a cru devoir faire des disposi-

tions spéciales, mais il semble bien que les principes généraux les rendaient inutiles. L'interdit judiciairement qui est réputé incapable d'être à la tête de ses propres affaires ne saurait être pris pour administrateur des affaires d'autrui. Nous considérons donc que la nomination d'un interdit comme tuteur doit être déclarée nulle.

La reconnaissance d'un enfant naturel est-elle permise à l'interdit? Pour l'affirmative on pourrait dire que du moment que l'interdit est déclaré incapable de contracter, il doit être reconnu incapable de faire un aveu de paternité devant entraîner des conséquences plus graves que la plupart des contrats, et cette opinion pourrait se justifier par cette considération que la lucidité de l'intelligence, la maturité de la raison et de la volonté sont aussi nécessaires dans les aveux de paternité que dans les contrats. Un jugement du tribunal de la Seine du 14 mars 1841 (*Gaz. des Trib.* 25 mars 1841) a déclaré nulle une reconnaissance faite par un interdit.

Ce n'est pas l'idée qui a prévalu. Dans le titre de la filiation, nulle part le Code n'exige pour reconnaître un enfant naturel la même capacité que pour contracter, donc l'article 1124 n'est pas ici applicable; c'est qu'en effet la faculté de reconnaître un enfant naturel appartient à la catégorie de ces droits qui ne peuvent pas être exercés par délégation et comme aussi d'après un autre système elle fait

partie des actes moraux par opposition aux actes qui intéressent purement le patrimoine ; nous avons admis dans notre théorie générale que pour l'accomplissement des actes moraux l'incapable peut les accomplir sans l'intervention de son tuteur, de cette doctrine, nous concluons que la reconnaissance d'un enfant naturel peut être faite par une personne interdite judiciairement pour cause de démence, folie, fureur et imbecillité (Demolombe, t. V, nos 387 et 388. — *Huc*, t. III, n° 77. — *Baudry-Lacantinerie*, t. I, n° 202. — *Vigier*, t. I, n° 582) *Contra* : (Jugem. du Trib. Seine du 24 mars 1841, *Gaz. des Trib.* 25 mars 1841). A plus forte raison, accorde-t-on à l'interdit légalement le droit de reconnaître un enfant naturel (*Mourlon*, t. I, n° 196. — *Colmet de Santerre*, t. I, n° 72 *bis* I. — *Garraud*, t. I, n° 335. — *Moliquié et Vidal*, t. I, p. 378).

L'interdit est-il absolument incapable, même pendant un intervalle lucide, de disposer soit par donation entre vifs, soit par testament ? La question se pose pour les deux catégories d'interdits.

La capacité de l'interdit judiciairement a donné lieu en cette matière à trois systèmes.

Dans le premier, l'interdit est absolument capable, dans un intervalle lucide, de disposer de ses biens par donations entre vifs ou par testament. On fonde cette doctrine sur un argument de textes. On dit que le mot « actes » qui figure dans les trois ar-

articles 502, 503, 504 ne peut y avoir qu'un seul et même sens. Or, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que les articles 503 et 504 ne s'appliquent pas aux donations et aux testaments, donc le mot « actes » de l'article 502 ne comprend pas non plus les donations et les testaments. La réponse est aisée. Si les articles 503 et 506 ne visent pas les donations entre vifs, et les testaments, c'est qu'il résulte de la nature même de leurs dispositions, qu'ils ne peuvent s'appliquer qu'aux actes à titre onéreux. Pour limiter l'article 504 aux actes à titre onéreux, on a de plus la volonté de législateur. Il faut ajouter que l'article 502 contient le droit commun applicable aux actes de l'interdit, tandis que les articles 503 et 504 sont des dérogations à ce même droit commun, 27 fév. 1883. *Pand. fr. chr.* VI, 1, 180. Laurent, t. XI, n° 108, Aubry et Rau, t. VII, § 648, p. 14.

Dans un second système, l'interdit a bien le droit de faire un testament dans un intervalle lucide, mais dans les mêmes circonstances il est incapable de faire une donation entre vifs. Pour justifier cette distinction, on dit qu'en matière d'incapacité le législateur a dans plusieurs hypothèses distingué entre l'incapacité de tester et celle de faire une donation entre vifs : ainsi la femme mariée peut, aux termes de l'article 905, tester seule, mais n'a pas la capacité de faire seule une donation entre vifs ; ainsi encore

l'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne peut pas faire seul une donation entre vifs (art. 513), mais peut tester seul. Les articles 903 et 904 admettent la distinction dans une certaine limite en ce qui concerne les mineurs. Il est aisé de répondre à cette objection. Ou l'article 502 ne s'applique qu'aux actes à titre onéreux et laisse de côté les libéralités sans distinction, ou cet article s'applique à tous les actes à titre onéreux et à titre gratuit, et alors quelle serait la raison de soustraire les testaments à son application. (Coin-Delisle, sur l'article 901, n° 10; Massé et Vergé sur Zachariæ, t. III, p. 25 et 26, note 4).

Enfin dans le dernier système, on refuse à l'interdit le droit de donner et de tester dans un intervalle lucide. C'est le droit commun de l'interdiction, manifesté dans l'article 502. Et puis on ne comprend pas que le législateur ait facilité à l'interdit le droit d'obtenir la nullité de ses actes à titre onéreux et n'ait pas donné à lui et aux siens la même facilité à l'égard des actes à titre gratuit. (Nancy, 8 mai 1880, Pand. fr. chr. VI, 1. 180. Poujol sur l'article 902, n° 6, Marcadé sur l'article 901, n° 2, de Castelnau, *Essai sur l'interdiction des aliénés*, Aubry et Rau, t. VII, § 648, p. 14, texte et note 6).

Nous nous rallions à ce troisième système qui nous paraît être le plus juridique, le plus conforme au texte et à l'esprit de la loi.

Quel que soit le système admis quant aux donations consenties par l'interdit judiciairement, on ne peut maintenir les donation entre vifs faites par un interdit légalement, il y aurait là pour lui un moyen évident de soustraire ses biens au régime de la tutelle, et de les faire tourner plus ou moins à son profit contre le vœu de la loi (Baudry-Lacantinerie et Collin, *Donations et testaments*, t. I, n° 304, Molinier et Vidal, t. I, p. 378). Mais nous admettons que l'interdit légalement a pleine capacité pour tester, à moins que la loi ne lui ait interdit expressément.

Dans l'ancien droit français Furgolle, Ricard, Bourgeon reconnaissent la validité du testament fait par un condamné à une peine afflictive temporaire. Sous le Code pénal de 1791, au contraire, l'incapacité de tester était certaine puisque l'article 2 titre 4 de la première partie de ce Code ne permettait au condamné l'exercice d'aucun droit civil pendant la durée de sa peine. (Paris, 4 mai 1831, Ferré, S. 31, 2. 181. P. chr.). Mais cette disposition n'a pas été reproduite dans notre Code pénal, nous en concluons que le silence des rédacteurs du Code pénal actuel est la preuve la plus évidente que leur intention a été de supprimer l'incapacité du Code de 1791. D'ailleurs la loi du 31 mai 1854 retirant au condamné à une peine criminelle, la faculté de faire un testament valable, la laisse implicitement au condamné

à une peine temporaire. Cette doctrine est confirmée par un arrêt de Cassation ainsi conçu :

Attendu qu'aux termes de l'art. 902, C. c. toutes personnes peuvent disposer par donation entre vifs et par testament, excepté celles que la loi en déclare incapables : — Attendu que cette incapacité ne peut, quant aux dispositions testamentaires, résulter à l'égard du condamné à une peine afflictive temporaire des prescriptions de l'art. 29 C. pén. ; — qu'en effet, cet article n'a point reproduit dans son texte la disposition de la loi du 6 octobre 1791 qui déclarait ce condamné incapable d'exercer aucun droit civil par lui-même, qu'il a seulement décidé qu'il serait, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale et qu'il lui serait nommé un tuteur et un subrogé-tuteur pour gérer et administrer ses biens ; qu'il en résulte que pendant qu'il subit sa peine le condamné est privé uniquement de l'exercice du droit de consentir des actes d'aliénation et de dessaisissement, actes qu'il ne pourrait faire par lui-même sans porter atteinte aux règles qui régissent l'administration des biens de l'interdit ; mais que rien ne fasse obstacle à ce qu'il dispose de sa fortune par acte testamentaire qui ne doit produire d'effet qu'après sa mort, et n'emporte ni aliénation ni dessaisissement des biens soumis à la gestion de son tuteur ; — que le sens et la portée de l'art. 29 C. pén. ont au surplus clairement été déterminés par la loi du 31 mai 1854, qui, après

avoir par son art. 2 prescrit que les condamnés à des peines afflictives perpétuelles seraient, par suite de leur condamnation, en état d'interdiction légale a, par une disposition spéciale et séparée, insérée, en l'art. 3, déclaré qu'ils ne pourraient faire un testament, d'où l'on doit induire que la prohibition de tester n'est pas une conséquence nécessaire de l'interdiction légale ; — Attendu d'ailleurs qu'aucune autre loi n'enlève au condamné à une peine afflictive temporaire la faculté de tester... Casse. (Valette sur Proudhon, t. II, p. 556. — Aubry et Rau, t. I, § 85, p. 353. — Demolombe, t. I, n° 192. — Baudry-Lacantinerie et Collin : *Donat. et Test.*, t. I, n° 305. — Garraud, t. I, n° 335).

Toutefois quelques auteurs refusent à l'interdit légalement le droit de faire un testament. A leurs yeux, c'est encore un moyen éloigné d'aller à l'encontre des motifs qui ont déterminé le législateur à établir l'interdiction légale (Carnot, *Comm. sur le C. pén.* art. 29, n° 5. Duranton, t. VIII, n° 181. Humbert, n° 322. Boitard, n° 78).

*Incapacité de contracter.* — L'article 1124 du Code civil qui donne la liste des personnes incapables de contracter, devait y comprendre nécessairement l'interdit ; en conséquence, tous les contrats passés par l'interdit, depuis l'interdiction, sont nuls de droit et ceux passés antérieurement peuvent être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement au

moment où les parties ont contracté (art. 502 et 503 C. c.). Comme nous l'avons précédemment démontré, la nullité qui atteint les actes postérieurs à l'interdiction est une nullité impérative pour le tribunal, tandis que celle qui frappe les actes antérieurs n'est qu'une nullité facultative. Nous avons également démontré que la nullité de droit n'est pas une inexistance du contrat, bien que certains auteurs affirment le contraire pour l'hypothèse où il apparaît d'une façon certaine que l'incapable n'a pas traité dans un intervalle lucide. Quoiqu'il en soit, les deux nullités nous apparaissent comme nullité relative temporaire et susceptible de ratification.

Quant à la nullité des contrats passés par l'interdit légalement, comme elle appartient à la catégorie des choses d'ordre public, on doit la considérer comme une nullité absolue, perpétuelle et non susceptible de ratification.

Les conventions matrimoniales passées par un interdit sans l'assistance de son tuteur sont-elles valables? On peut hésiter entre deux principes contraires.

D'un côté, les actes passés par l'interdit sont nuls de droit; de l'autre, l'aptitude au mariage emporte, semble-t-il, l'aptitude aux conventions matrimoniales.

S'il était démontré que ce dernier principe ait été admis par le Code civil avec l'étendue que comporte la généralité de sa formule, la question serait évidemment tranchée. Mais cette règle n'est écrite

nulle part dans le Code, au moins formulée en termes généraux. La loi, il est vrai, en fait une application unique au mineur (art. 1398, C. c.). Pour lui, il y a certainement dérogation à son incapacité habituelle. Les règles de l'interprétation permettent-elles de l'étendre en dehors du cas prévu? Rien n'est moins certain. Et n'est-il pas naturel que le législateur ait traité tout différemment le contrat de mariage du mineur et celui de l'interdit. L'un est assisté de personnes qui le guideront dans le choix de son contrat de mariage, l'autre, au contraire, aurait le droit de faire seul, sans aucune assistance, l'un des actes les plus importants de la vie. Cela nous paraît peu vraisemblable (Cass. 28 déc. 1831 : S. 32. 1. 358. Aubry et Rau, t. V, § 502, texte et note 14. Riom, 17 juillet 1839. S. 40, 2, 66. Cass. 23 déc. 1856).

Il ne pourra donc faire ses conventions matrimoniales qu'en se conformant aux règles qui ont été émises au titre de la minorité. L'opinion contraire n'a guère été soutenue que par Troplong (t. I, n<sup>os</sup> 117 à 119).

Quant aux conventions matrimoniales de l'interdit légalement, elles ne pourront de même être faites que par le tuteur de l'incapable comme pour l'autre interdit. Le même principe semble applicable; c'est que nulle part, le Code n'a admis comme règle générale « *Habulis ad nuptias, habilis ad pacta nuptialia* » (E. Nasse, n<sup>o</sup> 189. Despèges, n<sup>o</sup> 45).

L'influence de l'interdiction sur les règles qui

gouvernent le mandat est conforme aux principes généraux sur les actes de l'interdit.

En conséquence, l'interdiction judiciaire comme l'interdiction légale, entraînant l'incapacité d'agir par soi-même, pour celui qui en est frappé, doit nécessairement mettre fin au mandat.

Cela est de toute évidence au cas où l'interdiction frappe le mandataire, c'est de droit commun, le mandat ne peut plus être exercé, il prend fin ; mais en est-il de même, si l'interdiction frappe le mandant. Supposons, en effet, qu'il ait donné un mandat régulier avant son Interdiction prononcée, ce mandat est bien valable, quelle que soit l'époque où on l'exerce ; pourquoi dès lors un mandataire capable de s'obliger ne pourrait-il pas dans la suite agir en vertu de sa procuration ; par cette raison que le mandant aurait été interdit ? Les intérêts de l'interdit seraient pleinement sauvegardés, un tiers responsable agirait en son nom et devrait dans la suite rendre compte de son mandat au tuteur de l'interdit judiciairement. Et l'interdit légalement ne pourrait par ce moyen se procurer de l'argent, puisque c'est aussi entre les mains de son tuteur que son mandataire devrait rendre ses comptes.

Le Code en a sagement décidé autrement. Le tuteur ayant un mandat général d'agir en sa qualité, tout autre mandataire devait disparaître, et on peut ajouter que les principes du droit sup-

posent que le véritable mandataire ne fait qu'accomplir la volonté de son mandant, or l'interdiction une fois prononcée, c'est le tuteur qui agit, c'est sa volonté qu'on doit suivre.

L'interdiction, produit en matière d'expropriation forcée certains effets que le Code civil a signalés dans les articles 2206 et 2207.

*Article 2206.* — Les immeubles d'un mineur, même émancipé, ou d'un interdit ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

*Article 2207.* — La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un majeur et un interdit si la dette leur est commune.

Il est défendu aux créanciers d'un interdit de mettre en vente ses immeubles avant la discussion du mobilier, c'est une dérogation au principe que tous les biens du débiteur sont également et indifféremment saisissables au profit de ses créanciers. Le législateur a pour but de protéger le patrimoine immobilier de l'interdit, et lui épargner s'il le peut la saisie et l'expropriation de ses biens fonds. Cette règle comporte trois exceptions.

1° La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un capable et un interdit si la dette leur est commune ; d'une part, la présence de l'interdit ne fait pas obstacle à la saisie, car il est de prin-

cipe qu'il ne relève le majeur capable qu'autant que les droits qui leur sont communs sont indivisibles ; d'autre part l'article 2205 du Code civil ne permet pas de saisir la part, indivise du majeur capable pendant qu'on discute les meubles du mineur. Dès lors, une troisième solution s'impose : permettre immédiatement la saisie de tout l'immeuble.

2° La discussion du mobilier de l'interdit n'est pas imposée aux créanciers si c'est au cours de la saisie que l'incapable poursuivi a été frappé d'interdiction. L'intérêt de l'interdit serait compromis si le créancier était obligé d'arrêter le cours de la saisie immobilière pour procéder à la discussion du mobilier et par là augmenter singulièrement les frais des poursuites, de plus, ce serait porter atteinte aux droits qu'a le créancier de continuer des poursuites régulièrement commencées. (Article 207, in fine C. civ.)

3° La discussion du mobilier n'est pas requise. lorsqu'il est déjà prouvé par acte en bonne forme, par exemple, par un procès-verbal de carence ou par une délibération du conseil de famille que ce mobilier n'existe plus ou qu'il est insuffisant pour payer la dette de l'interdit envers le saisissant.

L'interdit légalement étant comme l'interdit judiciaire dans l'impossibilité, quoique pour des causes différentes de sauvegarder son patrimoine, toute mesure de protection du patrimoine doit profiter à l'interdit légalement.

Quelle influence l'interdiction peut-elle avoir sur les délais que la loi accorde pour exercer certains droits ? Peut-elle ou non être invoquée, comme cause de suspension de ces délais. Dans le cas où il s'agit de déchéance, il est bien certain que l'interdiction ne peut prolonger les délais ; mais si c'est une prescription qui est en jeu, l'article 2252 du Code civil est formel : « La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'article 2278 et à l'exception des autres cas déterminés par la loi. » Le tout est de savoir distinguer les cas de déchéance, et les hypothèses de prescription.

Cette impossibilité d'invoquer la prescription contre l'interdit a été imaginée pour que les incapables n'eussent pas à souffrir des négligences de leur tuteur ; les incapables ne pouvant pas agir eux-mêmes ne pouvaient arrêter le cours de la prescription et n'auraient pas eu un moyen judiciaire de traduire leur tuteur négligent devant les tribunaux pour le faire condamner à exercer les droits de son protégé. Par cette disposition, l'insolvabilité du tuteur ne peut porter préjudice à l'incapable, disons toutefois que la question a été controversée en ce qui concerne l'interdit légalement, jouissant de la plénitude de ses facultés. Il aurait pu se rendre compte des prescriptions courant contre lui et avoir recours pour la protection de ses droits au représentant des incapables, c'est-à-dire au Procureur de la Répu-

blique. Nous n'admettons pas cette opinion, le mode d'expiation de sa peine le met dans l'impossibilité de surveiller son tuteur tout autant que l'état mental de l'interdit judiciairement ne permet pas à ce dernier de s'occuper de ses intérêts, mais s'il faut donner à notre article tout le développement qu'il comporte à raison de la généralité de ses termes, il est prudent de ne pas en exagérer la portée. Nous refuserons donc le bénéfice de la suspension de la prescription dans les deux cas indiqués par l'article 2252 ; ce texte soumet les interdits au droit commun pour les prescriptions particulières appelées communément les petites prescriptions qui figurent dans la section 4 du chapitre V et qui s'accomplissent par cinq années ou par un délai de moindre durée. Chose singulière, c'est précisément ici que le besoin de suspension se faisait le plus vivement sentir pour les interdits, car la prescription est d'autant plus menaçante qu'elle est plus courte, et le législateur leur retire sa protection. Cette singularité s'explique par la considération que l'intérêt social en eût souffert et que l'intérêt des incapables ne pouvait être préféré à l'intérêt de tous. Le texte vise un deuxième cas où la prescription n'est pas suspendue à l'égard de l'interdit, il s'exprime en ces termes. « La prescription ne court pas contre les interdits, sauf ce qui est dit à l'article 2278 et à l'exception des autres cas déterminés par la loi. » Nous trouvons un de ces cas

dans l'article 1676, C. civil, aux termes duquel le délai, pour intenter une action en rescision de la vente d'un immeuble pour lésion de plus des sept douzièmes, court contre les interdits.

Il ne faut pas parler de l'article 1663 C. civ., car le délai du rémeré est un délai conventionnel et s'applique non pas à l'exercice proprement dit d'une action, mais à l'arrivée d'une condition résolutoire et, par conséquent il ne doit pas être plus soumis aux règles de la prescription que le délai auquel on aurait subordonné l'arrivée d'une condition quelconque ; du reste, il est bien clair que le délai du reméré ne se prolongerait pas par des actes interruptifs, donc il n'y avait pas à examiner, quant à ce délai, la question de suspension.

Nous dirons la même chose des délais de Procédure, par exemple des délais d'appel, ce ne sont pas des délais de prescription susceptibles d'être arrêtés par une cause de suspension de la prescription, il n'y a donc pas lieu de les soumettre aux règles générales de la prescription.

Il y a d'autres espèces qu'il nous faut examiner successivement et qui ne sont dominées par aucune idée générale qui nous permette de les étudier en bloc.

On sait que l'action en nullité dure dix ans, on sait également qu'il s'est élevé une controverse sur ce délai dont les uns veulent faire un délai de prescrip-

tion, tandis que d'autres en font un pur délai de déchéance. La première opinion part du principe que tous les éléments constitutifs de la prescription libératoire se rencontrent dans l'hypothèse de l'action en nullité. qu'il y a donc lieu d'appliquer les règles de la prescription et de soutenir que cette prescription de dix ans est suspendue si le titulaire de cette action vient à être frappé d'interdiction légale ou judiciaire. C'est à cette opinion que nous donnons la préférence.

Autre hypothèse : L'article 316, C. civ. visant l'action en désaveu de paternité dispose que dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant, dans les deux mois après son retour si à la même époque il est absent, et dans les deux mois après la découverte de la fraude si on lui avait caché la naissance de l'enfant. Les délais dont il s'agit vont-ils être suspendus comme des délais de prescription, si au cours de ces délais le mari vient à être frappé d'interdiction judiciaire ou légale ? Ou bien sont-ce des délais de déchéance qui doivent courir malgré la survenance de l'incapacité ? Nous sommes d'avis qu'il faut appliquer ici les règles de la prescription et en admettre la suspension, ce qui nous détermine c'est l'assimilation inévitable entre l'action en nullité des contrats et l'action en désaveu l'expiration du temps produit à l'égard de

l'enfant, l'effet de l'expiration du délai de dix ans au cas de nullité, ou mieux elle lui confère la propriété inattaquable de son état. On objecte que la brièveté de délais donnés au mari pour agir montrent bien que le législateur n'admet pas ici la suspension qui pourrait durer très longtemps, pendant toute la vie du mari. Il faut répondre que cette situation a été reconnue possible par le législateur lui-même dans l'article 317, C. civ. Ce texte, en effet, prévoit l'hypothèse où les héritiers contestent la légitimité de l'enfant ou bien sont attaqués par l'enfant légitime lui-même qui essaie de les dépouiller de la succession. Or, dans ces hypothèses, le délai ne court que du jour où l'enfant s'est posé en contradicteur de leurs droits, et comme cette contradiction peut se présenter à toute époque, dix, vingt ans après la mort du mari, notre hypothèse précédente peut donc facilement être admise.

Les articles 809 et 886, C. civ. nous présentent également des hypothèses dans lesquels il faut admettre la suspension de la prescription, le premier article donne aux créanciers d'une succession un recours contre les légataires payés à leur détriment par l'héritier bénéficiaire et la loi assigne à ce recours une durée de trois ans. Si ce créancier vient à être frappé d'interdiction dans le cours de ce délai, la suspension se produit et le délai ne s'achèvera qu'après la cessation de l'interdiction. La raison qui nous déter-

mine est que cette durée de trois ans n'est qu'une réduction du délai ordinaire de trente ans, mais pour être réduite la prescription ne change pas de nature et par conséquent elle doit être soumise aux règles qui régissent la prescription en générale.

L'article 886 donne au co-partageant qui a reçu dans son lot une rente contre un insolvable, une action en garantie dont la durée est réduite à cinq ans, mais il n'y en a pas moins là une prescription libératoire à laquelle s'appliquent les règles de suspension de la prescription.

L'article 957 du Code civil prévoit le cas d'une révocation de donation entre-vifs pour cause d'ingratitude et donne au donateur une action en revendication limitée à la durée d'une année ; ici encore nous estimons que la suspension de la prescription peut avoir lieu en cas d'interdiction. On pourrait objecter qu'après l'expiration d'une année le donateur est présumé avoir pardonné, et que, quoiqu'il arrive, cette présomption ne s'induit pas d'un autre délai. Nous répondrons que l'interdiction survenant la volonté de pardonner au donataire coupable est sans valeur en cas d'interdiction judiciaire, de même en cas d'interdiction légale ; l'inaction du tuteur pendant le reste du délai ne pourrait être prise en considération.

L'article 1622 du Code civil soulève également une difficulté, supposant que le vendeur n'a pas dé-

livré la contenance promise au contrat, donne au vendeur une action en supplément de prix en cas d'excédent, et à l'acheteur une action en diminution de prix ou de résiliation du contrat en cas de déficit et ces actions doivent être intentées dans l'année à compter du jour du contrat à peine de déchéance. Faut-il décider que ce délai ne serait pas prolongé si le vendeur ou l'acheteur venait au cours de l'année à être frappé d'interdiction judiciaire ou légale ? Notre opinion est qu'en cette matière ces actions doivent être assimilées aux actions en nullité ou en rescision de contrat qui sont soumises, comme nous l'avons vu, aux règles de la prescription. En effet, elles ne sont que des actions fondées sur l'erreur ou la lésion, fondement commun aux actions en nullité ou en rescision.

L'article 1854 du Code civil prévoit le cas où les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, il dispose que ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est pas évidemment contraire à l'équité et décide que nulle réclamation n'est admise à ce sujet s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution. Nous ne pensons pas ici que, si dans le cours des trois mois un associé venait à être frappé d'interdiction judiciaire ou légale, une sus-

pension de délai jusqu'à la fin de l'interdiction puisse être admise. Ce texte ne nous paraît pas établir un cas de nullité ; mais plutôt consacrer une condition résolutoire tacite, cette condition consiste en ce que le règlement des parts de chaque associé sera évidemment contraire à l'équité, l'évidence devant être démontrée par une réclamation presque immédiate, le délai est donc assigné par la convention des parties à l'événement même qui résoudra le contrat, partant ce n'est pas un délai de prescription susceptible d'être prolongé par une cause de suspension.

L'article 559, C. c. vise l'hypothèse où un fleuve, une rivière navigable ou non enlève par une force subite une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, l'article décide que le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété, mais qu'il est tenu de former sa demande dans l'année, qu'après ce temps, il ne sera plus recevable, à moins que le propriétaire du champ auquel la partie enlevée, a été unie, n'eût pas encore pris possession de celle-ci ; dans cette hypothèse, qu'arriverait-il si le propriétaire de la partie enlevée était frappé d'interdiction légale ou judiciaire dans le cours de l'année ? Y aurait-il là une suspension de prescription ? A bien considérer les circonstances constitutives de cette hypothèse, il est difficile d'y

apercevoir soit une prescription à fin de se libérer, soit une prescription à fin d'acquérir.

Enfin, l'article 880, C. civ. établit un délai de trois ans pour demander la séparation des patrimoines au cas où les créanciers d'une succession veulent être préférés sur les biens du défunt aux créanciers de l'héritier. Nous pensons que ce délai ne pourrait pas être prolongé par la survenance d'une interdiction. Le contraire semble résulter du texte même qui déclare que le droit du créancier se prescrit relativement aux meubles par le délai de trois ans. Nous ne voyons pas, en effet, dans cette hypothèse que, le délai expiré, une prescription se soit accomplie, soit une prescription extinctive de dette, soit une prescription acquisitive, il n'y a donc là qu'un délai de déchéance qui n'est pas gouverné par les règles de la prescription.

On voit par les discussions qui précèdent, combien est subtile la distinction entre les textes qui établissent des déchéances et ceux qui établissent des prescriptions. Les premiers ne tombent pas sous l'application de l'article 2252 C. civ. et ne sont soumis au principe général qu'il pose ni aux exceptions qu'il indique, et par conséquent sont soustraits à la sphère des suspensions de prescription, par opposition aux autres textes qui sont compris dans les limites de l'article.

§ 1. — *Incapacité de l'interdit en dehors du droit civil.*

L'interdiction exerce son influence non seulement en droit civil, mais dans toutes les branches de la législation, en droit constitutionnel, en droit administratif, en droit criminel, en droit commercial, en Procédure civile.

*Droit constitutionnel.* — Sont électeurs sans condition de cens, tous les Français âgés de vingt-un-ans accomplis jouissant de tous leurs droits civils et politiques ; ce principe est proclamé par l'article 12 du décret du 2 février 1852. L'article 15 du même décret donne ensuite la liste des incapables en matière d'élection. « Ne doivent pas être inscrits sous les listes électorales.... 16° les Interdits...

Si cette disposition n'avait pas retiré expressément ce droit aux interdits, on aurait pu soutenir que l'interdit judiciairement a la capacité de voter, lorsqu'il est dans un intervalle lucide. En effet, la prescription de l'article 502 du Code civil ne peut être appliquée que dans le domaine des affaires civiles, cela est d'évidence, nous avons même vu que dans cette sphère elle est contestée à l'égard des droits exclusivement attachés à la personne, qui ne peuvent être exercés par l'intermédiaire d'autrui, à plus forte raison aurait-on dû en refuser l'application à l'égard

des droits que la Constitution reconnaît à chaque citoyen.

Un texte seul pouvait retirer l'électorat aux interdits se trouvant dans des intervalles lucides.

C'est un principe constitutionnel qu'il faut être plus exigeant pour l'éligibilité que pour l'électorat, ainsi en France il faut 25 ans accomplis pour être élu député et quarante ans au moins pour être élu sénateur, il est donc tout naturel de trouver dans les règles sur l'éligibilité une incapacité envers l'interdit ; aussi l'article 27, du même décret, déclare-t-il indigne d'être élu, les individus désignés aux articles 15 et 16 parmi lesquels figurent les interdits.

Les électeurs sénatoriaux eux-mêmes ayant été élus et l'éligibilité manquant aux interdits, ceux-ci ne peuvent être électeurs sénatoriaux.

Les interdits ne peuvent non plus figurer sur la liste électorale municipale qui est relative à toutes les élections locales, aux élections, aux conseils généraux (loi du 10 août 1871, art. 5) aux élections aux conseils d'arrondissement (loi du 30 juillet 1874, art. 3) et aux élections municipales (loi du 7 juillet 1874). En effet, l'article 7 de la loi du 7 juillet 1874 se réfère sur ce point au décret du 2 février 1852.

Quant à l'interdit légalement, la privation du bénéfice de l'électorat et de l'éligibilité figurant dans les déchéances qu'emporte avec elle la dégradation civique, cette privation ne résulte pas de l'état d'in-

terdiction légale et se trouve par conséquent en dehors de notre sujet.

*Droit administratif.* — Pour rendre les conventions amiables plus faciles et plus fréquentes en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, la loi diminue les obstacles légaux à l'aliénation et à la fixation du prix des biens des interdits. Leurs tuteurs peuvent traiter après autorisation du tribunal donnée sur simple requête, le ministère public entendu. L'article 13 de la loi du 3 mai 1841 décide que si des biens d'interdits sont compris dans les plans déposés en vertu de l'article 5 ou dans les modifications admises par l'administration supérieure, aux termes de l'article 11 de la présente loi, les tuteurs peuvent, après autorisation du tribunal donnée sur simple requête en la Chambre du conseil, le ministère public entendu, consentir amialement à l'aliénation des biens. Le tribunal ordonne les mesures de conservation ou de remploi qu'il juge nécessaires. Art. 25 : Les tuteurs peuvent valablement accepter les offres énoncées en l'article 23 s'ils y sont autorisés dans les formes prescrites par l'article 13.

Comme ces règles ne régissent que l'administration des biens, elles sont sans aucun doute applicables aux tuteurs des interdits légalement.

*Droit criminel.* — Il y a lieu de se demander si la présomption d'absence d'intervalle lucide est appli-

cable en matière de responsabilité pénale? L'interdit judiciairement n'a pas le droit en matière pénale d'invoquer la présomption, qu'étant réputé n'avoir pas d'intervalle lucide, il était légalement inconscient, au moment où il a commis le délit qui lui est reproché. La seule démence au temps de l'action est une cause de non imputabilité pénale. On en a donné pour raison, moins bonne, il nous semble que l'interdiction ne suppose pas précisément l'absence totale de l'intelligence, mais plutôt un affaiblissement de l'esprit. (Garraud, t. I, n° 214. Trebutien, t. I, p. 122. Valette sur Proudhon, t. II, p. 516. Demolombe, t. VIII, n° 635. Chauveau: F. Hélie et Villey, t. 1, n° 352). Ce n'est donc pas contredire le jugement qui a prononcé l'interdiction que de condamner dans un jugement correctionnel l'interdit, pour avoir commis un délit dans un intervalle lucide. Nous devons néanmoins reconnaître que l'interdiction fait présumer l'absence d'intelligence et que c'est au ministère public à établir que l'inculpé a bien agi dans un moment de lucidité. En fait, il faut bien convenir qu'il est très difficile de reconnaître sûrement le retour de l'aliéné à la raison, ce qui est une question purement médicale. Et encore malgré l'avis du médecin expert, il n'est guère possible d'affirmer, avec certitude, l'état d'âme, l'état de rémission au moment de l'acte délictuel (Carnot, t. I, p. 202 sur l'art. 64. Legrand du

Saulle, *la folie dev. les Tribunaux*, p. 118, *la folie héréditaire*, p. 71).

Des considérations précédentes, il résulte que l'interdit légalement ne peut en aucune façon invoquer en matière pénale, l'assimilation qui a été faite entre l'interdiction légale et l'interdiction judiciaire. En pleine possession de ses facultés intellectuelles, il est pleinement responsable, conformément au droit commun, de ses actes délictueux.

L'interdiction légale pour les criminalistes est une peine d'une nature particulière attachée à toutes peines afflictives et infamantes perpétuelles ou temporaires, enlevant au condamné l'exercice de ses droits civils. Il faut remarquer toutefois que ce n'est pas une peine proprement dite, qu'on pourrait la considérer plutôt comme une mesure prise à la fois dans l'intérêt du condamné et dans l'intérêt de la société; le législateur, en effet, confie le soin des biens du condamné à un tuteur, parce qu'il est impossible à ce dernier, du lieu où il se trouve, d'administrer ses biens d'une manière satisfaisante; dans l'intérêt de la société, il est nécessaire qu'il ne puisse apporter des adoucissements à sa peine, et se procurer à prix d'argent des moyens d'évasion.

Pour être logique, il faut dire que si dans bien des hypothèses, le législateur agit comme si c'était une pénalité, d'autrefois il tire ses règles de l'idée que c'est une mesure de protection, c'est donc une insti-

tution juridique qui a un caractère mixte : le caractère pénal et le caractère civil.

Il existe deux institutions qui se rapprochent de l'interdiction légale et qui cependant ne doivent pas être confondues avec elle, c'est d'abord l'interdiction partielle des droits civiques, civils et de famille, laquelle est une peine correctionnelle, tandis que l'interdiction légale est une peine accessoire des peines criminelles. C'est ensuite la dégradation civique qui enlève au condamné de nombreux droits, sans porter par elle-même atteinte à celui d'administrer son patrimoine, tandis que ce droit lui est enlevé par l'interdiction légale (Cass. 4 déc. 1856).

*En droit commercial*, on est amené à parler de l'interdit au sujet de la capacité requise pour faire le commerce et aussi dans la question de savoir si les délais que le Code de commerce impartit aux intéressés dans les articles 64, 108, 109 du Code de commerce, sont des délais de prescription suspendus par l'interdiction.

1° Les interdits ont-ils la capacité de faire le commerce ?

Les interdits judiciairement n'ont pas la capacité de faire le commerce autrement que conformément au droit commun qui les régit. Ils peuvent bien faire des actes isolés de commerce par leur tuteur, mais alors dans bien des cas, le conseil de famille et l'homologation du tribunal devront intervenir. Or, de pareilles formalités sont incompatibles avec la célé-

rité des affaires commerciales et la possibilité d'exploiter une branche de commerce quelconque.

Cela est si vrai que quand il s'est agi de la capacité du mineur de faire le commerce, le législateur a écarté en plusieurs points le droit commun qui régit la tutelle ou la puissance paternelle, s'il a été habilité à faire le commerce en suivant les formalités de l'article 2, du Code de commerce, alors on lui appliquera l'article 1308 du Code civil qui déclare que le mineur commerçant, banquier ou artisan n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris en raison de son commerce ou de son art ; nous lui appliquerons également l'article 487 du Code civil, aux termes duquel le mineur émancipé qui fait un commerce est réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce.

Comme on le voit, ces articles ont suspendu l'application du droit commun au profit du mineur, et lui ont rendu possible la profession commerciale, mais comme aucune disposition semblable n'est intervenu au profit de l'interdit judiciairement, nous ne pouvons pas admettre que dans un intervalle lucide il puisse fonder une maison de commerce pour se livrer aux actes commerciaux en dehors du droit commun qui régit les interdits.

Supposons qu'au moment de son interdiction il gérât une maison de commerce, ou bien qu'il lui est advenu par succession une maison commerciale :

Nous ne voyons, en cas pareil, que le procédé suivant conforme au droit commun. Que le tuteur donne à bail l'exploitation de ce commerce ou bien que lui-même prenne ce bail à son compte avec l'autorisation du conseil de famille et l'intervention du subrogé-tuteur (art. 450, C. civ.)

Quant à l'interdit légalement, le mode d'expiation de son crime ne saurait se concilier évidemment avec les nécessités de la vie commerciale.

2° Le Code de commerce décide dans son article 64 que toutes actions contre les associés non liquidateurs et leurs veuves ou ayants cause sont prescrites cinq ans après la dissolution de la Société; dans l'article 108 modifié par la loi du 11 avril 1888 que les actions pour avaries, pertes ou retards auxquels peut donner lieu contre le voiturier le contrat de transport sont prescrites dans le délai d'un an, et que toutes les autres actions auxquelles ce contrat peut donner lieu tant contre le voiturier ou le commissionnaire que contre l'expéditeur ou le destinataire sont prescrites dans le délai de cinq ans; et enfin dans l'article 169 que les endosseurs sont déchus de toutes actions en garantie contre leurs cédants après les délais prescrits dans les articles 160 à 168. Relativement à ces délais, se pose la question suivante: Ces délais sont-ils des délais de prescription que l'interdiction soit légale, soit judiciaire survenant peut prolonger en vertu des règles sur la

suspension de la prescription ; ou bien ne sont-ils que des délais de déchéance que la survenance d'une incapacité quelconque ne pourrait prolonger ?

Notre opinion est que les courtes prescriptions commerciales échappent aux causes de suspension. Nous n'appuyons pas notre décision sur l'article 2278, C. civ. parce que suivant nous il n'est applicable qu'aux prescriptions particulières établies dans la section 4, du chapitre V de la prescription. On ne peut pas établir par des arguments de texte notre proposition, mais il est certain que l'esprit général du Droit commercial impose cette solution. Le commerce veut avant tout des situations nettes, une liquidation rapide des affaires embarrassées. En ce sens, on comprend facilement que le Code de commerce n'ait nullement parlé des suspensions de prescription ; il nous paraît donc probable que l'interdiction survenant au cours des délais ci-dessus rappelés, n'est pas une cause de suspension de ces délais.

*Procédure civile.* En Procédure civile, nous avons à rechercher si la présomption de l'article 502 est applicable aux actions et aux jugements. Au premier abord, il semble que l'article 502, du Code civil, ne vise que les actes émanant du fait de l'interdit personnellement, mais les divers principes d'après lesquels on a admis qu'il y avait lieu à distinction dans l'article 502 permettent d'admettre la présomp-

tion même pour les actions et les jugements; d'ailleurs le jugement n'implique-t-il pas un contrat, judiciaire il est vrai, par conséquent défendu à l'interdit (Massé et Vergé sur Zachariæ, t. I, p. 471. — Demolombe, t. VIII, n° 632). — En conséquence, toute poursuite exercée contre un interdit et tout jugement obtenu contre lui, depuis le jugement d'interdiction sont frappés de la nullité de l'art. 502 (Riom, 14 fév. 1842. S. 42. 2. 153). Poitiers, 1<sup>er</sup> fév. 1842. P. 42. 1. 749). (Demolombe, t. VIII, n° 630).

## SECTION II

### Des actes antérieurs à l'interdiction.

Quelle est la valeur des actes antérieurs à l'interdiction passés soit par l'interdit légalement, soit par l'interdit judiciairement?

#### § I. — *Des actes passés par l'interdit judiciairement.*

La nullité des actes antérieurs à l'interdiction a pour fondement juridique la notoriété de la cause d'interdiction. L'article 503 dispose, en effet, que les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annu-

lés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits.

En l'absence de ce texte, celui qui attaque l'acte devrait prouver l'absence de consentement, preuve qui n'est pas facile. D'après l'article 503, il suffira d'établir, non pas que la folie elle-même, que l'incapacité de consentir, existait notoirement au moment de la passation de l'acte, mais seulement qu'à ce moment l'état habituel de folie était notoire. Peu importe si le tiers contractant ignorait cet état notoire de folie, il ne peut arguer de sa bonne foi pour demander la validation de l'acte ; et pourtant si le tribunal venait à valider l'acte en vertu de son pouvoir discrétionnaire, et attendu la bonne foi du tiers, cet acte deviendrait valable, et contre cette décision l'interdit de son représentant n'aurait aucun recours. La loi ne serait pas violée, mais on peut dire que l'esprit n'en serait nullement respecté (Zacchariæ, t. I, p. 260. — Aubry et Rau, t. I, § 127, p. 523. — Demolombe, t. VIII, n° 657). (Rennes, 16 nov. 1813, S. et P. chr.).

Les motifs de ces dérogations aux principes apparaissent facilement. Celui qui contracte avec une personne notoirement imbécile, notoirement en démence, est lui-même notoirement de mauvaise foi. On suppose que la notoriété de la cause d'interdiction existe quant à lui, et ne lui laisse aucun prétexte pour affecter une ignorance tout à fait invrai-

semblable (Emery, *Exposé des motifs*, n° 12. Loqué, t. III, p. 473).

La nullité établie par l'article 503 ne peut être qu'une nullité facultative pour le tribunal. Il peut, malgré l'existence notoire de l'aliénation mentale, maintenir l'acte, s'il pense en fait que l'interdit a contracté dans un intervalle lucide, alors que la nullité qui régit les actes postérieurs enlève au tribunal toute appréciation personnelle : ces actes sont nuls de droit. Quelle peut être la raison de cette différence ? La notoriété avant le jugement d'interdiction peut faire naître une probabilité d'incapacité intellectuelle, qui doit céder devant la réalité, tandis que le jugement d'interdiction implique une présomption irréfutable d'impossibilité de donner à l'acte un consentement suffisant (Toullier, t. II, n° 1361. — Demolombe, t. VIII, n° 657. — Vigier, t. I, n° 907).

Cette nullité ne peut s'appliquer qu'aux actes volontaires de l'interdit. Avant son interdiction, l'individu même en état de démence était vis-à-vis des tiers encore à la tête de son patrimoine. Si ceux-ci avaient donc à faire dresser un protêt faute d'acceptation [ou de paiement, à lui signifier des actes de procédure, ils ne pouvaient s'adresser qu'à la personne du dément, et la notoriété de la démence ne pourrait être dans ces espèces d'aucune considération (Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1181, Laurent,

t. V, n° 317) (Douai, 18 févr. 1848 : S. 48. 2. 563). On a même étendu l'exception aux actes purement moraux par opposition aux actes pécuniaires (Caen, 19 janv. 1845, S. 45. 1. 246).

On s'est demandé si l'article 503 s'applique aussi aux donations et testaments. Dans l'opinion générale, cet article ne s'applique qu'aux actes à titres onéreux, quant aux actes à titre gratuit on reste exclusivement sous l'empire du droit commun, c'est-à-dire de l'article 901 (Cass. 21 fév. 1887 : S. 87, 1, 296) (Demolombe, t. XVIII, n° 456. Huc. t. III, n° 521).

En conséquence, si une donation entre vifs ou un testament ont été faits avant l'interdiction, il ne suffira pas, pour obtenir la nullité de l'acte, de prouver que la cause de l'interdiction était notoire au temps de la libéralité, mais il sera nécessaire d'établir la démence du disposant au moment même de l'acte. On adresse à ce système un grave reproche. On fait ressortir qu'il rend plus difficile l'annulation des actes les plus importants (Laurent, t. II, n° 109. Baudry-Lacantinerie et Collin, *Traité des donat.* t. I, n° 245).

L'article 1304 limite à une durée de dix ans le droit de demander la nullité d'un contrat, et rien ne s'oppose à l'application de cette règle aux actes annulables pour existence notoire de la démence au moment de leur passation. Mais le point de départ comptera à partir du jour de la mainlevée de l'interdiction. Cette prescription de 10 ans ne peut cou-

rir avant le jugement d'interdiction, car l'individu reste capable jusqu'au jour où son incapacité sera établie ; et en conséquence l'action en nullité ne naîtra à son profit qu'à partir du jugement.

De plus, comme la prescription est suspendue pendant la durée de l'interdiction, elle ne pourra courir que du jour de la main-levée de l'interdiction (Angers, 1<sup>er</sup> mars 1845 : D. 45, 2, 61) (Aubry et Rau, t. IV, p. 280, § 239, texte et note 34. Demolombe, t. XXIX, n° 158).

Les principes exigent que la preuve, que l'état notoire de démence existait au jour où l'acte attaqué a été passé, soit à la charge du demandeur qui attaque cet acte. Ce n'est point au défendeur à prouver que l'auteur de l'acte était dans un moment de lucidité. En effet, c'est à celui qui affirme une situation exceptionnelle à prouver ses affirmations ; or, l'interdit ayant été capable jusqu'au jour du jugement d'interdiction, à moins que sa folie n'ait été notoire, c'est au demandeur qu'incombe la preuve de l'exception de la capacité.

La nullité de l'article 503 n'est point une nullité radicale, elle n'implique nullement l'inexistence légale de l'acte. Cette annulation n'est pas motivée par une absence de consentement, mais sur la simple probabilité, que le contractant a pu être en démence au moment de l'acte. Or, une simple probabilité sur l'état mental d'une personne ne pourrait pas

créer, comme une certitude, une inexistance légale.

Enfin, une difficulté peut s'élever sur la véritable date des actes souscrits par l'interdit. Il est possible que l'acte ait été passé pendant l'interdiction, et reporté par une antidate avant l'interdiction. Ou bien il a été passé avant l'interdiction et une antidate le reporte à une époque antérieure à sa passation. Dans tous ces cas, l'interdit soutient que l'autre partie n'a voulu traiter avec lui qu'à ces conditions.

Si ces actes sont antérieurs au jugement, ils sont soumis à la nullité facultative pour le Tribunal de l'article 503, C. civ., s'ils sont postérieurs, c'est la nullité impérative qui reçoit ici son application ; il importe donc beaucoup de connaître exactement la date. De même si l'acte passé, avant le jugement, a été antidaté, il faut en préciser l'époque pour savoir si à la véritable date, la démence de la personne était notoire. Il faut décider que si l'interdit ou ses représentants affirment l'antidate, c'est à eux de la prouver.

Cette question est pleine d'incertitude et de confusion. Certains arrêts ont décidé que lorsqu'un acte porte une date antérieure à l'interdiction, elle doit être présumée mensongère jusqu'à ce que l'adversaire de l'interdit ait établi par les moyens de l'article 1328, C. civ. la certitude de la date. (Angers, 8 déc. 1813 : S. et P. chr. Rouen, 22 juillet 1828) (Paris,

26 juin, 1838 : S. 38, 2, 417) sinon, dit-on, rien ne serait plus facile que d'éluder la loi, il suffirait d'antidater l'acte passé pendant l'interdiction. La doctrine oppose que nulle part la loi n'a établi la présomption de la fausseté de la date, qu'il faut donc s'en remettre sur ce point aux principes généraux. Quels sont-ils ? Par lui-même, l'acte sous-seing privé non reconnu ne fait aucune foi. Pour qu'un débat puisse s'élever sur la date, il faut donc supposer que l'acte sous-seing privé a été reconnu en justice. Si l'interdit prétend que la mention de la date est mensongère, il faut alors distinguer, si en attaquant cette mention il attaque le matériel ou le moral de l'acte. S'il prétend par exemple que cette date a été ajoutée après la confection de l'acte, c'est le matériel de l'acte qui est attaqué, l'interdit devra s'inscrire en faux. S'il prétend que l'acte a été antidaté de commun accord, c'est la vérité de la mention qui se trouve niée, c'est la preuve contraire ordinaire, (Laurent, t. V, n° 320. Villey, p. 63 et suiv.). Il faut ajouter que cette preuve du contraire pourra être faite par tous les moyens possibles par témoins, par présomptions, en vertu de l'article 1353, C. civ.

§ II. — *Des actes passés par l'interdit légalement.*

Il nous reste à examiner la valeur des actes passés par l'interdit légalement, avant le moment où son

interdiction légale a commencé ; c'est-à-dire avant le moment où l'arrêt qui l'a condamné est devenu irrévocable.

Les actes qu'il a passés avant ce moment sont valables, la tutelle n'existe pas encore, les tiers peuvent traiter avec le prévenu ou l'accusé, c'est la conséquence forcée de la présomption d'innocence établie en sa faveur. De plus, l'arrêt de condamnation ne rétroagit pas dans le passé, la rétroactivité étant une fiction ne peut être invoquée par personne du moment que le législateur ne l'a pas expressément formulée. Il est à remarquer d'ailleurs que dans tout le cours du procès pénal, il ne sera pas nommé un administrateur provisoire, comme cela se pratique dans la procédure de l'interdiction judiciaire ; c'est encore une conséquence de la présomption d'innocence en sa faveur.

Il existe donc une différence profonde entre les actes passés avant la condamnation et ceux passés après ; les premiers sont valables, les seconds sont nuls ; de là un intérêt considérable à savoir si la date de l'acte est loyale et sincère, si on se trouve ou non en face d'une antidate. Quand donc peut-on dire que la date de l'acte est certaine ? Est-ce seulement quand l'acte est enregistré, conformément à l'article 1328, C. civ. ou quand l'un des signataires est décédé ou lorsque la substance de l'acte est constatée dans des actes dressés par des officiers publics. Pour

résoudre ces différentes questions nous admettons les mêmes distinctions déjà développées relativement aux actes passés par l'interdit judiciairement avant le jugement d'interdiction. En conséquence si c'est l'interdit qui invoque l'incertitude de la date, il devra, suivant les cas, ou s'inscrire en faux contre cette mention ou au contraire suivre la procédure ordinaire de la preuve du contraire, suivant qu'en attaquant la date il attaquera le matériel ou le moral de la mention qui exprime la date, (Rouen, 7 mai 1806 : S. et P. chr.) (Nancy, 5 juin 1828, S et P. chr.) Cass. 22 mars 1825, S. et P. chr.).

## TITRE III

### Cessation de l'incapacité de l'interdit.

Les causes de cessation de l'incapacité de l'interdit varient suivant qu'il s'agit de l'interdiction judiciaire ou de l'interdiction légale.

#### SECTION I

##### Fin de l'interdiction judiciaire

L'interdiction judiciaire prend fin ou par la mort de l'interdit, ou par la mainlevée de l'interdiction, que prononce la justice quand les causes de l'interdiction ont cessé. Sur la demande en main levée de l'interdiction, nous aurons à rechercher : 1° le Tribunal compétent ; 2° les personnes qui ont qualité pour

requérir la mainlevée ; 3° les formalités prescrites pour parvenir à la mainlevée ; 4° les effets du jugement ; 5° la publicité et 6° les voies de recours.

### I. — *Tribunal compétent.*

La demande en mainlevée de l'interdiction doit être portée devant le tribunal du domicile de l'interdit (art. 102, C. c.). Le doute est possible entre le domicile de la tutelle et le domicile de l'interdit. Si l'on pense que le domicile de l'interdit a été fixé d'une façon immuable au moment de l'organisation de la tutelle, ce sera le domicile primordial qui déterminera le domicile compétent (Demolombe, t. VIII, n° 682. — Bertin, t. I, n° 704). Dans le cas contraire on dira que c'est devant le tribunal du domicile de l'interdit au moment de la demande, que celle-ci doit être portée (Bioche, V° *Interdiction*, n° 134. — Carré. t. III, Quest. 3.038).

### II. — *Qui peut requérir la mainlevée de l'interdiction ?*

La loi ne s'en occupe pas ; on rentre donc purement et simplement dans la règle générale qui donne qualité pour agir à celui qui a intérêt, c'est-à-dire, ici évidemment à l'interdit lui-même. Toutefois on a objecté à cette solution que tant que l'interdiction

subsiste, l'accès de la justice lui est interdit (Laurent, t. V, n° 330). On répond que l'incapacité légale dont il est encore frappé lorsqu'il forme sa demande, ne doit pas faire obstacle à ce qu'il agisse par lui-même et en son propre nom, car sa demande tend précisément à faire déclarer que cette incapacité n'a plus de cause au moment où il agit. La même idée tend d'ailleurs à démontrer que son tuteur, par la nature même de sa fonction, est sans qualité pour le représenter dans cette action (Demolombe, t. VIII, n° 678. — Valette, p. 378. — Aubry et Rau, t. I, p. 126, n° 522, texte et note 17). (Bordeaux, 8 mars 1822). (Riom, 2 déc. 1830 : S. 33-2-493). (Aix, 31 juillet 1884, S. 86-2-42).

Le législateur n'a pas indiqué non plus contre qui la demande en mainlevée devait être formée : la règle générale que nous adoptons est que les personnes qui ont qualité pour requérir l'interdiction, ont, par la force des chose, qualité pour combattre la demande en mainlevée. Par conséquent, elles peuvent intervenir dans l'instance. Si ces personnes ne viennent pas au procès, nous ne pensons pas que le demandeur ait besoin pour suivre sa demande de la diriger contre un contradicteur quelconque ; la famille est dûment avertie puisqu'elle est nécessairement appelée à donner son avis sur l'état du demandeur, c'en est assez, pour provoquer, s'il y a lieu, les interventions (Laurent, t. V, n° 330-331. — Bioche,

V. *Interdiction*, n° 132. — Delvincourt, t. I, p. 133, note 4).

### III. — *Des formalités.*

L'interdiction ne cesse pas de plein droit avec les causes qui l'ont déterminée, mais la cessation de ces causes doit en faire prononcer la mainlevée si elle est demandée. Ainsi un jugement est nécessaire pour rendre la capacité qu'un jugement précédent avait enlevée et comme la question est la même dans les deux cas, il est logique que l'affaire s'instruise et se juge dans la même forme. C'est l'idée exprimée par l'article 512 du Code civil en ces termes : L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée : néanmoins la mainlevée ne sera prononcée qu'en observant les formalités prescrites pour parvenir à l'interdiction, et l'interdit ne pourra reprendre l'exercice de ses droits qu'après le jugement de mainlevée ; ainsi la requête au Président, la communication au ministère public, la nomination du rapporteur, l'avis du conseil de famille, l'interrogation, l'enquête s'il y a lieu, puis le jugement publié sur le fond, toutes ces formalités doivent être observées pour la mainlevée de l'interdiction (Demolombe, t. VIII, n° 683). De ce que la mainlevée de l'interdiction ne peut être prononcée que suivant les formes exigées pour la prononciation de l'interdiction, il ne

s'en suit pas que les tribunaux soient obligés d'ordonner la convocation du conseil de famille, toutes les fois qu'un interdit demande la mainlevée de son interdiction. La Cour de cassation dans son arrêt du 13 janvier 1864, (S. 64. I. 19), a décidé avec raison que la demande en mainlevée peut être rejetée de plano et sans qu'il soit besoin de convoquer le conseil de famille, si des faits dès lors constants établissent que la situation de l'interdit n'a pas été modifiée.

#### IV. — *Effets du jugement.*

Les effets du jugement qui prononce la mainlevée de l'interdiction ne remontent pas au jour de la demande, en conséquence, si la mainlevée n'était accordée que par l'arrêt infirmatif, l'incapacité de l'interdit n'aurait cessé qu'à partir de cet arrêt. Il est à remarquer qu'en prononçant la mainlevée de l'interdiction, le tribunal peut nommer un conseil judiciaire à l'interdit (Bruxelles, 20 juillet 1894. — Sic : (Laurent, t. V, n° 335).

#### V. — *Publicité.*

Aux termes de l'article 897 du Code de procédure civile modifiée par la loi du 16 mars 1893, les demandes en mainlevée d'interdiction seront sou-

mises... quant à la publicité de la décision, aux mêmes règles que les demandes en interdiction (V. Décr. 9 mai 1893). Avant cette nouvelle loi on prétendait que la publication du jugement ne faisant pas partie des formalités prescrites pour parvenir à l'interdiction n'était pas nécessaire. On disait que les tiers n'avaient pas, à la publication de la mainlevée, l'intérêt qu'ils ont au contraire à celle de l'interdiction ; quant à l'interdit, il avait toujours dans le jugement qu'il avait obtenu le moyen de justifier du rétablissement de sa capacité. La nouvelle loi a fait disparaître toutes ces difficultés.

#### VI. — *Voies de recours.*

Le jugement qui prononce sur la demande en mainlevée de l'interdiction, est susceptible d'appel de la part de ceux qui y ont figuré. Ainsi le tuteur contre qui la demande aurait été formulée a droit de former appel ; mais le ministère public qui n'est que partie jointe dans ce procès n'a pas qualité pour interjeter appel du jugement qui prononce la mainlevée de l'interdiction (Cass. 14 juin 1842. S. 42. I. 742). Tout membre du conseil de famille appelé à donner son avis sur une demande en mainlevée peut appeler du jugement qui, contrairement à l'opinion par lui émise rejette la demande (Nîmes, 3 juin 1846. S. 48, 2, 158).

Ce n'est pas contrevenir à la règle qui défend de former en appel des règles nouvelles que d'invoquer des faits postérieurs au jugement de première instance.

Pour les autres voies de recours ce sont les règles du droit commun qui doivent être observées.

## SECTION II

### Fin de l'interdiction légale.

L'interdiction légale finit totalement ou elle finit partiellement.

I. — L'article 30 du Code pénal dit que l'interdiction légale cesse de plein droit à l'expiration de la peine sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire quelconque pour en prononcer la mainlevée (Boitard, n° 78). Or, la peine cesse non seulement lorsqu'elle est exécutée, mais aussi en cas de grâce, en cas d'amnistie ou en cas de commutation de peine criminelle en peine correctionnelle (Cass. 14 août 1865). (S. 65, I, 456). (Garraud, t. I, n° 337).

Que décider en cas de prescription de la peine ? Le principe étant que la prescription de la peine principale ne libère pas le condamné des incapacités qu'il a encourues, il faut décider que l'interdiction légale doit persister à moins qu'un texte n'ait

édicte une règle contraire. Or, l'article 29 du Code pénal n'établissant l'interdiction légale que pour la *durée de la peine* doit cesser avec l'extinction de cette peine. C'est l'opinion de la majorité des auteurs (Garraud, t. II, n° 73. — Bertauld, p. 640. — Contra Villey, p. 542).

Que décider en cas d'évasion de celui qui a été condamné contradictoirement ? On pense généralement que l'interdiction légale continuera de frapper le prisonnier évadé, et cela tant que durera sa peine (Boitard, n° 79. — Garraud, t. II, n° 48). L'assimilation entre le contumax et l'évadé n'est pas possible en notre matière, car, dit M. Garraud, t. II, p. 80, n° 3 : « Les biens de l'évadé ne sont pas mis sous séquestre comme les biens du condamné par contumace, et il y a place à l'organisation d'une tutelle ; en outre, l'interdiction légale de l'évadé a eu un point de départ le jour où l'arrêt est devenu irrévocable, car de ce jour-là a commencé la durée de la peine principale, tandis qu'au cas de contumace, la peine ne peut commencer puisque l'arrêt ne devient irrévocable que par la prescription de la peine ». — (Trib. Seine, 24 juin 1879). (*Gaz. du Trib.* 1<sup>er</sup> nov. 1879.) Sic : (Nusse, nos 168 et suiv.). Quant aux actes passés par l'interdit pendant son évasion ils ne peuvent être annulés au détriment des tiers de bonne foi qui pourraient invoquer le vieil adage romain : « *Error communis facit jus.* »

II. — Le gouvernement peut, aux termes de l'article 12 de la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés accorder au condamné aux travaux forcés à temps l'exercice, dans la colonie, des droits civils, ou de quelques-uns de ces droits dont ils sont privés par leur état d'interdiction légale. Il pourra aussi autoriser ces condamnés à jouir ou disposer de tout ou partie de leurs biens. — Les actes faits par les condamnés dans la colonie, jusqu'à leur libération, ne pourront engager les biens qu'ils possédaient au jour de leur condamnation ou ceux qui leur seront échus par succession, donation ou testament, à l'exception des biens dont la remise aura été autorisée. — En un mot, le condamné a ainsi deux patrimoines soumis à des règles différentes, deux capacités, et nous ajouterons deux domiciles (Garraud, t. I, n° 345). (Aubry et Rau, t. I, § 85, p. 355).

L'art. 4 de la loi du 31 mai 1854, portant abolition de la mort civile, a permis au gouvernement de concéder au condamné, dans le lieu d'exécution de la peine, l'exercice de tout ou partie des droits civils dont il est privé par son interdiction légale, mais il ne peut lui accorder le droit de jouir ou de disposer à titre onéreux de tout ou partie des biens qu'il possédait au jour de sa condamnation, ou qui lui sont échus à titre gratuit depuis cette époque, et les actes faits par le condamné même admis à l'exercice

de tout en partie des droits civils, ne peuvent jamais engager ses biens. — (Aubry et Rau, t. I, § 85, p. 357, texte et note 18).

Enfin la déportation dans une enceinte fortifiée est, au point de vue qui nous occupe, traitée comme la condamnation aux travaux forcés à perpétuité. La déportation simple, au contraire, donne de plein droit au condamné l'exercice des droits civils dans le lieu de la peine (L. 25 mars 1873, art. 16).

## TITRE IV

### **De l'incapacité de l'interdit dans les législations étrangères.**

Bien que le titre de notre travail nous impose seulement l'obligation d'étudier l'interdit en France, nous croyons utile de rechercher dans les législations étrangères les principes généraux qui président à l'organisation et aux effets de l'interdiction soit judiciaire, soit légale.

#### ALLEMAGNE

Indépendamment de l'interdiction pour cause d'imbécillité ou de démence, le droit allemand admet une interdiction au profit des personnes qu'une infirmité grave empêche de conduire leurs affaires (art. 593 à 620 du Code de procédure civile de 1877). — V. trad.

franc. par MM. Glasson, Lederlin et Dareste (Collect. des principaux codes étrangers publiée par le comité de législation étrangère, Paris, 1887). Dans les pays de droit commun et en Saxe, les tribunaux apprécient souverainement suivant les circonstances s'il y a lieu à l'interdiction (L. Saxonne, 20 fév. 1882, art. 4 et 7). En Prusse, au contraire, les seules infirmités admises en notre matière sont la surdité, la mutité et la cécité (Landr, Pruss. II, 18, §§ 15 à 18); Vormund-schaft ordn. 1875, art. 1. Le projet du Code civil allemand reconnaît ces trois dernières causes d'interdiction dans son article 1727; (2<sup>e</sup> lect. 1772). Il admet toutefois la réserve que s'il est possible de s'entendre avec les personnes atteintes de ces infirmités, l'interdiction ne peut être prononcée qu'avec leur consentement. Plusieurs auteurs professent que l'incapacité produite par ces infirmités n'est pas aussi profonde que celle des aliénés et que ces personnes doivent être réputées capables dans la mesure où elles comprennent ce qu'elles font (Dernburg Vormund-schaft recht, § 96, 4; Roth Deutsches privatrecht, § 202, 10). Les codes ne font aucune allusion à cette incapacité partielle, d'ailleurs si l'intelligence existait à un degré apparent, le tribunal se conformerait à l'article 1727 du Projet décidant que le juge ne peut interdire un majeur que s'il est sourd, aveugle ou muet et si, en raison de cette infirmité, il n'est pas en mesure de conduire ses affaires.

En Allemagne, la demande en interdiction peut être formée par le conjoint, par un parent ou par le tuteur de la personne à interdire. Le mari est seul recevable à la former contre sa femme ; le père ou le tuteur seul contre une personne placée sous la puissance paternelle ou en tutelle. Le ministère public près le tribunal régional dont relève le tribunal du baillage a également le droit de former la demande (Code de procédure civil, 1877).

Pour prononcer l'interdiction le seul tribunal compétent est le tribunal du baillage dont la personne est justiciable à raison de son statut de juridiction générale (C. de proc. civ. de 1877, art. 594).

Dans le droit commun germanique, l'interdiction ne fait naître qu'une présomption d'incapacité, par suite un acte fait par l'interdit, s'il est démontré qu'il a fait cet acte pendant un intervalle lucide, sera reconnu valable. Cette doctrine n'a pas été admise par le Code de procédure pour l'empire de 1877. L'article 613 de ce Code dit que tant que l'interdiction prononcée n'a pas été levée, les actes passés par l'interdit sont nuls par cela seul qu'ils émanent d'un interdit.

L'Allemagne ne connaît pas l'interdiction pour cause de condamnation.

## AUTRICHE

Les personnes, dit l'art. 269 du Code civil, qui ne peuvent pourvoir elles-mêmes à leurs affaires, ni défendre leurs droits reçoivent du tribunal, quand elles ne sont ni en tutelle, ni soumises à la puissance paternelle, un curateur. En Autriche le nom de tutelle (Vormundschaft), ne s'applique qu'aux mineurs, pour tous les autres incapables, le Code civil emploie le terme de curatelle. Cette mesure de protection n'existe donc comme conséquence de l'article 269 du Code civil que pour les majeurs qui sont en état d'imbécillité ou de démence, (Wahn Oder blödsinnig) ou qui ont été déclarés prodigues, parfois pour les sourds-muets (art. 278 C. c.).

Le tribunal appelé à se prononcer est le tribunal de première instance (Jur. norm. art. 83).

La législation autrichienne admet l'interdiction légale pour les condamnés à la réclusion et aux travaux forcés, s'ils ont un patrimoine, qui puisse courir des risques par suite du temps assez long pendant lequel ils sont privés de liberté (V. Ern. Lehr. *Traité de droit germanique*, t. II, n° 1383).

## BELGIQUE

On suit en Belgique sur la matière les dispositions du Code civil français, sur l'interdiction judiciaire.

On y frappe d'interdiction légale : 1° les condamnés à mort ; 2° les condamnés contradictoirement aux travaux forcés, à la réclusion, à la détention perpétuelle ou extraordinaire ; 3° les condamnés contradictoirement à la détention ordinaire, soit dans le cas de récidive, soit dans le cas de concours de plusieurs crimes (C. pén. art. 20, 21, 22 et 23).

L'interdit légalement n'a plus ni l'administration, ni la disposition de ses biens si ce n'est par testament. La loi lui donne un curateur pour gérer ses biens ; et durant la condamnation de l'interdit, aucune somme, provision ou portion de ses revenus ne peut lui être remise (C. pén. art. 24).

## ESPAGNE

Les imbéciles, déments ou sourds-muets ne peuvent être mis en tutelle qu'après avoir été judiciairement déclarés incapables d'administrer leurs biens (C. c. de 1888-1889, art. 213). Ils peuvent être mis en tutelle encore qu'ils aient des intervalles lucides (C. c. art. 200).

L'interdiction peut être provoquée par le conjoint ou par l'un des successeurs. — Le ministère public doit la requérir : 1° quand il s'agit de fous furieux ; 2° quand il n'y a ni parents ni successeurs pour la provoquer, ou qu'ils n'usent pas de leurs droits ; 3° quand le conjoint ou les successeurs sont eux-

mêmes mineurs ou incapables d'ester en justice (C. c. de 1888-1889, art. 215).

Les condamnés à la chaîne à perpétuité, à la chaîne à temps sont civilement interdits ou, en d'autres termes sont mis en tutelle, comme l'interdit légalement en France (C. pén. esp. art. 200).

Le Code espagnol soumet à la tutelle les individus frappés d'interdiction légale. Tant que le condamné est interdit, il ne peut exercer ses droits de puissance paternelle, de tutelle, de curatelle. Il ne pourra participer au conseil de famille ; il perd son autorité maritale, l'administration de ses biens, et le droit d'en disposer entre-vifs. L'interdit légalement ne peut en outre servir de témoin testamentaire et l'on considère l'interdiction légale comme une juste cause d'exhérédation (C. pén. art. 43).

## GRANDE-BRETAGNE

Les aliénés désignés de vieille date dans la législation anglaise, sous le nom de lunatiques et d'idiots peuvent être privés de la libre disposition de leurs biens.

En Ecosse les déments connus sous le nom de furious sont frappés d'incapacité.

Les individus sourds-muets et aveugles de naissance sont réputés de plein droit idiots (Coke Inst.

t. I, 42. Fléta, l. 6, c. 40). Mais la prodigalité n'a jamais été assimilée en Angleterre à l'aliénation mentale (Brooke, abridgment, t. Idios 4). Les faibles d'esprit dont l'état mental n'est pas de nature à justifier un verdict d'insanité proprement dite ne peuvent être restreints dans leur capacité sauf, bien entendu, le cas où la partie adverse aurait profité de leur manque d'intelligence pour leur faire souscrire un contrat léonin. D'ailleurs, ils peuvent remettre leurs immeubles entre les mains de trustees (Pater-son, Compendium of English and Scotch law, 802).

En Ecosse le droit de provoquer l'enquête et la mise en tutelle appartient au next of Kin (ou plus proche parent) et à défaut quelque autre membre de la famille (Belle Principle of the law of Scotland, n° 2. 110).

Dès le moyen âge, le roi s'était déclaré le protecteur des aliénés, et c'était à lui de pourvoir à la garde et à l'entretien de leur personne et à la conservation de leurs biens (St. 13, Ed. 11, c. 10). Cette double mission fut déléguée au lord chancelier et il en est resté un vestige jusqu'à nos jours. Ce n'est pas en qualité de Président de la Cour de la Chancellerie qu'il exerce cette délégation. Cette Cour, qui a toujours été la tutrice des mineurs, n'a jamais eu de juridiction sur les aliénés. Si ces fonctions ont été conférées au chancelier, c'est d'abord en qualité de haut fonctionnaire du royaume, et ensuite à raison de sa qua-

lité de magistrat rompu à la pratique du droit. Aussi quand le St. 14 et 15 vict. c. 83 eut institué à la Cour de Chancellerie des lords-Justice pour suppléer le Chancelier dans les attributions judiciaires qui l'écrasaient, un warrant délivré par la reine à chacun des nouveaux magistrats, les chargea, concurremment avec le Chancelier, des intérêts de l'aliéné. Deux ans plus tard, le lunacy regulation act de 1853 confirma expressément leur mission à cet égard. Les lois sur l'organisation judiciaire de 1873, 1875, qui firent entrer les lords-Justice, avec d'autres magistrats, dans la nouvelle Cour d'appel, décidèrent expressément que les pouvoirs sur les aliénés qui appartenaient précédemment aux lords-Justice de la Cour de Chancellerie, continueraient à être exercés par ces magistrats.

En Angleterre les aliénés ne peuvent valablement disposer de leurs biens, ni s'obliger ; toute donation faite par eux est radicalement nulle. Ils peuvent opposer leur état mental comme une fin de non recevoir, lorsqu'on les poursuit en vertu d'un contrat qu'ils ont passé. D'autre part, un aliéné ne peut se marier et son mariage sera déclaré nul s'il est contracté avant que le lord chancelier ou la majorité de committée qui lui sert de tuteur ait reconnu qu'il a recouvert l'usage de sa raison (V. Ernest Lehr. *Eléments de Droit civil anglais*, n° 75 à 80, Stephen, *Commentaries on the laws of England*, t. II, liv. IV, part. I, ch. 6, 9).

En Ecosse l'interdiction, qui est une mesure conservatoire prise seulement en faveur des prodigues, n'a d'autre effet que de restreindre la liberté de l'interdit d'aliéner, de grever d'hypothèque ses immeubles dans les limites du comté où l'interdiction a été publiée. Quant à ses meubles, l'interdit a pleins pouvoirs pour en disposer. Pour les actes que l'interdit a passés relativement à ses immeubles, la loi ne les annule pas *ipso facto* ; elle ne fait que les réduire dans la mesure où ces actes pourraient porter préjudice à ses intérêts.

L'Angleterre n'applique pas l'interdiction légale aux condamnés.

## MONTÉNÉGRO

Le majeur qui, pour cause de faiblesse d'esprit (de démence ou de fureur), est incapable de gérer lui-même ses propres affaires, doit être mis en tutelle (Code des biens de 1888, art. 653). On assimile les prodigues aux aliénés, et on les met en tutelle les uns comme les autres (art. 653 et suiv. et 662 et suiv.). Pour créer la pleine interdiction, c'est-à-dire la défense de faire aucune disposition concernant les biens, il faut que la maladie soit bien grave et que, de toute évidence, le malade soit incapable de tout acte raisonnable (art. 657). Si la maladie n'a pas cette

gravité, elle n'entraîne qu'une interdiction partielle (art. 658).

La nomination d'un tuteur pour un interdit peut être demandée par ses plus proches parents ou par son conjoint, ou au besoin par la commune ou tout autre autorité locale (Code des biens de 1888, art. 654).

Le tribunal compétent est le tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel habite le malade (Code de 1888, art. 653).

L'état de tutelle de l'interdit n'entraîne pas pour lui une pleine incapacité de prendre certaines dispositions relatives à ses biens. Pour que l'interdit soit absolument incapable, il faut que la maladie dont il est frappé soit tellement grave, qu'il ne soit capable d'aucun acte raisonnable. Si la maladie ne revêt pas cette gravité, l'interdit ne sera qu'entravé dans la libre disposition de ses biens, son interdiction ne sera que partielle. Il sera empêché, suivant les circonstances qui seront fixées par la décision qui le met en tutelle, de faire les actes pour lesquels on ne lui reconnaît pas un discernement suffisant. Pour ceux dont ne parle pas la décision qui le frappe d'interdiction, il sera pleinement capable (art. 658, Code de 1888).

## ITALIE

En Italie l'interdiction peut être demandée par tout parent, par le conjoint et par le ministère public (C. c. Ital., art. 326), pour état habituel d'insanité d'esprit.

L'interdit est en état de tutelle ; les actes par lui faits après le jugement prononçant son interdiction, ou après la nomination d'un administrateur provisoire, sont nuls de droit. Cette nullité ne peut être invoquée que par l'interdit, son tuteur, ses héritiers ou ses ayants-cause. Les actes passés par l'interdit avant son interdiction, peuvent être déclarés nuls, s'il est reconnu que la cause d'interdiction existait à ce moment, ou si l'acte, par le préjudice qu'il cause à l'interdit, démontre, d'une façon certaine, la mauvaise foi de ceux qui ont traité avec l'interdit. Après le décès d'un individu, on n'est pas recevable à demander la nullité des actes qu'il a faits si l'interdiction n'a pas été provoquée avant son décès ou si l'acte n'établit pas clairement la démence (art. 337).

Ni le Code civil ni le Code pénal ne font mention de l'interdiction légale.

## PAYS-BAS

Le Code civil Néerlandais, en matière d'interdiction, reproduit à peu près le Code civil français, si ce

n'est qu'il étend l'interdiction au prodigue (art. 487, al. 2) et même sur leur propre demande aux faibles d'esprit (art. 488, al. 4).

L'interdiction légale est inconnue dans la législation néerlandaise.

## PORTUGAL

Le Code civil portugais met en état d'interdiction les aliénés *mente captos* et tous ceux qui, par l'état anormal de leurs facultés intellectuelles, se montrent incapables de gouverner leur personne et leurs biens (art. 314). Cette disposition peut s'appliquer aux mineurs, mais à la condition qu'ils se trouvent dans la dernière année de leur minorité (art. 314, § 1).

En Portugal, l'interdiction peut être requise par tout parent successible ou par le conjoint. Le ministère public doit requérir l'interdiction : 1° à défaut des personnes ici mentionnées ; 2° au cas de démence furieuse ou lorsque l'aliéné a des enfants mineurs si les dites personnes ne la requièrent pas (C. civil, art. 315).

Dans ce pays l'action en interdiction est intentée devant le juge de droit (Juiz de direito, Code civ. portugais, art. 317).

L'interdit est assimilé au mineur et les règles de

la tutelle des mineurs lui sont applicables. Tout acte ou contrat que l'interdit a fait postérieurement au jour où le jugement qui prononce son interdiction a été inscrit et publié, est nul de droit. Quant aux actes qu'il a passés avant son interdiction, ils seront nuls s'il est prouvé que la cause de son interdiction existait à ce moment et était connue de la partie avec laquelle il a traité (C. portug. art. 321, 322, 326, 329).

Ce n'est qu'une sentence passée en force de chose jugée qui puisse priver les criminels de certains droits (C. c. portug. art. 355).

Celui qui est frappé d'interdiction légale est assisté d'un curateur (C. pén. art. 356).

## RUSSIE

Sont mis en tutelle : 1<sup>o</sup> les individus atteints d'imbécillité (Bézoumnyé); 2<sup>o</sup> les déments (Loumaschedchié); 3<sup>o</sup> les sourds-muets; 4<sup>o</sup> les muets. (Loi civile Russe : Svod, t. X. 1<sup>re</sup> partie, art. 365 et 366), à la suite d'une déclaration expresse que doivent faire les parents du malade à l'autorité locale (art. 367).

Les parents du malade ont tout d'abord une déclaration expresse à faire à l'autorité locale (Svod, t. X, 1<sup>re</sup> partie, art. 364).

On considère comme nulle la vente consentie par

un interdit et son interdiction est une des causes d'extinction du mandat. Pour tester la loi russe exige que l'on soit sain d'esprit, aussi tout testament fait par un interdit est nul, et même le testament qu'il aurait fait avant son interdiction sera nul s'il est reconnu qu'à cette époque il ne jouissait déjà pas de la plénitude de ses facultés (Art. 376, 377. Svod Zakonov, t. X, 1<sup>re</sup> partie).

En Russie l'interdiction légale n'existe pas.

## SUÈDE

Le droit suédois soumet à la même tutelle que les mineurs ceux qui, pour cause d'aliénation mentale, (Vanvett) prodigalité ou tout autre cause sont hors d'état de présider à l'administration de leurs biens (Sveriges rikslag de 1734 confirmé par la loi du 5 juillet 1884, art. 4).

En Suède, l'interdiction légale a été laissée de côté et par la législation civile et par la législation pénale.

La loi défend de conclure avec un aliéné une vente ou un échange relatif à ses immeubles, et si le contrat a été fait il est réputé nul et l'on ne peut s'en prévaloir en justice. (*Tit. des immeubles, Jorda balk. c. 4, § 7*).

## SUISSE

Sont causes d'interdiction dans toutes les législations cantonales de la Suisse l'état habituel d'imbécillité de démence ou de fureur et une faiblesse d'esprit telle qu'elle emporte l'incapacité de conduire ses affaires. Toutes ces législations sauf celle de Neuchâtel, prévoient aussi une sorte de demi-interdiction pour les personnes qui sans être assez gravement atteintes pour qu'on les mette absolument en tutelle, laisseraient cependant périlcliter leurs intérêts si elles restaient sans assistance.

La demande en interdiction peut émaner soit des autorités, soit des proches parents ou alliés du malade.

Une condamnation à la réclusion entraîne dans presque tous les cantons la mise sous tutelle ou sous curatelle, du condamné.



## TITRE V

### **De l'incapacité de l'interdit en Droit international privé.**

Le droit international privé soulève de graves questions aussi bien sur l'interdiction judiciaire que sur l'interdiction légale. Examinons-les successivement.

#### § I.

La première question qui s'impose est relative à la compétence des tribunaux français. Peuvent-ils connaître des demandes en interdiction dirigées par ou contre un étranger? La réponse comporte des distinctions.

A. — Si l'interdiction est demandée par un Français contre un étranger, la jurisprudence reconnaît que l'article 14 du Code civil qui fixe la compé-

tence des tribunaux français à l'égard des étrangers ne doit pas être limité aux questions d'intérêt pécuniaire, qu'il peut être étendu aux actions relatives à l'état des personnes, telle qu'une action en nullité de mariage, une action en désaveu de paternité, une demande en divorce ou en séparation de corps. (Rouen, 25 juillet 1861 : *Journ. de Rouen*, 1861, p. 275. — Caen, 29 janv. 1873 : D. 76. 2. 224) (de Folleville, *de la nat.* n° 650). On est universellement d'accord que c'est à l'autorité locale à ordonner les actes conservatoires des biens, et qu'en cas de danger public, de démence furieuse, par exemple, l'administration française a le droit de faire interner l'individu dangereux dans un établissement d'aliénés. Ces mesures trouvent en effet leur justification dans l'article 3 du Code civil et dans le droit supérieur de police que l'état exerce dans toute l'étendue du territoire.

B. — L'interdiction est demandée par un parent étranger contre un français.

La solution peut être tirée de l'article 15 du code civil ainsi conçu. « Un Français pourra être traduit devant un tribunal de France pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger. Bien que cet article ne mentionne que les obligations contractées par un Français en pays étranger, personne n'hésite à l'étendre aux obligations contractées en France et même aux obligations nées des quasi-contrats, des délits ou quasi-délits ; on va

plus loin, on lui fait régir même les actions réelles mobilières et toutes les contestations relatives à son état, aux demandes en divorce, en séparation de corps, enfin aux demandes en interdiction. Le texte n'indique pas devant quel tribunal français l'action introduite par un étranger devra être portée. En notre matière, l'article 59 du Code de procédure civile exige qu'on applique le principe général : *Actor sequitur forum rei*. Mais il est bien entendu que l'étranger demandeur doit se conformer aux prescriptions de l'article 16 qui ordonne qu'en toutes matières l'étranger qui sera demandeur principal ou intervenant sera tenu de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès, à moins qu'il ne possède en France des immeubles suffisants pour assurer ce paiement (article 15 ainsi modifié par la loi du 5 mars 1895).

C. — La demande en interdiction est formée par un étranger contre un étranger.

Comme on le voit, la solution dépend de la question plus générale de la compétence des tribunaux français dans les procès qui n'intéressent que des étrangers. On sait que notre ancienne jurisprudence admettait en cette matière une distinction fondamentale entre les étrangers ayant leur domicile sur le territoire français et les étrangers ayant leur domicile hors de France. Les premiers pouvaient être traduits devant le tribunal français de leur domicile, les se-

conds devant le tribunal étranger de leur domicile. C'était l'application de la règle. *Actor sequitur forum rei*. Disons toutefois qu'on admettait bon nombre d'exceptions à cette règle ; ainsi les juges français pouvaient connaître de certaines contestations commerciales, d'actions civiles à l'occasion d'un délit et en toutes matières, si les deux parties étaient d'accord pour s'en rapporter aux décisions du Tribunal français. Ni les travaux préparatoires, ni le Code civil, ni le Code de procédure civile n'ont reproduit l'ancienne distinction et rien n'est formulé pour ou contre l'incompétence des tribunaux français à l'égard des étrangers. Aussi, de nombreuses controverses se sont élevées sur ce point. Quelques auteurs invoquent le principe que justice est due à tout homme quelle que soit sa nationalité (Bonfils, n° 241. — Gerbaut, p. 384. — Glasson, *Fr. judic.*, 1881, p. 241. — *Journal du droit international privé*, 1881, p. 105 et suiv. — Weiss, p. 933 et suiv. — Despagnet, p. 232 et suiv. — Laurent, *Pr. du droit international privé*, t. I, p. 515).

D'autres auteurs font figurer le droit de plaider dans la catégorie des droits civils qui font partie du *jus civile*, et enseignent que seul le citoyen d'un pays a le droit d'exiger justice de son souverain. (Merlin, Rep.) V° *Etranger*. — Demolombe, t. I, n° 261. — Aubry et Rau, t. VIII, p. 143).

Quant à la jurisprudence, elle proclame comme

principe l'incompétence absolue des tribunaux français à l'égard des étrangers, puis elle tempère la rigueur de cette règle en admettant de nombreuses exceptions (Paris, 23 juin 1836. S. 36. 2. 180 note. — Paris 26 nov. 1839 : *Gazette des tribunaux*. — Cass. 26 juillet 1852 : D. 52. 1. 249. — Cass. 6 mars 1877 : S. 79, 1. 305. — Trib. Seine 15 mai 1880 : *Journ. de dr. intern. privé*, 1880, p. 299. — Trib. Seine, 5 janv. 1887.) Contra : (Glasson, *loc. cit.* Weiss, p. 935).

On justifie l'incompétence absolue en faisant observer que les lois d'un état étranger seront mieux appliquées par les magistrats qui rendent la justice en son nom, que les juges français auraient une tâche difficile, celle de se mettre au courant de toutes les législations étrangères ; qu'enfin le temps employé à vider la question entre étrangers ne pourrait apporter qu'un retard fâcheux à la solution des conflits entre Français.

Après avoir posé et justifié le principe il faut signaler les exceptions à la règle, plus nombreuses que les applications : de façon que les exceptions passent à l'état de règle générale et le principe à l'état de rare application. Ces exceptions si nombreuses peuvent se diviser en deux catégories, les unes reposent sur des considérations juridiques qui tiennent soit à la qualité particulière des parties en cause, soit à la nature du litige, les autres se rattachent à la procédure.

Comme exemple de la première catégorie, citons les contestations des étrangers admis à la jouissance des droits civils, celles entre étrangers qui peuvent invoquer un traité qui leur rend libre l'accès de nos tribunaux (Aubry et Rau, t. VIII, p. 146 § : 748 *bis*).

A la seconde catégorie d'exception appartiennent les hypothèses où le tribunal français donne l'exéquatur au jugement rendu par une juridiction étrangère entre deux étrangers (art. 2223); où l'étranger demandeur ayant assigné plusieurs défendeurs dont un français et les autres étrangers, etc., etc.

Ajoutons que la jurisprudence française augmente les exceptions à son principe en admettant en outre une compétence facultative, en ce sens que les plaideurs peuvent la repousser et que les juges français eux-mêmes peuvent refuser de connaître des griefs des étrangers entre eux, (Nancy 16 mars 1878. S. 78 2 200. — Cass. 5 mars 1879. S. 79 1 208. — Trib. Saint-Lô, 16 juillet 1880 et Caen, 15 Août 1880 : *Journ. du Dr. intern. privé*, 1881. — Alger, 24 juillet, 1882; *Journ. de Dr. intern. privé*, 1884, p. 101).

Il faut maintenant conclure relativement à la demande en interdiction formée par un étranger contre un étranger. Des développements précédents, il résulte qu'en principe elle n'est pas admissible devant les tribunaux français, mais que ces tribunaux sont compétents, si cette action rentre dans l'hypothèse de la compétence obligatoire que les tribunaux

français se reconnaissent. De plus, il va de soi qu'elle est toujours soumise à la compétence facultative.

La compétence déterminée, il reste à voir pour quelles causes l'interdiction peut être prononcée. Le tribunal français doit-il admettre les causes étrangères, qui sont inconnues dans nos lois ? Il nous semble logique de suivre à cet égard la loi nationale de l'étranger. En effet, les règles concernant la protection des individus présumés incapables, touchent à leur état et à leur capacité, et l'article 3 du Code civil, § 3, est applicable. Il faut donc admettre, par exemple, que l'Anglais aveugle de naissance pourra, conformément à la loi anglaise, être frappé d'interdiction. Mais l'ordre public en France exige que l'on n'attribue aucun effet à une interdiction frappant un étranger pour mesure politique (Weiss, p. 616. — De Folleville, *De la natural.*, n° 650. — Trib. Seine, 22 nov. 1881 : *Journ. du Dr. intern. privé*).

Les règles de procédure, écrites dans la loi française, devront être observées, quelle que soit la nationalité des plaideurs. Cette même règle doit être admise pour les jugements dans nos colonies par nos magistrats coloniaux, et même à l'étranger par nos agents diplomatiques ou consulaires investis d'une compétence judiciaire.

C'est ainsi que la loi française règle le nombre et la forme de tous les actes de procédure que nécessite l'instance en interdiction, le délai dans lequel ils

doivent être faits et signifiés ; c'est elle qui détermine l'instruction du procès, et la manière dont le jugement est rendu, signifié et attaqué par les voies de recours (Lyon, 23 fév. 1887. — Paris, 7 déc. 1885 ; *Journ. du Dr. intern. privé*, 1886, p. 713. — Weiss, p. 944. — Laurent : *Dr. intern.*, t. II, n° 254). Il s'agit ici des formes, que les jurisconsultes ont appelées formes ordinatoires.

Mais les formes décisives, celles qui se rattachent au fond même du litige, sont gouvernées par la loi qui régit le droit contesté (Fœlix, t. I, n° 275).

L'application de ces principes de procédure, pourra donner lieu à l'emploi des commissions rogatoires ; il s'agit, par exemple, de faire entendre des témoins qui se refusent à tout déplacement, de procéder à un interrogatoire, à une expertise. Dans ce cas, il est d'usage que les juges saisis du procès adressent soit au consul de leur nation, soit aux autorités du pays où doit avoir lieu l'acte d'instruction, un mandat à l'effet d'y procéder. L'indépendance respective des différents états s'oppose à ce que la commission rogatoire délivrée par les magistrats d'une nation déterminée soit obligatoire pour les autorités étrangères auxquelles elle est adressée. Le Code de procédure français ne contient aucune disposition relative à l'échange de commission rogatoire entre les tribunaux français et les tribunaux étrangers. Une circulaire du ministre de la justice

du 19 déc. 1891 fixe les règles que doivent suivre les magistrats français saisis de commissions rogatoires venues de l'étranger. Il y est dit qu'en principe le juge français doit, pour l'exécution du mandat judiciaire étranger, se conformer aux prescriptions de la loi française ; c'est une conséquence du principe *locus regit actum*. Cependant, les juges français peuvent suivre certaines formes indiquées par la loi étrangère, lorsque les magistrats étrangers en expriment le désir, toutes les fois, du moins, que leur demande n'est pas en contradiction avec nos lois et nos usages judiciaires.

Les jugements relatifs à l'état et à la capacité des personnes, comme un jugement prononçant une interdiction, quoique appartenant à la juridiction contentieuse, produisent leurs effets alors même qu'un tribunal français ne les a pas déclarés exécutoires en France (Paris, 21 mai 1885. Trib. Seine, 26 déc. 1882 : Clunet, 83, 51, 1885) Sic : (Weiss, p. 432). En conséquence, un tuteur régulièrement nommé en pays étranger a qualité pour représenter l'interdit et pour ester en justice en son nom, sans qu'il soit besoin de soumettre le jugement à l'exequatur (Trib. Seine, 13 mai 1881. Trib. Seine, 3 août 1888. J. *le droit*, 7 fév. 1889). Toutefois, la jurisprudence anglaise et américaine refusent, en principe, tout effet au jugement d'interdiction prononcé en pays étranger, au point de vue de l'ad-

ministration des biens de l'incapable (Weiss, p. 432, note 1.).

Comme confirmation de notre doctrine, nous citerons le jugement du Tribunal civil de la Seine du 30 juin 1894. (Clunet, année 1895, p. 104.).

... Attendu, en droit qu'O. a été pourvu d'un conseil judiciaire en vertu d'un arrêté du tribunal royal de Bergheim, qu'il était sous les liens de ce conseil quand ont été faites les fournitures dont le paiement lui est réclamé ; que si, en vertu de l'article 3 du Code civil « les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français en pays étranger », il en est de même par réciprocité, pour l'étranger, des lois étrangères qui concernent son état et sa capacité ; — Attendu d'autre part qu'une décision d'un tribunal étranger, comme celui de Bergheim, dans l'espèce, produit de plein droit ses effets en France, en ce qui concerne l'incapacité du prodigue sans qu'il soit nécessaire, la loi française n'en imposant nulle part l'obligation, que le jugement eut été l'objet d'une publicité spéciale ; — Que c'est donc à tort qu'il a été soutenu, à l'audience des plaidoiries, que le jugement du tribunal de Bergheim ne devait produire aucun effet en France ou qu'en tous cas cette décision ne pouvait pas être opposée au demandeur parce qu'il n'avait aucun moyen d'en avoir connaissance...

La tutelle, comme toute mesure édictée à l'égard

des incapables est avant tout une institution organisée pour la protection du mineur. C'est donc la loi personnelle qui règle l'état et la capacité du mineur et par conséquent de l'interdit, et par la loi personnelle, il faut entendre la loi nationale ainsi qu'il est généralement admis dans la doctrine française (Bastia, 8 déc. 1863. — Bruxelles, 29 juillet 1865) (Chavegrain, *revue critique*, 1883, p. 500).

Ainsi tout ce qui tient à la tutelle dépend du statut personnel qui suit en tous lieux la personne et continue de régir l'étranger même en pays français.

## § II.

En ce qui concerne l'interdiction légale, nous avons à rechercher quelle influence un jugement criminel peut avoir sur la capacité du condamné, en dehors du pays où il a été rendu. Pour résoudre cette question, nous distinguerons deux hypothèses.

A. — Supposons que le condamné a été frappé par une juridiction qui lui est étrangère. Les dispositions de la loi pénale territoriale sont d'ordre public et international, et l'étranger qui les a bravées est obligé d'en subir les conséquences sur le territoire où elles sont en vigueur ; ainsi l'étranger condamné par une cour d'assises française subira toutes les dé-

chéances, toutes les incapacités qu'entraîne la loi française, alors même qu'elles seraient inconnues dans la législation de son pays ; de même un français condamné par une juridiction étrangère qui admettrait la mort civile encourrait toutes les suites, que comporterait sa condamnation dans le pays qui l'aurait frappé.

Mais les incapacités ainsi prononcées par une juridiction étrangère au condamné suivent-elles le condamné dans les autres pays ? Nous ne le pensons pas. Aux yeux de la loi étrangère, la personne du condamné n'entre pas en considération, on s'attache au fait que le condamné a commis et à la lésion qu'il a fait subir à la Société locale. La souveraineté étrangère cessera de s'appliquer au condamné sorti des frontières, parce qu'alors l'intérêt de l'Etat et son droit de défense s'évanouissent.

B. — Supposons que le condamné a été frappé par sa juridiction nationale. Nous pensons que les incapacités, dont le condamné est frappé, lui sont opposables en pays étranger. « Du moment qu'on admet le statut personnel qui régit l'état et la capacité des personnes, il n'y a pas à distinguer pour quels motifs l'état ou la capacité sont affectés ; il n'y a pas à distinguer non plus, s'il est affecté immédiatement en vertu d'une disposition générale de la loi ou seulement à la suite d'une déclaration judiciaire ».

Par suite du même principe, nous devons opposer

au condamné à l'étranger toutes les incapacités que la loi du pays de condamnation a créées contre lui. Une restriction cependant s'impose. Nous n'appliquerions pas en France une incapacité, créée par une loi étrangère, et qui serait contraire à l'ordre public, tel que nous l'entendons. Ainsi nous ne pourrions faire subir à un condamné par les tribunaux étrangers les conséquences de la mort civile, dont l'abrogation est due chez nous à des considérations d'ordre public.

Vu :

Le Président de la thèse,  
André WEISS.

Vu :

Par le Doyen,  
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
GRÉARD.



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION. — Notions générales et historiques sur l'incapacité de l'interdit en France. . . | 1     |

### TITRE I.

#### Des conditions de l'incapacité de l'interdit.

|                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Des conditions de fond. . . . .                               | 14 |
| Section I. — Des causes de l'interdiction judiciaire. . . . .               | 14 |
| Section II. — Quelles personnes peuvent être interdites. . . . .            | 16 |
| Section III. — Quelles personnes peuvent provoquer l'interdiction . . . . . | 20 |
| Section IV. — Des causes de l'interdiction légale. . . . .                  | 23 |
| CHAPITRE II. — Des conditions de forme . . . . .                            | 26 |
| Section I. — De l'introduction de l'instance. . . . .                       | 27 |
| Section II. — De l'instruction de la demande . . . . .                      | 30 |
| § 1. — <i>Avis de la famille</i> . . . . .                                  | 30 |
| § 2. — <i>Interrogation du défendeur</i> . . . . .                          | 34 |
| § 3. — <i>De l'enquête</i> . . . . .                                        | 36 |

|                                                             |           |
|-------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Section III. — Du jugement . . . . .</b>                 | <b>37</b> |
| <b>Section IV. — Publicité du jugement. . . . .</b>         | <b>39</b> |
| Loi du 16 mars 1893 et décret du 9 mai<br>1893 . . . . .    | 45        |
| <b>Section V. — Voies de recours. . . . .</b>               | <b>48</b> |
| § 1. — <i>De l'opposition</i> . . . . .                     | 49        |
| § 2. — <i>De l'appel.</i> . . , . . . . .                   | 50        |
| § 3. — <i>De la tierce opposition</i> . . . . .             | 54        |
| § 4. — <i>Requête civile et du pourvoi en Cassation</i> . . | 54        |

## TITRE II

### Effets de l'incapacité de l'interdit.

|                                                                                           |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>CHAPITRE I. — Tutelle de l'interdit. . . . .</b>                                       | <b>56</b>  |
| <b>Section I. — Organisation de la tutelle. . . . .</b>                                   | <b>57</b>  |
| <b>Section II. — Des pouvoirs du tuteur. . . . .</b>                                      | <b>62</b>  |
| <b>Section III. — De la dissolution de la tutelle . . .</b>                               | <b>95</b>  |
| <b>Section IV. — Responsabilité du tuteur. . . . .</b>                                    | <b>97</b>  |
| Hypothèque légale . . . . .                                                               | 97         |
| <b>CHAPITRE II. — De la nullité des actes de par l'in-</b><br><b>terdit. . . . .</b>      | <b>104</b> |
| <b>Section I. — Des actes postérieurs au jugement</b><br><b>à l'interdiction. . . . .</b> | <b>104</b> |
| § 1. — <i>Actes de l'interdit judiciairement</i> . . . . .                                | 105        |
| § 2. — <i>Actes de l'interdit légalement</i> . . . . .                                    | 110        |
| § 3. — <i>Application des théories générales.</i> . . . .                                 | 114        |
| <b>Section II. — Actes antérieurs à l'interdiction . .</b>                                | <b>152</b> |
| § 1. — <i>Actes de l'interdit judiciairement</i> . . . . .                                | 152        |
| § 2. — <i>Actes de l'interdit légalement</i> . . . . .                                    | 158        |

## TITRE III

### Cessation de l'incapacité de l'interdit.

|                                                            |            |
|------------------------------------------------------------|------------|
| <b>Section I. — Fin de l'interdiction judiciaire . . .</b> | <b>161</b> |
| <b>Section II. — Fin de l'interdiction légale. . . . .</b> | <b>167</b> |

TITRE IV

**De l'incapacité de l'interdit dans les législations  
étrangères.**

TITRE V

**De l'incapacité de l'interdit dans le Droit International  
privé.**









---

ST-AMAND, CHER. — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE FRÈRES.

---